ristianisme

e ANNÉE — N° 3-4 MARS-AVRIL 1961

OYAGE EN D. D. R.

W. Crespin - R. de Pury - G. Wagner

Théologie et Science

G. Malecot

OBJECTIFS DU SOCIALISME 61

J. Malterre & A. Philip

Responsable d'Eichmann - Nazarin

Le Congo - De Truman à Kennedy

social

TABLE DES MATIÈRES

« LE CEP »

COOPÉRATIVE D'ÉDITIONS ET DE PUBLICATIONS

PARIS

Christianisme Social

Année — N° 3-4 MARS AVRIL 1961

Une réflexion théologique sur la science *

IENCE ET INNOCENCE.

NE réflexion théologique sur le monde moderne doit reconnaître au départ qu'il existe un ordre de la ience, ordre ayant ses lois propres et suivant son évotion autonome, indépendamment de toute considération hique, de toute notion de bien ou de mal. C'est après up, semble-t-il, que les jugements moraux ou religieux terviennent et s'exercent pour freiner certaines applitions dont le caractère néfaste est devenu évident. Le ame de la science moderne réside dans l'impossibilité prévoir par avance l'usage qui sera fait de certaines ientations de la recherche et dans l'impossibilité de scerner, parmi les effets bénéfiques et parmi les effets tastrophiques de ces découvertes, lesquels, à long terme, mporteront.

C'est pourquoi, je voudrais, pour préciser le départ de s réflexions, poser une thèse théologique, que certains entre vous contesteront, mais sur laquelle il me paraît possible que les scientifiques se dérobent. Il s'agit d'une èse concernant *la nature du monde créé* et la *nature la raison humaine* en tant qu'instrument d'analyse du onde créé et de domination sur ce monde. On s'appuie

* Rapport présenté à la Commission protestante d'étude des blèmes nucléaires.

trop souvent sur le texte de la Genèse : « tout ce qu
Dieu avait créé était bon », et sur la vocation attribué
à l'homme de « dominer sur la terre et de l'assujettir »
pour prétendre qu'il *reste quelque chose* (dans la natur
humaine, ou dans l'ordre matériel au milieu duquel l'homm
vit) qui rappelle l'intention divine initiale. Or je croi
que, si nous avons tous tendance à nous complaire un pe
orgueilleusement dans les rassurantes affirmations de c
chapitre I de la Genèse, de ce chapitre « élohiste » (qu
reflète peut-être une époque où Israël avait besoin de s
rassurer sur sa filialité divine), nous ne prêtons pas un
attention suffisante à la *destruction* de l'intention divin
à *l'effacement radical de toute image de Dieu dans l*
monde (qui se trouve décrit dans le chapitre sur la chute

Il semble que l'humanité soit toujours hantée par le rêv
de retrouver quelque signe de l'âge d'or initial, de reviv
le paradis perdu, ou de le recréer (que ce paradis idy
lique se situe dans un passé dont on reste nostalgique, o
dans un avenir auquel on sacrifierait froidement toutes le
réalités présentes). Le « mythe de l'innocence » ne cess
d'être proposé, par les idéologies les plus diverses, comm
remède à l'inquiétude humaine. Et un reflet insidieux d
ce mythe se trouve dans ce que les théologiens appellen
l'ordre naturel (que les thomistes et les calvinistes n'hé
sitent pas à regarder comme voulu par Dieu ce qui leu
permet commodément de justifier l'arbitraire des régime
oppressifs qui se prétendent chrétiens, dans les pays catho
liques ou en Afrique du Sud).

Le mythe de l'innocence, le mythe de la « bonté d
monde » où « le péché humain » n'est qu'un inciden
certes catastrophique mais dont l'amplitude cosmique rest
très limitée, se retrouve aussi implicitement ou explic
tement, dans le jugement porté par la presque totalit
des scientifiques sur la « raison pure » et sur la « raiso
pratique ». Ce jugement est presque toujours imprégn
soit par l'idéal platonicien de perfection, soit par l'idé
empiriste d'efficacité (idéal qui, curieusement, se retrouv
à la fois chez les économistes libéraux et chez le
marxistes). Tous proclament à l'envi que *la nature e*
bonne, et que ses corruptions temporaires peuvent êtr
redressées par une technique adéquate (par une techniqu
d'ordre essentiellement rationnel).

;CIENCE ET EFFICACITE.

Le mathématicien prétend retrouver, sous les faillibi-ités de la raison commune, un fonds de perfection logique naliénable, et il rêvera de réduire les problèmes humains ı une ossature logique dépourvue d'ambiguïté. Le physi-:ien, tout en reconnaissant les limitations de l'expérience – limitations que la physique quantique a rendues plus 'adicales encore — se targuera néanmoins de la possibilité *pratique* d'obtenir *à la longue* le résultat recherché grâce ı la répétition des expériences qui permet toujours d'ob-enir, un jour ou l'autre, un « *coup au but* ».

Il est amusant de penser que, pour le grand public, les (faiseurs de miracles » du monde contemporain sont ceux ļui lançaient dans notre ciel le lumineux astre « écho » ļui émerveillait cet été les observateurs du ciel monta-ŗnard ; ou encore ceux qui lançaient autour de la lune la usée photographique.

Et pourtant, de combien d'échecs ces expériences furent-lles précédées ? Combien de siècles a-t-il fallu pour mettre u point la très vieille technique des fusées, et pour réa-ser matériellement des orbites dont le calcul, somme oute, n'est pas d'une grande nouveauté puisqu'il remonte usqu'à Newton ?

Après tout, l'efficacité tant vantée de la science ne recèle ucune merveille, et je ne parviens pas à y retrouver « Imago Dei », l' « ordre naturel » voulu par Dieu. 'outes les réussites sont précédées par une concentration rodigieuse de moyens intellectuels et matériels sur des bjectifs étroitement délimités. On commence à recon-aître que la spécialisation est la rançon de l'efficacité, et ue tout grand succès de la recherche scientifique impose ux savants de nouvelles œillères, et les plonge dans un trange aveuglement, dont ils ne sortent que sous des pres-ons *extra* scientifiques ; ce qui démontre bien la néces-té d'un jugement porté de *l'extérieur* sur la science (juge-ıent qui n'a quelque valeur que s'il reflète — en une si ible mesure que ce soit — ce que j'appellerai « l'extério-té de Dieu par rapport au monde »).

Je voudrais donner quelques exemples de l'aveuglement :ientifique (pour bien montrer que notre raison spécia-

lisée d'aujourd'hui n'a rien à voir avec la raison que les théologiens médiévaux définissaient comme faculté d'illumination divine).

SCIENCE ET FINALITE.

Les découvertes pleines de promesse faites sur le rôle de l'A. D. N. dans les fonctionnements cellulaires ont inspiré à un des pionniers américains de la chimie biologique (titulaire du prix Nobel), la réflexion suivante : « Les êtres vivants ne sont après tout qu'un moyen employé par l'A. D. N. pour reproduire d'autres A. D. N. ! » Je veux bien qu'il ne s'agisse là que d'une boutade, mais elle illustre bien l'absence totale d'horizon, la myopie professionnelle, de la plupart des chimistes ; myopie d'ailleurs tout à fait respectable, car elle n'est pas acceptée de gaîté de cœur, elle s'accompagne souvent d'un désarroi moral qui commande la sympathie ; m'entretenant avec l'un des jeunes chercheurs américains de ces laboratoires de chimie cellulaire, un jeune homme qui se targuait de bientôt pouvoir réaliser la « création d'un microbe », il m'a avoué : « Vous êtes heureux, vous chrétiens, de pouvoir vous permettre l'audace d'affecter l'évolution du signe +, d'y voir une montée créatrice, j'y verrais plutôt, moi, la descente dans l'abîme du désespoir. » Et cela me rappelait la remarque désabusée (de Whitehead, je crois) : « Les savants poursuivant le but de montrer que leur existence est sans but, voilà un phénomène intéressant. » Cela est peut-être intéressant pour le logicien, mais cela est plutôt dramatique pour ceux qui tentent de donner à la science un fondement qui ne réside pas en dehors d'elle-même.

Et, à côté de la vanité intrinsèque des efforts de la logique, ne faut-il pas dénoncer pareillement la vanité des efforts de la « praxis ». Je fréquente quelque peu une équipe de jeunes qui s'occupe des problèmes tant mathématiques que physiques, posés par la séparation de l'Uranium 235. Beaucoup d'enthousiasme et d'ingéniosité se déploient, et aucune question ne se pose apparemment puisqu'il est dorénavant entendu, ou au moins sous-entendu, que la séparation de l'Uranium 235 est un des objectifs importants de l'humanité pensante : il suffit que le pouvoir politique déclare cet objectif primordial et annonce que toutes les centaines de milliards voulues :

seront affectées (concurremment avec le plutonium), pour qu'une partie de la jeunesse soit grisée par cette recherche qui accède maintenant, avec la bénédiction de l'état, au plan de la « grandeur ». Bien sûr ! les hommes de ma génération ne peuvent plus guère être dupes de la propagande. Mais on étonne beaucoup de jeunes en leur demandant si ces recherches sont *vraiment* importantes, s'ils ne pensent pas que d'autres pourraient être infiniment plus utiles à l'humanité ; s'il n'y a pas quelque chose de suspect dans l'intérêt jaloux que montrent pour ces recherches les puissants de ce monde, et s'il est « intelligent » que la science fasse figurer parmi ses objectifs la destruction, sinon de toute l'humanité, en tout cas des principaux centres de civilisation et de culture ?

Cette logique de l'absurde, cette application à scier la branche sur laquelle on s'appuie, cette réalisation matérielle du paradoxe de Whitehead : « poursuivre le but de détruire tous les buts de l'existence humaine », tout cela ne gêne plus guère les esprits, en notre époque qui se croit rationaliste, mais est plutôt folle (les deux vont d'ailleurs ensemble — si du moins, comme je le crois, le rationnel, poussé jusqu'au bout, débouche sur l'absurde).

LES LIMITATIONS DE LA SCIENCE.

Je voudrais, pour justifier mon attaque de la raison, de la raison scientifique (qui est la raison telle que l'entend l'homme d'aujourd'hui), résumer dans les termes suivants nos constatations quant à l'évolution de la science.

a) La science recherche l'efficacité — intellectuelle ou matérielle, suivant le cas — (l'efficacité étant définie par l'obtention de résultats nouveaux).

b) L'efficacité ne peut être acquise qu'au prix de la spécialisation, de la limitation étroite du champ de recherche.

c) Cette limitation entraîne par une tendance psychologique, difficilement surmontable, l'exclusion de toute autre préoccupation et de tout autre horizon (à moins qu'une énergique réaction de tout l'être n'intervienne).

Les faibles possibilités de l'esprit humain ne lui permettent pas d'étreindre beaucoup à la fois, et il se décou-

rage vite quand il tente de trop embrasser ; ayant éprouvé par contre son efficacité quand il se cantonne dans un domaine restreint, il en vient vite à renoncer « aux grands desseins et aux vastes horizons », et à se satisfaire (aidé quelquefois, en plus, par l'humilité chrétienne !) en cultivant amoureusement son « petit jardin » — en ignorant tout le reste, ou en le reléguant dans un domaine réservé sous le qualificatif (tantôt méprisant et tantôt admiratif) de « mystique », de « philosophie », de « politique » ou de « théologie ».

d) Mais le caractère apparemment « confortable » de la position que je viens d'indiquer, le fait que beaucoup se complaisent dans cette indifférence et cette passivité qui sont le « mal du siècle », tout cela traduit une aspiration instinctive de l'âme humaine : cette aspiration à « l'innocence » dont je parlais tout à l'heure. Nier ses responsabilités, par une ignorance volontaire des aboutissements possibles de son action, n'est-ce pas vouloir « retrouver le paradis perdu » en tâchant de se maintenir « en deça du bien et du mal » dans un domaine « neutre » (c'est-à-dire non affecté par la chute) : le domaine de la raison scientifique, par exemple. N'entend-on pas souvent dire : « la science n'est pas mauvaise par elle-même » ? Certes, mais la science est-elle dissociable de l'usage que l'homme en fait ou en fera ? et *l'absence d'intention* peut-elle être tenue pour une *intention bonne ?*

Je crois que c'est le propre de l'époque contemporaine que de mettre en évidence, pour les chrétiens, la gravité du *péché par omission*, du péché par manque d'information. Aucun domaine ne peut être séparé du reste ; l'humanité dans toutes ses pensées et dans tous ses actes, forme un *tout solidaire*. L'ignorance n'est pas une excuse :

1° Elle ne peut être une excuse aux yeux de Dieu (car devant Lui, ce qui compte, ce ne sont pas les alibis, ce qui compte, c'est son Pardon qui couvre à la fois les péchés que nous connaissons et ceux que nous ignorons).

2° L'ignorance n'est pas non plus une excuse aux yeux des hommes, car, dès que nous avons choisi d'agir, nous sommes responsables de la totalité des conséquences de nos actions, que nous les ayions prévues ou non ; et les autres ne s'y trompent pas. Devant le ressentiment qui gronde dans le monde contre la race blanche, nous avons beau clamer notre innocence et notre pureté d'intentions,

ersonne ne nous croit, car nous sommes solidaires de nos ncêtres esclavagistes et de nos contemporains qui traquent ou bombardent.

Certes, les fautes des uns retombent souvent durement ır les autres ; mais n'est-ce pas parce que nous sommes ɔus mystérieusement solidaires dans le péché ; que nous ɔmmes tous embarqués dans un drame cosmique, qui épasse, certes, infiniment nos défaillances individuelles, ıais qui exclut par là-même toute prétention de notre art à la pureté dans quelque domaine que ce soit.

La raison, et la science, où beaucoup de nos contemorains ne voient encore que ces « edita doctrina sapienum templa serena » dont parlait Lucrèce, doivent leur ɔparente sérénité à la faculté d'oubli qu'elles nous offrent is-à-vis de nos responsabilités. La science peut être un *pium,* un anesthésique qui calme provisoirement nos ɔucis et nos interrogations ; elle relève alors de cet ordre u « divertissement » dont Pascal proclamait combien il st *à la fois* humain et futile. On peut, comme Pascal, être ıdulgent ; mais, de là à proclamer que la science répond une mission divine, qu'elle est une traduction partielle e l'image de Dieu qui est en nous, il y a une marge !

A RAISON ET L' « ORDRE NATUREL ».

'T voici ma thèse théologique :

«

Il n'y a plus nulle part, il n'y a ni dans l'ordre de la ıatière ou dans l'ordre de la vie, ni dans l'ordre de la ıison, d'image de Dieu ; *il n'y a plus d'innocence.* Nous ɔmmes tous coupables, nous sommes tous des assassins, e serait-ce que comme chaînons dans cette longue lignée 'êtres vivants dont un livre récent nous décrit, « au cours e trente millions de siècles », la sauvage lutte pour la vie. t tous nos ordres naturels, toutes nos nations et toutes ɔs civilisations reflètent la réalisation temporaire d'une ıison qui ne peut se targuer d'aucune filialité divine 'image de Dieu étant irrémédiablement perdue) ; la raion participe de cet inextricable mélange de Bien et de al qu'est le monde dans sa totalité, ce monde dans lequel ıcune théologie qui se veut fidèle aux avertissements de sus ne devrait oser séparer la « part de Dieu » et la part de Satan », le bon grain et l'ivraie.

Telle est la thèse théologique que je voulais vous pré
senter ; une réserve très « agnostique » en ce qui concern
la nature du monde créé ; ainsi qu'en ce qui concerne l
raison qui s'efforce d'en discerner l'intention et d'en pro
longer la visée. La raison n'est pas un auxiliaire *nature*
de la Révélation, elle ne peut jouer qu'un rôle *secon*
quand elle est *préalablement* informée par la foi, et l
formule de saint Anselme reste, à mon avis, le programm
du scientifique chrétien : ce n'est que si l'on adore Die
de toute son âme que l'on peut alors tenter de l'adorer d
toute sa pensée.

Cette thèse, peu conforme peut-être à l'orthodoxie (catho
lique ou calviniste) mais dont je dois souligner qu'elle m
paraît dans la ligne barthienne (de « Parole de Dieu e
Parole humaine »), cette orientation me paraît seule ca
pable d'éclairer la voie du scientifique au milieu des innom
brables contradictions logiques et morales auxquelles s
pensée et son action se trouvent acculées. *L'acceptatio*
par le scientifique, d'un ordre naturel voulu de Dieu e
saisi *autrement* que dans la foi, me paraîtrait entraîne
automatiquement cette idolâtrie que nous voudrions tou
traquer au fond de nos cœurs. Admettre qu'une créatur
quelle qu'elle soit, qu'un « ordre créé » quel qu'il soi
puisse être saisi et défini par *lui-même* (en dehors de l
présence vivante du Dieu d'Amour qui nous y fait que
quefois reconnaître un signe de sa Grâce), cela risqu
d'aboutir dans notre esprit à détacher la créature du cré
teur, et, immédiatement, à élever la créature au ran
d'idole ayant sa raison d'être en elle-même.

Le reproche que je fais à toute doctrine de la Création
c'est de doter d'une valeur intrinsèque, d'élever au ran
d'« essences » des objets ou des êtres qui n'ont d'existenc
véritable que dans l'instant où ils sont le signe ou le lie
d'une intention divine ; en dehors de quoi, ce ne sont qu
des résidus qui traduisent l'inertie d'un monde évoluant d
façon autonome suivant ses propres lois (qu'il n'est pos
sible de rattacher ni à Dieu, ni à Satan, car le doute
plus absolu doit planer sur elles tant qu'elles ne sont pa
un intermédiaire utilisé par la Parole de Dieu pour no
parler à nous-mêmes). J'approuve le refus opposé par
porte-parole des physiciens au colloque (1958) de Bosse
vis-à-vis des théologiens qui voulaient définir une « stru
ture valable » du cosmos, ou de l'homme (au nom d'un

conception hellénique du Logos créateur) : le Dr Dippel leur répondait en opposant, au monde collectif et anonyme de la science, la réalité de l'homme « existant », c'est-à-dire celui que Dieu « appelle par son nom ».

Cette affirmation *du plus extrême nominalisme* (il n'y a de nom c'est-à-dire d'existence au sens biblique du mot que pour des individus personnellement appelés par Dieu et aimés par Lui), cette affirmation me paraît la seule réponse possible au nihilisme intégral auquel la raison scientifique nous conduit logiquement : la science détruisant tout ce qu'elle touche, et le seuil devant lequel elle s'arrête, le seuil du mystère de la Personne, c'est *précisément* le seuil où *l'existant commence*, parce que c'est là que Dieu se manifeste, dans l'ineffable et dans l'inexprimable.

Mais cette position théologique exclut évidemment l'existence de tout « ordre naturel » qui soit autre chose qu'une inertie plus ou moins provisoire, et interdit absolument d'attribuer explicitement cet ordre à Dieu. Entre la Parole créatrice (donc vivante) de Dieu d'une part, et la parole humaine, c'est-à-dire l'expression collective du monde sensible, d'autre part, aucun rapport définissable ne peut être établi. Et vous savez combien Karl Barth souligne la distance infinie entre le Créateur et le monde créé : distance que j'avais tout à l'heure qualifiée par le terme d' « extériorité ».

Cela implique la conséquence qu'aucun concept humain, aucune réalité *collective*, qu'elle soit scientifique ou sociale, ne peuvent être rattachés tels quels à une volonté de Dieu. Pourquoi donc la théologie voudrait-elle à tout prix « fonder » l'ordre naturel ? Cet ordre existe en vertu de sa propre inertie, il existe comme fait d'expérience scientifique, mais un *point d'interrogation* plane toujours sur la valeur de son existence aux yeux de Dieu.

LA NATION ET L'ETAT.

Je prendrai un exemple brûlant : les ordres du jour des synodes sur le « nationalisme », les articles assez récents de Jacques Ellul dans « Réforme », sous-entendaient plus ou moins que l'existence des nations, et l'appartenance de chacun à la nation où il est né, répondraient à une volonté de Dieu (et pourtant le contexte biblique de l'apparition

des nations au moment de la tour de Babel, laisse déjà place à quelque doute !). Sans contester l'usage « pédagogique », si j'ose dire, que Dieu puisse faire provisoirement de l'appartenance nationale de tel ou tel, il me paraît tout à fait surprenant que l'on puisse passer de là (comme le faisait Jacques Ellul dans sa conclusion à propos du réseau Jeanson) à l'affirmation que l'appartenance d'un Français à la « nation » qui se constitue autour du F. L. N. est « chrétiennement » impensable : elle n'est impensable *que* pour qui se refuse absolument à tout usage de la violence dans les rapports internationaux ; que pour qui considère que, jamais et en aucune façon, une Parole de Dieu ne peut être adressée à qui que ce soit au sein de la violence et de la guerre.

En dehors de la reconnaissance d'une exigence évangélique de *non-violence absolue,* il me paraît impossible de porter quelque jugement théologique que ce soit sur ces réalités collectives que sont les nations et les guerres : ces réalités, ces terribles réalités ne peuvent être niées, mais elles appartiennent à un ordre auquel il est impossible d'apporter d'autre justification que sa seule constatation : un ordre « empirique » et non « normatif ». Si l'Eglise donne un coup de chapeau à cet ordre, cela fait certes le plus grand plaisir au pouvoir politique. Mais cela est, je crois, contraire à la vocation de l'Eglise.

Le pouvoir politique existe, mais il existe dans l'ordre du *contingent* et du *provisoire.* L'Eglise n'a aucune « justification transcendante » à apporter au pouvoir politique. Le message de l'Eglise s'adresse uniquement à des personnes, à des *hommes :* aux hommes qui subissent le pouvoir politique, et naturellement aussi à ceux qui l'exercent. Quel doit être ce message ? Je le rappellerai tout à l'heure (sans prétendre naturellement à une quelconque originalité sur ce point où l'accord ne sera, je crois, pas difficile). Mais je voudrais au préalable — pour éviter toute confusion quant à ce dualisme, à cette séparation des ordres que je me suis senti obligé de confesser — préciser qu'il ne s'agit pas là en toute rigueur, ni du dualisme luthérien ni du dualisme manichéen, ni du dualisme calviniste.

Le dualisme de Luther semble reconnaître quelque vocation divine à l'ordre de ce monde, à l'ordre temporel, si grossier fut-il ; quelle que fut la visée initiale d'un Luther

lont l'envergure spirituelle transfigure les attitudes les plus critiquables si l'on se donne la peine de regarder à l'inspiration profonde, il faut bien reconnaître néanmoins que ce dualisme-là a parfois dans l'histoire abouti à une inadmissible soumission du chrétien à l'état. Quant au dualisme manichéen (celui de l'Iranien Manès et celui des Albigeois), il aboutit à une identification du domaine sensible et matériel avec le domaine du mal, identification qui repose sur un contresens quant aux notions bibliques de chair et d'esprit, et qui suppose par ailleurs une faculté de discernement du bon grain et de l'ivraie qui est formellement contestée par Jésus (ce qui condamne du même coup le dualisme calviniste séparant ici-bas les « élus » et les « réprouvés »).

« CREATION » OU REDEMPTION ?

Si donc l'œuvre du Dieu créateur est ambiguë et indéchiffrable, même en nous, parce qu'inextricablement mélangée avec l'œuvre de l'adversaire (surtout si l'on donne au mythe de la chute une signification non seulement humaine, mais aussi cosmique), l'Eglise n'a aucune lumière à apporter sur un prétendu « ordre de la création » dont aucun vestige reconnaissable sans équivoque ne subsiste ; elle n'a aucune sanction à apporter à quoi que ce soit qui appartienne à l'ordre de ce monde : et elle doit, à mon avis, se borner à affirmer que l'ordre de ce monde n'est, *ni a priori l'ordre de Dieu, ni a priori l'ordre de Satan.* Peu importe si, pour la foi d'Israël telle qu'elle s'exprime dans l'Ancien Testament un jugement théologique sur le monde paraissait nécessaire, avec quelques points de repère matériels tentant de situer Jéhovah dans le cosmos ; la théologie moderne a suffisamment analysé la signification religieuse des mythes pour que je n'aie pas à m'étendre là-dessus.

Pour nous, chrétiens, le Dieu Créateur n'est autre que le Dieu rédempteur ; « pour nous, disait Karl Barth, adorer le Créateur du monde primitif ne peut consister qu'en un appel *ardent* vers le Rédempteur du monde actuel », c'est-à-dire vers *Celui qui nous a rachetés de notre vaine manière de vivre et des illusions transitoires de notre monde brillant et factice ;* il nous en rachète en faisant de nous, par une pure Grâce jamais acquise — et

toujours à redemander humblement — des participants à *la seule image* de Dieu qui soit ici-bas — pour les cœurs humbles — reconnaissable sans ambiguïté : celle du Fils de Dieu et du Fils de l'homme, incarnation parfaite de l'Amour Sauveur ; Celui qui, pour nous injustes et meurtriers, est justice et paix.

Que l'annonce du Dieu Sauveur soit *le point central* de la Bonne Nouvelle, et même que la Bonne Nouvelle y tienne tout entière (les additions théologiques qui y furent superposées étant d'importance minime), je ne pense pas que nul y contredise bien sérieusement. Mais j'ajoute que cela n'implique, à mon avis, ni un « piétisme » abandonnant allègrement la terre à son triste sort ; ni un « eschatologisme » qui, sous prétexte que la « stature parfaite en Christ » ne sera atteinte que dans le Royaume, négligerait la recherche obstinée de la Communion avec le Fils de l'homme par les voies d'une obéissance parfois douloureuse et d'une communion avec les hommes souffrants.

La Foi au Sauveur implique un « engagement » dans tous les sens du mot, engagement qui peut être un « arrachement » par rapport à l'ordre le plus naturel. La seule condition préalable à cet engagement est qu'il soit motivé par une expresse volonté de Dieu à notre égard (volonté qui ne peut être entendue que dans la prière), et que la force nous soit par là-même donnée d'en assumer *joyeusement* toutes les conséquences. Les formes d'engagement de chacun de nous sont donc imprévisibles par avance, mais aucune ne peut être écartée a priori ; chacune peut être la manifestation — pas toujours visible à tous — d'une fidélité obstinée. Si cette fidélité ne peut pas être toujours reconnue comme telle, pouvons-nous nous en étonner, alors que Dieu lui-même reste, même en Christ, un « Dieu caché » ?

LA LIBERTE CHRETIENNE.

Aucun conformisme ne peut donc être imposé, aucune forme de « scandale » ne peut a priori être exclue à l'intérieur de la communauté chrétienne, et c'est en ce sens qu'il faut entendre la fameuse phrase : « Tout est pur pour ceux qui sont purs », si du moins l'on sous-entend — ce qui va de soi — qu'il s'agit de la pureté *en Christ*, et non d'une illusoire pureté humaine construite pour les besoins

le la cause ; qu'il s'agit de la liberté chrétienne, au sens ue lui avait magnifiquement donné Luther ; « la liberté l'user de toutes choses comme n'en usant pas » sachant ue « tout est à nous, et que nous sommes à Christ et que hrist est à Dieu ».

Et je voudrais rappeler le tableau que faisait Karl Barth e cette liberté chrétienne (« Parole de Dieu et Parole umaine » p. 76) :

« La liberté humble, mais certaine de son but et très joyeuse e marcher sur notre sol terrestre ne nous sera jamais comlètement interdite ni impossible : la liberté d'habiter au pays es Philistins, la liberté, paisible et sûre, d'entrer et de sortir ans la maison des péagers et des pécheurs, dans la maison de injuste Mammon et aussi dans la maison de l'état (qui est ependant, quelque nom qu'il porte, la Bête de l'abîme) ; et ussi dans la maison des socialistes athées, et aussi dans la aison de la science avec sa réputation usurpée... Pourquoi 'aurions-nous pas cette liberté ? Nous entrerons et nous sorrons dans la crainte de Dieu, sans pour cela devenir des adoateurs d'idoles. Nous entrerons et nous sortirons comme si ous ne le faisions pas. La crainte de Dieu est notre liberté ans la liberté ! ».

Ce qui est frappant dans ces propos joyeux du grand éologien, c'est une extrême désinvolture ; une désinolture qui tranche sur le sérieux avec lequel le monde onsidère les engagements. Au fond, le monde profane est rriblement sérieux, il est insupportablement sérieux. A ntendre tel ou tel, on croirait facilement que son activité st une chose extrêmement importante et qu'il est irremlaçable là où il se trouve. En réalité, s'il est légitime de ire sa tâche avec sérieux (car comme le dit Karl Barth, si incertains que nous soyons quant à la valeur de notre ropre travail, les étincelles *peuvent* jaillir d'en haut et ire apparaître l'éternel dans tout notre éphémère ») ; *faire sa tâche avec sérieux* » ne signifie pas *la prendre sérieux* comme une vocation unique et définitive. Le onde, dans ses activités les plus douteuses, est bien trop ontent quand il a affaire à des gens qui sont « embarués » une fois pour toutes, et sur lesquels on a barre pour s orienter sans discussion au gré de combinaisons plus moins occultes.

Il faut que nous ayons le courage, nous chrétiens, de roclamer fermement mais sans orgueil *(et c'est cela le*

plus difficile) que nous ne sommes embarqués sur aucune galère, ni sur la galère de l'état, ni sur la galère de la science ; que nous nous sentons libres — avec la liberté que Dieu nous donne — d'entrer (car il n'y a pas de « tabou ») ; mais *aussi* de *sortir*, quand Dieu nous le demandera. C'est dire que nos engagements ne peuvent être que conditionnels, révisables : que nous devons accepter franchement l'accusation de « double-jeu » (le mot est de Paul Conord) : nous sommes forcément engagés, par nos activités dans le jeu des divers ordres de ce monde ; mais nous ne pouvons jamais être des pions dociles, si nous portons au cœur la certitude que Dieu est *le seul Maître légitime du jeu* et que tout le reste doit lui être subordonné : aussi sommes-nous destinés à jouer un peu partout le rôle de « 5e colonne », nous n'avons pas à refuser d'être présents partout où nous pouvons agir, mais à condition de prévenir loyalement que nous ne pouvons garantir ni le secret, ni l'obéissance inconditionnelle.

Vous *m'objecterez* que l'on sera ainsi amené parfois à se passer de nous ; *tant pis ;* je crois qu'il y a là une forme de témoignage qui peut porter ; je crois que ce « détachement » vis-à-vis des choses que le monde juge très importantes peut être compris s'il est rattaché à une vocation plus haute. Le témoignage de von Weiszacker abandonnant sa chaire de physique nucléaire ; celui d'Oppenheimer exclu de la Commission atomique américaine sont des gestes *d'hommes libres* témoignant qu'il n'y a aucune « fatalité » dans la recherche atomique, et que le caractère soi-disant inéluctable de l'orientation scientifique actuelle ne résulte que de la *force d'inertie* et du *manque d'imagination*, encouragés par un dirigisme gouvernemental fort intéressé qui préfère orienter les jeunes intelligences vers les recherches nucléaires ou spatiales plutôt que sur les ingrates et peu spectaculaires recherches biologiques — telles que celles du cancer par exemple.

L'EGLISE DEVANT LA SCIENCE.

Et c'est là que l'Eglise a à se prononcer, à la place des jeunes qui souvent ne le peuvent, ni ne le savent, ou n'osent. L'Eglise doit dénoncer les mystifications qui s'efforcent de déchaîner l'enthousiasme de la jeunesse en lui

refusant une information objective sur les graves problèmes mondiaux, en ne soulignant pas toutes les implications de ses ferveurs souvent irréfléchies ; je donnerai ici un petit exemple : visitant, à Marcoule, le magnifique belvédère-exposition que le C. E. A. a organisé sur la hauteur qui s'élève au-dessus des bâtiments nucléaires, j'ai été un peu irrité par l'enthousiasme de mes enfants devant les possibilités atomiques : aucun panneau à ma connaissance ne reproduit les terrifiants détails sur les bombes atomiques, *ces bombes qui sont pourtant la principale raison d'être de l'usine de Marcoule.* N'y a-t-il pas là une malhonnêteté de la part du C. E. A. ? N'y aura-t-il pas lieu de protester, en tout cas quand la propagande auprès des jeunes ira en s'amplifiant, ce qui est à prévoir ?

L'Eglise actuellement encore hésite beaucoup à adopter une attitude critique à l'égard de la science ; et je ne lui tiens pas rigueur de cette hésitation, car j'en comprends fort bien les motivations historiques : Lourdement pèse sur elle le souvenir de la condamnation de Galilée par le Saint-Office, de l'anathème lancé contre le darwinisme, et de tant d'autres sottises. Et l'Eglise sait que la totalité des scientifiques ne peuvent oublier tout cela et qu'ils seraient même heureux de faire de toutes ces provocations un symbolique « autodafé » (auquel pour ma part, je joindrais volontiers l'encyclique « humani generis », et la presque totalité de la production actuelle du Saint-Office). Mais la légitime prudence de ceux des théologiens, que l'intolérance et la sénilité n'ont pas atteints, ne doit pas passer pour une *bénédiction implicite* donnée à toutes les formes du développement scientifique. C'est un chose que d'excommunier pour des raisons de dogmatisme puéril ; c'est tout autre chose que de critiquer une orientation scientifique manifestement dirigée, dans l'immédiat, contre l'homme ; je dis bien dans l'immédiat, et je m'y tiens, car il est beaucoup trop facile de justifier n'importe quoi au nom de spéculations à long terme qui sont parfaitement invérifiables, et parfois fantaisistes. Il existe de multiples manières de parer à la pénurie d'énergie dans le monde, et nul ne prétend (je crois) que la fabrication du plutonium ou de l'uranium 235 *s'impose* de ce point de vue. Nul ne nie non plus que, si l'intérêt scientifique des fusées et satellites peut être réel, leur intérêt comme « force de frappe » militaire sera

probablement *beaucoup plus grand.* C'est pourquoi l'adage « on n'entrave pas le progrès » ne devrait pas embarrasser l'Eglise, car le progrès militaire est en même temps une dégradation morale, traduisant un mépris accru pour les masses humaines que l'on préfère menacer d'annihilation totale plutôt que de les aider — au prix, certes, de sacrifices financiers — à sortir de leur misère et à prendre conscience de leur dignité.

Certes, la condamnation par l'Eglise de la course à la puissance nucléaire et astrale sera facilement tournée en dérision, en raison de sa prétendue « inefficacité ». Mais *nous n'avons pas à rechercher à tout prix l'efficacité :* nous ne voyons que trop à quoi mène la science qui poursuit ce seul but ! Soyons sûrs que les avertissements de l'Eglise seront sensibles aux incroyants et constitueront un témoignage valable. Parmi les déclarations faites par la papauté au cours des siècles, il en fut de timides (et fort peu efficaces !) contre l'usage de certaines armes (arbalètes entre autres) ; il y eut des déclarations assez platoniques contre l'esclavage. Mais ce ne sont pas ces déclarations là qui alimentent le réquisitoire dressé en permanence par la « libre-pensée » contre l'Eglise. Il n'est que de voir les plus lucides des libres penseurs (je pense en particulier à l'équipe du « Canard Enchaîné ») saluer avec sympathie les témoignages — parfois bien isolés — de courageux croyants qui *ne se préoccupent pas d'être suivis ou non.* Là où l'Eglise trahit sa vocation, c'est quand elle fait chorus avec les puissances de ce monde, quand elle se place « du côté des gros bataillons ».

Je voudrais que l'Eglise soit très attentive à la protestation du non chrétien Oppenheimer (dont chacun sait pourquoi il est si sensible à la gravité militaire du problème nucléaire).

« Il est incontestable que nous vivons tous sur l'héritage d'une tradition chrétienne. Beaucoup d'entre nous sont croyants ; aucun n'est insensible aux injonctions, aux espoirs, à l'ordre de la chrétienté. C'est pourquoi je suis profondément troublé de constater qu'aucun débat moral de quelque noblesse et de quelque poids ne s'est engagé sur le problème des armes nouvelles, des armes atomiques. On a discuté en termes de sécurité, de stratégie, de rapport de forces. Mais que pouvons-nous penser, que pouvons-nous attendre d'une civilisation qui a toujours considéré les valeurs morales comme un élément essentiel de la vie humaine, et qui n'est pas capable d'évoquer la perspective d'un holocauste presque universel en d'autres termes qu'en termes stratégiques ? »

NFORMATION ET CRITIQUE.

Nous devrions être d'accord pour reconnaître que l'in-ormation et la réflexion de l'Eglise ne peuvent être basées ssentiellement sur les données militaires des problèmes cientifiques, mais qu'elles exigent une analyse à un ni-eau plus profond, à un niveau non seulement psycho-ogique mais aussi politique, puisqu'il s'agit des masses umaines, de leurs revendications et de leurs espoirs. our cette analyse, l'Eglise doit faire appel à la fois aux pécialistes scientifiques et militaires, et à tous ceux qui e livrent à la réflexion philosophique, politique et so-iale. C'est la seule manière de remédier au danger de pécialisation et de maintenir l'horizon de l'Eglise suffi-mment ouvert pour ne pas tomber — sous le fallacieux rétexte d'incompétence — dans cette pure et simple onsécration du *statu quo*, de l' « ordre établi » — cet rdre qui n'est souvent que le désordre poursuivi — quoi se résument les objectifs des gens en place qui nt bien trop heureux quand ils peuvent obtenir le con-ours de l'Eglise.

La poursuite pure et simple de telle ou telle ligne de éfense militaire ou de telle ou telle ligne de recherche ientifique n'est pas un dogme auquel l'Eglise doit obli-atoirement accorder sa sanction (ne serait-ce que par n silence). Les scientifiques pour leur part ne prennent as leur parti des évolutions dites « inéluctables », et admettent pas que l'on laisse les jeunes s'embarquer ns avertissement dans des carrières où leur liberté d'op-on future sera supprimée (à moins d'une héroïque ré-olte de leur part). Einstein vieilli, accablé sous le fardeau oral des bombes qu'il avait aidé à construire, s'écriait j'aurais préféré être plombier ». Dans sa bouche, ce était pas là un éloge de l'ignorance ou de l'obscuran-me, mais l'aveu de la prééminence de préoccupations orales (et peut-être aussi religieuses) sur la pure curio-é d'esprit (que la physique, certes, excelle à satisfaire). voudrais que l'on mesure le poids de cet aveu, dans tre société où l'orientation de la jeunesse obéit presque clusivement à des préoccupations techniques ou intel-tuelles, et où la véritable « instruction civique » n'existe peu près plus dans l'enseignement (elle ne peut exister

dans le contexte actuel, car elle serait beaucoup trop sub-versive). C'est à l'Eglise, à mon avis, qu'il appartient d'exercer cette critique que la société ne peut assurer elle-même.

On me reprochera probablement de paraître confiner l'Eglise dans une attitude uniquement négative. Paul Conord a déjà répondu à ce reproche : « L'action du prophète peut apparaître comme négative en premier lieu remplie d'invectives, de remontrances, de menaces, de châtiments et se gardant de tracer des plans détaillés de reconstruction. Ce fut l'attitude de l'Eglise chrétienne, attitude dont il faut trouver les causes dans la situation même du monde en état de chute. De nos jours, on considère avec raison la protestation du chrétien et de l'Eglise contre les abus et les péchés de l'ordre établi comme leur tâche la plus urgente du point de vue social » (Conord, *Problème d'une sociologie chrétienne*, p. 210).

Les exemples donnés par M. Conord montrent que ce qu'il appelle le « ministère prophétique » de l'Eglise n'a pas un caractère intemporel, mais s'insère dans une situation concrète, « hic et nunc », dans une société et une époque déterminée. Aussi ce ministère s'est-il exercé parfois dans un sens moins pessimiste que de nos jours. Il y eut dans l'histoire des moments où l'Eglise avait reçu de l'esprit de Dieu un tel dynamisme qu'elle pensait pouvoir « imprégner » l'évolution politique et sociale. Il y eut des heures d'enthousiasme pour la chrétienté, des heures où elle pensait « voir Satan tomber du ciel », il y eut les grands Réveils avec leurs innombrables conséquences dans le domaine social ou missionnaire, alors de larges groupes humains étaient bouleversés et vivifiés par le souffle de l'Esprit. Il y eut des époques où certaines structures sociales semblaient pouvoir être inspirées par l'Evangile.

LE JUGEMENT ET LA GRACE.

Mais aujourd'hui, dans notre Europe déchirée, il me paraît bien difficile de reconnaître d'autres manifestations de la Grâce de Dieu que des témoignages individuels souvent en forme de refus, des appels à la repentance à l'humiliation. S'il y a, comme dit l'Ecclésiaste, un temps

ur démolir et un temps pour reconstruire, je crois ie le temps de reconstruire n'est pas encore arrivé ; nous yons bien que toutes les structures craquent autour de ous ; toutes les valeurs auxquelles l'Occident se déclarait taché — avec beaucoup d'hypocrisie, hélas ! — sont ttues en brèche par le flot montant des revendications des révoltes africaines ou asiatiques. Ce n'est pas l'hé-ïque — et vaine — résistance de quelques centurions ui pourra endiguer ce flot, car ce flot porte en germe des leurs naissantes, auxquelles il est dérisoire d'opposer s valeurs mortes (tuées par tous les crimes qui furent mmis en leur nom).

Karl Barth pressentait, dès la fin de la grande guerre, tte crise générale des valeurs, et c'est ce qui lui a fait rire, dans « Parole de Dieu et Parole humaine », tant pages prophétiques, qui n'ont rien perdu de leur actua-é. Je ne puis qu'en citer quelques-unes.

Le Royaume de Dieu devient une attaque contre la société. urquoi Dieu nous est-il tellement caché ? Pourquoi nous est-il difficile, et presque impossible, de reconnaître le sens ori-iel dans tout ce que nous faisons et voyons faire aux autres ique jour ? Comment se fait-il qu'il ne soit pas donné à tains de voir, mais que cela soit donné à d'autres — et d'ail-rs si rarement, si parcimonieusement ? Pourquoi la con-ite des meilleurs chrétiens laisse-t-elle subsister un doute en is, pourquoi ne sommes-nous pas sûrs qu'elle soit cet ac-nplissement de la volonté de Dieu dont la Bible parle avec t d'insistance ? Pourquoi notre regard, dès que nous pensons ces exigences, se tourne-t-il exclusivement vers l'avenir ? urquoi en restons-nous toujours aux préparatifs d'une vie ne commence jamais ? Pourquoi n'est-ce pas en triompha-r, dans l'aurore éclatante de l'humanisme, sur nos deux ds avec nos deux mains et nos deux yeux, que nous en-ns dans le Royaume de Dieu, mais bien au mieux, comme paralysés, des estropiés et des borgnes comme des hu-iés, des contrits et des misérables ? Pourquoi seuls les listins peuvent-ils être contents, satisfaits d'eux-mêmes ? urquoi, au fond de nous-mêmes, cet invincible écho à la testation radicale que la mystique de moyen âge, la Ré-me primitive et l'anabaptisme formulent contre une « reli-n » qui est pourtant la seule possible dans les cadres de la iété ? Pourquoi, consentant davantage que le sacrifice de re petit intellect, nous courbons-nous sous le message du mon sur la Montagne où sont déclarés bien heureux des nmes qui n'existent pas, et où un « mais moi je vous dis »

est sans cesse opposé à ce qui fut dit aux anciens et à ce qu nous devons continuer à nous dire les uns aux autres : u « mais moi je vous dis » inapplicable à la société d'aujou d'hui comme à toute société imaginable et qui annonce u morale dont la présupposition première est qu'il ne doit pl y avoir de morale » (p. 79-81).

« Ce que la Bible veut nous dévoiler, c'est la solennelle di tance établie entre le Créateur et la créature, et nullemen l'exploitation métaphysique du monde. La Parole de Dieu, qui ne passe pas, l'éternité, ne sont pas quelque chose à cô de tout le reste. Quel est le lieu où réside l'intelligence ? Pe sonne ne sait où elle est. Elle ne se trouve pas sur la ter des vivants... L'histoire biblique, dans l'Ancien Testament dans le Nouveau Testament, n'est précisément pas une hi toire. Vue d'en haut, c'est une série de libres actions divine vue d'en bas, une série d'essais sans résultats au cours d'u impossible entreprise... L'Eglise biblique est la cabane d pauvre hère, la tente des nomades ; dès qu'elle est deven Temple, elle n'existe en réalité plus que pour être attaqué Qu'on relise le discours d'Etienne : l'intérêt des Deux Test ments est indéniablement tourné non vers la constructio mais vers l'effondrement inévitable, menaçant et commença de l'Eglise » (p. 107).

LA CRISE DES VALEURS.

Je sais, bien sûr, que de cet effondrement, la Grâce Dieu fera surgir de nouvelles formes de témoignage c lectif, une nouvelle église dépouillée de ses prétentio humaines et offerte « par les humiliations aux inspir tions » ; une église qui poursuivra son rôle de levain da les nouvelles fermentations de la lourde pâte humain Pouvons-nous dès maintenant en discerner les ligne J'aurais voulu finir sur une note optimiste ; d'autant q ce rapport, tel que je me suis senti obligé de vous le p senter, est en contraste apparent avec les thèses soutenu récemment à la rencontre intermouvements et au Chr tianisme Social par Ricœur et Crespy. Bien sûr, j'esti comme eux que le capitalisme traditionnel et la dépe dance coloniale sont des systèmes condamnés ; que l'év lution mondiale dans le sens du socialisme est inéluctab et que l'Eglise doit donc prévoir dès maintenant d'insér son témoignage dans des cadres sociologiques nouveau elle devra une fois de plus, comme on le disait lors

ffondrement de l'empire romain, « passer aux barbares ».
ais que de ruines et de souffrances vont être accumulées
ır les grandes mutations mondiales qui se préparent !
sur quel gâchis s'édifiera le nouvel ordre planétaire que
s Teilhardiens croient pouvoir saluer ; que les signes de
t ordre sont ambigus !

Je sais bien que l'Algérie future se construira autour
F. L. N. ; je sais bien que le communisme est appelé
fournir des méthodes de développement économique à
autres pays que la Russie ou la Chine. Et c'est au sein
ces nouvelles formes que l'Eglise aura à chercher les
fficiles voies du témoignage collectif, mais, *en attendant,*
i beaucoup de peine à concevoir — en dehors des atti-
des négatives déjà mentionnées — des formes d'action
ncrète qui ne participeraient pas à l'extrême ambiguïté
s gestes individuels. Combien de chrétiens oseraient
préparer l'"avenir » en « portant les valises du F. L. N. ? »
en transmettant les secrets atomiques à Moscou ? Quelles
e soient les dialectiques qui nous pressent de leurs
pitoyables « qui n'est pas pour moi est contre moi »,
est extrêmement difficile à certains d'entre nous d'envi-
ger d'autre attitude que le refus opposé à toutes les idéo-
ies qui déchirent le monde ; et, tout en reconnaissant
tre responsabilité implicite, par passivité ou par igno-
ice volontaire, dans les crimes qui sont commis dans
s les camps, il ne me semble pas que l'Eglise puisse
puyer d'autres formes d'action collective que les formes
ı violentes. *Mais cela mène déjà très loin !*

C'est pourquoi je crois indispensable un travail de luci-
é, d'informations sans préjugés et sans tabous, qui de-
it être entrepris dans l'Eglise afin de mettre en garde
tre les multiples formes d'idolâtrie qui imprègnent
tes nos activités.

MMUNION DANS LA DETRESSE ET DANS L'ESPERANCE.

et effort de lucidité, nous devons le faire *ensemble,*
re chrétiens issus des milieux et des secteurs d'opinion
plus divers — et, si possible des pays et des races
plus différents, comme le fait espérer l'œcuménisme ;
n'est que dans de très larges confrontations que nous

pouvons espérer nous « démystifier » mutuellement, discerner ensemble, à la lumière de la Parole de Die quels sont les domaines dans lesquels l'Eglise doit affirm son désaccord et préconiser un refus. Pour que cette att tude ne soit pas pharisaïque, pour qu'elle n'aboutisse p à dresser une « classe » contre une autre (par exempl les enseignants contre les militaires et réciproquemen il faut qu'elle repose sur une analyse étendue de tout les idolâtries nationales ou sociologiques du monde actu (Et c'est pourquoi je regrette que la Commission n'ait étudier conjointement les problèmes de la guerre nucléai et ceux de la guerre psychologique. La guerre, comr forme dernière de l'affrontement idéologique, est un to qui doit être examiné globalement.)

Je souhaite donc une extension future des consultatio de la Commission ; mais je voudrais aussi souligner l'u lité de la présence des scientifiques dans cette Comm sion ; dans la mesure où l'Eglise a, comme je le crois, u vocation de critique à l'égard de la science et de ses app cations, elle ne peut l'exercer sans être suspectée que elle juge la science de *l'intérieur,* à partir de la conscien aiguë que celle-ci a à la fois de ses motivations et de s faiblesses. L'Eglise ne peut valablement exhorter les sci tifiques à garder leur liberté et leur lucidité que si elle très au fait de toutes les formes d'esclavage (intellect ou politique) qui pèsent sur eux, et de toutes les form d'aliénation, de mystification et d'aveuglement qui les n nacent. L'Eglise peut avoir un jour à aider certains « sortir » avec éclat de la maison de la science, ou tout cas à divulguer publiquement des dangers que de p sants intérêts voudraient taire.

Mais pour l'exercice intégral de cette « liberté d'ent et de sortir de la maison de la science » (je repre l'heureuse formule de Karl Barth) il est bon que certa acceptent d' « entrer dans la maison », et même de compromettre jusqu'à visiter les chambres les plus sec tes ; c'est *avec eux* que l'Eglise est *compromise, ils sont pas seuls ni désavoués.*

Mais c'est inversement avec l'Eglise, avec la Commun de tous ceux qui *implorent le même esprit,* qu'eux-mêr pourront trouver plus de force pour sortir et pour dire qu'ils ont vu.

Nous lisons dans Matthieu 10 : 26-27 :

« Il n'y a rien de caché qui ne doive être découvert, ni de secret qui ne doive être connu. Ce que je vous dis dans es ténèbres, dites-le en plein jour : et ce qui vous est dit à l'oreille, publiez-le sur les toits. »

Si l'on veut définir pour le chrétien une éthique scientifique, je crois que cette déclaration de Jésus est claire et explicite.

Gustave Malécot.

M. Malécot est professeur de mathématiques à l'Université de yon. Avec cet article, en « contraste apparent » avec celui e Ricœur (R. 7-9/60) et avec l'étude de G. Crespy, se pourxuit la recherche du Mouvement. Des barthiens en appelleaient du Barth de 1920 à celui d'aujourd'hui. Le désaccord e porte pas sur la théologie naturelle, mais plutôt : 1° sur e caractère « négatif » (de condamnation de l'action rédempice de Dieu dans un monde fini, ou sur son caractère aussi onstructif et créateur de valeurs nouvelles ; 2° sur le caracère plus ou moins personnel, ou aussi plus ou moins collectif u message et de la volonté rédemptrice de Dieu. Nos amis oursuivront le débat (Réd.)

Paul ALLAIS

L'ENFANCE DÉLINQUANTE

S'il est un sujet qui a fait l'objet, au cours de ces dernières années, de nombreux articles de journaux, c'est bien celui de la délinquance juvénile ; mais ces articles, commandés par l'actualité, ont rarement exposé l'ensemble de la question : quelle est l'origine, quelles sont les causes de la situation actuelle et comment peut-on y remédier ? De nombreuses enquêtes ont été faites pour répondre à ces questions. En 1959, une enquête a même été faite par le Conseil de l'Europe dans douze pays membres de ce Conseil. Plus récemment, le Conseil économique et social a chargé de l'étude de cette question la section des activités sociales de ce Conseil, présidée par M. Eugène Dary. Le rapport correspondant, rédigé par M. Robert Prigent, a été approuvé à l'unanimité le 21 décembre 1960 et publié le 25 janvier 1961 au *Journal Officiel*.

Ainsi que le remarque M. Prigent, son rapport, bien que s'appuyant sur une documentation très importante n'a pas la prétention de constituer une étude de l'ensemble du problème de l'enfance inadaptée. Le Ministère de la Santé Publique admettait en 1952 *que* 1 500 000 *jeunes de moins de* 17 *ans étaient des caractériels ; moins de* 1 *% de ce nombre constituaient des délinquants* et étaient traduits devant les tribunaux pour enfants. Toutefois, la délinquance est le fait le plus grave et doit être considérée comme un véritable fléau ; on peut, en outre, la chiffrer chaque année grâce aux statistiques du Ministère de la Justice, ce qui donne une évaluation commode de l'importance de l'inadaptation des jeunes à la vie sociale et permet de rechercher les causes des variations observées d'une année à l'autre. Ce procédé de mesure est d'ailleurs peu rigoureux puisque, d'une part, le nombre de délinquants

raduits devant les tribunaux se trouve réduit parfois par 'encombrement de certains de ceux-ci et que, d'autre part, es mouvements de l'opinion publique peuvent, à certaines époques, entraîner une accentuation des mesures de épression. Il importe enfin de signaler que la prostitution les mineures ne constituant pas juridiquement un délit, es cas de ce genre ne figurent pas dans les statistiques, bien que l'augmentation du nombre de cas et l'accroissement de leur précocité soient reconnus par de nombreux nquêteurs et constituent, en eux-mêmes, un signe grave le l'inadaptation sociale des mineures.

Ainsi limitée, l'étude du C. E. S. permettra « à tous ceux qui ont une responsabilité en ces matières... de s'en servir omme outil d'information et de calcul pour inspirer leurs écisions ou le choix de leur terrain et de leurs moyens l'action » (1).

. — EVOLUTION DE LA DELINQUANCE JUVENILE EN FRANCE (mineurs de moins de 18 ans).

La délinquance juvénile n'est pas un phénomène noueau ; les statistiques montrent en effet que les cas de élinquance étaient voisins de 14 000 chaque année avant 914 et qu'ils ont varié entre 11 000 et 14 000, entre 1920 t 1939, soit 2 à 3 ‰ du nombre de jeunes âgés de 10 à 8 ans. Après une forte pointe due à l'occupation et à après-guerre, le nombre des cas de délinquance a diminué régulièrement, de 27 600 en 1948 (5,6 ‰) à 17 900 en 950 (3,8 ‰) puis à 13 500 en 1954 (3,07 ‰). On pouvait onc, depuis dix ans, considérer la situation comme stabisée et redevenue très comparable à celle de l'avantuerre.

Or, brusquement, le nombre des cas de délinquance s'est is à croître, passant de 14 000 (3,14 ‰) en 1955 à 16 400 ,53 ‰) en 1957 et à 21 850 (4,19 ‰) en 1959 ; le fait que tte augmentation s'observe, non seulement en France, ais dans tous les pays du monde (y compris les pays

---

(1) Les textes entre guillemets sans indication de source sont traits du rapport.

restés neutres au cours de la dernière guerre, tels la Suisse ou la Suède), montre qu'il s'agit *d'un phénomène ayant des causes générales propres aux conditions de vie actuelles.*

● Si l'on cherche à analyser les statistiques de plus près, on constate que les différentes couches de la population adolescente sont touchées par cet accroissement, la proportion des cas de délinquance ayant passé, entre 1954 et 1958 :

— de 9,27 ‰ à 15,80 ‰ pour les garçons de 16 à 18 ans,

— de 10,37 ‰ à 15,36 ‰ pour les garçons de 18 à 21 ans,

— de 4,5 ‰ à 6,6 ‰ pour les garçons de 13 à 16 ans.

Seul, le taux de délinquance des garçons de moins de 13 ans est resté stable : 2,7 ‰ environ.

En revanche, le phénomène apparaît nettement atténué pour les filles chez lesquelles les taux de délinquance et d'accroissement sont très inférieurs à ceux observés chez les garçons. C'est ainsi que le taux de délinquance est passé :

— de 1,7 ‰ en 1954 à 1,9 ‰ en 1958 pour les filles de 16 à 18 ans,

— de 1,7 ‰ en 1954 à 1,8 ‰ en 1958 pour les filles de 18 à 21 ans,

— de 0,8 ‰ en 1954 à 0,9 ‰ en 1958 pour les filles de 13 à 16 ans,

— de 0,31 ‰ en 1954 à 0,27 ‰ en 1958 pour les filles de 13 ans.

● Comme, d'autre part, la situation démographique de la France depuis la guerre laisse prévoir l'augmentation de la population juvénile jusqu'à 1965, on doit en conclure que même en supposant le taux de délinquance stabilisé au taux actuel, *le nombre des cas de délinquance dépassera 30 000 en 1965.* En revanche, si l'augmentation du taux observée pendant les dernières années devait se poursuivre, le nombre des cas de délinquance dépasserait 40 000 en 1965. A ces chiffres doivent être ajoutés tous les jeunes qui sont l'objet de mesures judiciaires diverses (telles que la mise en tutelle...) et qui sont environ *le double des cas de délinquance proprements dits.* Ces quelques

chiffres montrent la gravité du mal et l'urgence des mesures à prendre pour pallier la situation.

Les statistiques ne permettent pas malheureusement de connaître la variation des différents délits. Seuls, les vols de voitures automobiles font l'objet d'une statistique particulière des services de la Police Judiciaire : l'augmentation observée est spectaculaire puisque le nombre de voitures volées par des jeunes passe de 176 en 1954 à 1 058 en 1958, chiffres qui sont en relation directe avec l'importance de la circulation automobile et avec le nombre de voitures stationnées le long des trottoirs.

II. — FACTEURS DE L'INADAPTATION SOCIALE ET MESURES PREVENTIVES CORRESPONDANTES.

A) Facteurs tenant aux jeunes eux-mêmes.

Les différentes enquêtes effectuées permettent de constater que, si une forte proportion de débiles mentaux se trouvent parmi les fugueurs et les sexuels (30 à 35 %), du fait que les actes de ceux-ci sont animés par des troubles personnels mal dominés, les autres délits (agressions, vols...) ne semblent pas influencés par l'état de débilité mentale du sujet ; on constate au contraire que, comme pour la population non délinquante, l'ensemble des adolescents délinquants jouissent d'une intelligence moyenne.

Il est, d'autre part, certain que la période de l'adolescence est une période particulièrement difficile dans l'évolution de l'homme ou de la femme ; tous les auteurs modernes considèrent que cette période provoque une « fragilisation » de l'individu, notamment au moment de la crise de la puberté ; or l'évolution de la vie moderne (amélioration de l'alimentation et du confort, progrès de l'hygiène...) font que l'âge de la puberté ne cesse de baisser ; ce fait a été observé dans de très nombreux pays. En revanche, « la maturation affective d'un grand nombre d'adolescents se trouve retardée... et la disparité entre un état physique d'adulte auquel ils parviennent non plus en même temps que l'état mental d'adulte, mais au contraire plusieurs années parfois avant, peut être à la source de troubles graves du comportement ».

B) **Facteurs tendant au milieu familial.**

Une enquête récente (2) a montré que *la déficience du foyer familial* se présente dans une proportion importante des cas de délinquance juvénile : 75 % dans les cas de fugues ou de larcins, 63 % dans les cas de vols graves et de véhicules automobiles, 56 % dans les cas de violence... ; cette déficience pouvant d'ailleurs provenir aussi bien de la mère que du père. Toutes les études faites récemment s'accordent à reconnaître que 70 % environ des mineurs délinquants sont issus de familles dissociées ou vivent dans un cadre familial déficient ; or « notre société moderne multiplie le nombre de ces pères et mères de famille qui sont dans l'impossibilité d'être totalement disponibles pour leurs tâches de contact et d'éducation près de leurs enfants ». Pourtant, comme l'estime un ouvrage cité par le C. E. S., « l'enfant a besoin pour s'épanouir d'une affection sûre, solide, indulgente, bienveillante, qui résistera à toutes ses erreurs. Il doit se sentir aimé pour lui-même avec ses défauts, il doit se sentir désiré et accepté pour pouvoir s'accepter lui-même » (3).

Or « les coupables *se recrutent dans tous les milieux sociaux* et même dans les familles riches et exerçant des professions libérales ; mais ils ont fréquemment un point en commun : l'absence de surveillance et de véritable vie familiale, le plus souvent par suite du travail au dehors des deux parents » (4). Il est en effet un fait remarquable, c'est que rarement l'insuffisance des ressources familiales est constatée dans les cas de délinquance juvénile. Quand le niveau de vie s'élève on voit diminuer le nombre des vols de caractère utilitaire mais augmenter le nombre

---

(2) Etude du milieu familial de certains délinquants mineurs de la région de Toulouse, par *Suzanne Monlaü*. (Annales de la Faculté de Droit de Toulouse, 1956.)

(3) Problèmes psychologiques de l'enfance, par *Colette Hovasse*, assistante sociale en chef des services sociaux judiciaires.

(4) La délinquance juvénile en Belgique de 1939 à 1957, par *Aimée Racine*, directeur du centre d'étude de la délinquance juvénile, professeur à l'Université libre de Bruxelles.

des vols gratuits et des autres délits. L'adolescent qui a trop d'argent en poche est amené à « fréquenter les salles de danse, le cinéma, les magasins dont les étalages fastueux suscitent de nouvelles convoitises au vol » .

● L'influence de la mère de famille étant toujours prépondérante, il est indispensable que tout soit fait pour retenir celle-ci au foyer, surtout pendant la période de la première enfance. A cet égard, des allocations familiales d'un montant très élevé sont nécessaires (notamment pour l'allocation de salaire unique) afin de donner aux familles modestes le moyen matériel d'éviter le travail extérieur de la mère. Le rôle des allocations familiales doit être beaucoup plus de renforcer la sécurité du foyer que d'encourager les naissances ; or la mère qui travaille au dehors rentre trop fréquemment énervée et trop fatiguée pour pouvoir être la mère et l'épouse que sa famille attend d'elle. « Quant au nombre, nécessairement important, de mères qui choisiront de travailler à l'extérieur ou qui s'y trouveront contraintes », il est nécessaire d'envisager « des réalisations nombreuses et techniquement bien équipées de crèches et garderies pour apporter à l'enfant confort et sécurité et aux mères la tranquillité d'esprit pendant leur absence ».

Mais le père a également une grande part de responsabilité, car l'enfant ne peut se passer d'autorité. Trop souvent, le père se trouve éloigné par sa profession (voyageur de commerce, militaire de carrière, marin...) et ne peut exercer sur ses enfants la direction qui lui incombe normalement. Trop souvent aussi le père épuisé par des journées de travail trop longues (éloignement du lieu de travail) pèche ensuite par excès de sévérité ou par excès d'indulgence quand il rentre au foyer familial.

« Comment s'étonner... qu'une mère énervée par les multiples tâches de cuisine, entretien, ménage, lessive, qu'elle doit accumuler dans les brèves minutes de la soirée, qu'un père lassé de la cacophonie de l'usine, des transports et de la ville, qui aspire à un peu de repos et de silence, expédient à la rue, chassent de leur présence, les enfants vite bruyants et naturellement remuants, les privant ainsi de précieuses heures de ces contacts qui seraient si nécessaires à leur formation et à leur épanouis-

sement équilibré ? » Trop souvent, le logement est insuffisant et ne permet ni une chambre séparée pour les parents, ni des chambres distinctes pour les enfants des deux sexes, ni une possibilité de travail tranquille pour les enfants d'âge scolaire, ni une possibilité d'expansion des enfants en plein air (jardin, terrasse...). L'entassement des familles dans les logements exigus vient aggraver les conditions de vie familiale et il est actuellement reconnu que les normes retenues pour les logements de construction courante actuels (H. L. M., LOGECO...) sont insuffisantes pour assurer l'hygiène mentale de leurs occupants.

● Ce qui précède concerne les familles « normales », mais la situation se trouve singulièrement aggravée lors de l'inconduite de l'un des parents, quand il y a abandon de domicile conjugal, séparation ou divorce. L'enfant, confié alors à n'importe qui, n'a plus la situation stable à laquelle il aspire ; et s'il se trouve en présence d'un beau-père ou d'une belle-mère, comment espérer que celui-ci ou que celle-là saura toujours inspirer à l'enfant la confiance qui lui est indispensable ? L'enfant est naturellement amené à prendre ses parents comme modèles. « L'absence ou la mauvaise qualité des modèles le mettront en désarroi, mais ce n'est pas aux modèles qu'il s'en prendra, c'est à lui-même. Ainsi naîtront des sentiments de culpabilité morbide qui rongent les délinquants. Cette culpabilité évoluera dans un sens pathologique. A l'adolescence, c'est la socialisation du jeune qui paraîtra mauvaise. Faute de pouvoir être comme les gens normaux il sera comme les voyous » (3).

Seule une éducation convenable des jeunes gens avant le mariage devrait permettre de placer ceux-ci (filles et garçons) devant leur responsabilité de futurs parents et éviter les mariages instables et ceux, de plus en plus, trop précoces.

C) Facteurs de caractère collectif.

Alors que les caractères familiaux précédemment énumérés n'évoluent que lentement en fonction du temps certains caractères collectifs ont pris, depuis quelques années, un aspect aigu et ont une influence directe sur l'augmentation de la délinquance juvénile. C'est notam-

nent l'accélération des transferts ruraux-urbains, des nilliers de familles abandonnant chaque année la campagne pour venir s'entasser dans des agglomérations ırbaines déjà beaucoup trop denses. Or « le village... fournissait un cadre solide de surveillance mutuelle ou collecive qui endiguait bien des dérèglements anti-sociaux, out faux-pas étant rapidement connu de tous et chacun 'efforçant de ne pas faire parler de soi ». Pour le rural, 'arrivée en ville c'est la plongée dans l'anonymat... la disparition du contrôle du regard de toute personne connue t la délivrance de la crainte du « qu'en-dira-t-on »...

Un phénomène analogue s'observe d'ailleurs dans les entres d'immigration où l'on constate une forte proporion de délinquants dans les populations agglomérées écemment immigrées. Le fait a été notamment observé ux U. S. A. et, en France, dans les quartiers où s'entassent es Nord-Africains.

Pourtant le taux de délinquance n'est pas toujours le lus élevé dans les départements à forte concentration irbaine. d'autres caractères pouvant venir interférer avec 'urbanisation ; c'est ainsi que ce taux est inférieur en eine et en Seine-et-Oise à ce qu'il est dans l'Aisne, la omme ou le Loir-et-Cher en raison de l'encombrement les tribunaux de la région parisienne. D'autre part le taux, rès élevé, observé dans le Calvados, est certainement dû à influence de l'alcoolisme.

Pour serrer la question de plus près, des études comparatives ont été faites entre des quartiers différents d'une nême ville (à Paris notamment) ; elles ont permis de onstater que *le taux de délinquance est souvent plus levé dans les blocs d'habitation les plus modernes* que ans de vieux taudis où les familles sont plus entassées.

« C'est que le facteur entassement est multiplié par le acteur anonymat : la rue du vieux quartier, aux taudis mités en hauteur à 4 ou 5 étages, dont les locataires se emplacent à cadence lente... reste un quartier tissé de elations humaines..., où les petits commerçants... connaisent les gosses des clients, jouent un rôle bénévole et nconscient de substitut parentaire en l'absence des arents, ou pour la police morale de la rue et des cours, andis que les créations verticales de plusieurs centaines

de logis augmentent la densité au sol et sont peuplées trop rapidement de familles sans liens mutuels... où les boutiques sont remplacées par les super-markets anonymes. Cette situation est encore aggravée par la trop grande homogénéité familiale du peuplement. Par suite de la construction par blocs... on arrive à concentrer en quelques semaines en un même lieu plusieurs centaines de familles totalisant de 500 à 1 500 enfants d'âge scolaire... Enfants aujourd'hui, mais adolescents demain, cette population posera le problème angoissant de l'encadrement éducatif et de loisirs de ces groupes durs de nombreux adolescents... concentrés au creux du tourbillon centrifuge de nos grands ensembles modernes inhumainement repliés sur eux-mêmes. »

C'est ainsi qu'on en vient maintenant à parler de la « maladie des grands ensembles architecturaux ». Le seul remède à cette situation est dans l'harmonisation du peuplement des quartiers nouveaux en y prévoyant l'admission de célibataires, de ménages ayant de grands enfants de vieux couples, de vieillards. Ceci aurait le double avantage de diminuer la concentration d'adolescents d'âge identique, et de multiplier les possibilités d'entraide de voisinage en matière de surveillance d'accueil et d'éducation (5).

● La situation se trouve aggravée :

1° *par la surcharge scolaire :* les enfants, trop nombreux sont insuffisamment suivis par leurs maîtres ; à l'exception des premiers, ils ne s'intéressent pas à la classe et cherchent un dérivatif dans l'école buissonnière. Ils essayent de compenser leur infériorité scolaire en se donnant une supériorité dans la rue : dans certains quartiers de Paris, la non-fréquentation scolaire atteint 25 % des enfants après Pâques et 40 % à la fin mai ;

2° *par le hiatus existant entre l'école et l'apprentissage* Les artisans forment de moins en moins d'apprentis et les industriels préfèrent payer la taxe d'apprentissage que de chercher à former eux-mêmes des apprentis. Quant à

(5) Se rapporter à notre n° 3-4/1960, sur « L'homme et son logement ».

tat, n'ayant pas su créer le nombre voulu d'établisse-ents d'enseignement technique, les établissements exis-nts sont débordés et une nombreuse population adoles-nte reste inoccupée ou mal occupée après la sortie de cole ;

3° *par le hiatus existant entre l'apprentissage et le ser-e militaire.* Même dans la période actuelle de plein nploi, beaucoup de patrons hésitent à embaucher un ıne homme de 18 ou 19 ans, même sérieusement qua-ié, qui doit partir quelques mois plus tard au service litaire. Que serait-ce si la situation du marché du ıvail venait à se modifier ? Reconnaissons toutefois qu'il question d'autoriser les jeunes à faire leur service litaire plus tôt qu'actuellement.

Quoi qu'il en soit, il résulte de la situation actuelle qu'il a *trop d'adolescents oisifs,* rassemblés sur de faibles paces de terrain et qui, d'une part, manquent de l'affec-n et de l'autorité de leurs parents et sont, d'autre part, irés par les tentations de plus en plus nombreuses de rue : voitures automobiles abandonnées sur la voie blique, magasins à libre service étalant leurs marchan-es à la disposition de tous, presse à sensation, affiches blicitaires de films de cinéma trop souvent amoraux, ıcings, juke-box...

De plus en plus, *ils vont chercher dans les bandes ıcadrement,* l'affectivité des camarades et le sentiment sécurité qui leur manquent ; *l'adolescent retrouve ainsi rs de chez lui les raisons d'existence qui font défaut ıs son milieu familial.* Il convient d'ailleurs de remar-er qu'un tel groupement n'est pas mauvais en soi ; il ıstitue même un excellent apprentissage de la vie sociale.

Mais faute de surveillance interne par des adultes aver-et faute de buts définis, faute d'une organisation passion-ıte des temps vides de ces jeunes..., la vie collective de groupes devient un ennui collectif... et arrive souvent à voquer des déviations néfastes du comportement de x que n'avaient souvent rassemblés, au début, que la herche d'une camaraderie, d'une affection, d'un sen-ent de sécurité collective. » Tout dépend, hélas, de la eur morale de celui qui, par son ascendant sur ses

camarades, s'impose comme chef. Dès qu'une bande com mence à commettre le plus petit chapardage, elle est tr vite entraînée à commettre des délits plus graves même des crimes.

Enfin, si l'on doit, d'une façon générale, se félicit des lois instituant les congés payés pour la populati ouvrière et si l'on doit également se féliciter de l'attra de plein air dont fait preuve aujourd'hui la jeunesse, doit aussi reconnaître que *ces congés lancent chaque sur les routes des milliers de jeunes inorganisés* aya souvent en poche des sommes non négligeables, de mœu parfois très libres, et qui, sous le prétexte de camper, n'o d'autre but que de rechercher des plaisirs faciles, fréquenter des dancings ou de se livrer à quelque tra

● Le seul moyen de lutter contre l'action néfaste d bandes est de donner un but à celles-ci ; on évitera ai qu'elles ne se cantonnent dans l'oisiveté. On devra mul plier les centres d'intérêt pour les temps libres des jeune

1° en prévoyant, dans toutes les zones à grande dens de population, *des équipements sportifs, sociaux et cul rels* qui soient à la disposition des jeunes (clubs d'enfan centres de loisirs, terrains de jeux, foyers de cultu ateliers de petite mécanique...). Sans doute des capita sont nécessaires pour ces réalisations ; mais il serait so vent préférable de faire plus simple et de dépenser mo en grandes réalisations architecturales : on pourrait ai réaliser davantage d'équipements avec les mêmes capitau

2° en créant des clubs de quartier où l'on mainti l'enfant dans son milieu mais où l'on cherche à *transf mer le groupe de pré-délinquants en groupe à préoccu tions sociales*. La plus grosse difficulté pour l'organisati de tels clubs consiste à trouver les moniteurs capables les diriger et d'offrir aux jeunes des activités susceptib de les passionner. Or du fait des « classes creuses » de la prolongation du service militaire, tous les mou ments de jeunesse manquent de cadres. Ce n'est d qu'avec le temps que ces clubs pourront être mis sur pi

III. — MOYENS DE READAPTATION SOCIALE DES DELINQUANTS JUVENILES :

Il est maintenant universellement admis que la maison de redressement, école de révolte contre la société, doit faire place à des établissements de rééducation et que la vieille notion d'élimination sociale doit faire place à une véritable « insertion sociale ».

En France, de nombreux textes réglementaires récents (fin 1958) ont donné aux fonctionnaires de la Santé Publique comme aux magistrats les moyens d'intervention voulus. Ainsi que le précise l'Ordonnance du 23 décembre 1958, « le juge des enfants fait procéder à une étude de la personnalité du mineur, notamment par le moyen d'une enquête sociale, d'examens médicaux, psychiatriques et psychologiques, d'une observation de comportement et s'il y a lieu, d'un examen d'orientation professionnelle ». Le but est d'observer l'enfant, cette observation pouvant se faire dans un internat ou dans un centre d'observation ouvert (régime de semi-liberté).

● *Chaque centre* doit former des équipes comprenant : une assistante sociale, un psychologue, un neuro-psychiatre, un médecin de médecine générale et un observateur de comportement susceptible de se mettre en relation avec l'instituteur ou avec le chef d'atelier du mineur. « Chaque centre accueille 75 à 100 mineurs répartis en groupes autonomes de 10 à 12 confiés chacun à un éducateur ou de préférence à un ménage d'éducateurs spécialisés, chaque groupe ayant dortoir, salle de loisirs, salle à manger..., à l'image de la famille. Au contraire, les activités scolaires, sportives ou de formation professionnelle sont communes à l'ensemble de l'établissement. Les centres s'attachent en effet à rendre à la vie sociale des jeunes rééquilibrés et nantis d'une formation professionnelle suffisante pour trouver une occupation rémunératrice qui sera le meilleur gage de leur reclassement social définitif ultérieur. »

Mais les moyens dont dispose l'administration sont encore très insuffisants ; c'est ainsi qu'en 1958, sur 50 000 mineurs délinquants ou en danger moral dont ont eu à connaître les juges, 19 150 enquêtes sociales et 6 300 examens psychologiques ont seulement pu être effectués. Comme la durée d'observation est forcément longue (de

trois à six mois) et que le nombre des cas de délinquance va en croissant d'année en année, les besoins en établissements et en personnel qualifié sont élevés. Les établissements existants sont d'ailleurs très mal répartis sur l'ensemble du territoire, et les zones industrielles où les cas de délinquance sont les plus nombreux sont, notamment, particulièrement défavorisées. Le résultat est qu'actuellement la proportion de garçons placés à plus de 300 km de leur résidence familiale atteint 60 % dans les établissements publics et 21 % dans les établissements privés.

● En ce qui concerne *le recrutement du personnel spécialisé*, la réforme de 1958 s'est notamment attachée à stabiliser la fonction des juges pour enfants : ceux-ci reçoivent dorénavant une formation spécialisée et pourront poursuivre une carrière particulière alors que précédemment, la fonction de juge des enfants ne constituait qu'une étape passagère dans la carrière du magistrat, étape pour laquelle il ne recevait aucune préparation particulière. D'autre part, la Direction de l'Education surveillée a mis au point une méthode et des programmes de formation des éducateurs comportant de nombreux stages échelonnés sur trois ans. Nul doute que ces réformes très intéressantes citées en exemple lors de l'enquête effectuée à la diligence du Conseil de l'Europe, porteront leurs fruits ; signalons toutefois que le recrutement des éducateurs spécialisés se heurte à de grandes difficultés. Les mêmes difficultés se retrouvent d'ailleurs dans la recherche des instituteurs spécialisés et des moniteurs d'enseignement technique dont la présence est indispensable dans les centres de rééducation ; ce personnel devrait, semble-t-il, recevoir des avantages de carrière particuliers pour les attirer et les retenir dans des fonctions difficiles et souvent ingrates.

A. P.

J. MALTERRE

LES OBJECTIFS 1961 DU SOCIALISME

Ici encore (1), nous procéderons par empirisme, c'est-à-dire qu'au lieu de nous rattacher à la cohérence interne d'une doctrine, nous examinerons, à partir des données du combat politique, les problèmes qui peuvent se poser et tenterons de les résoudre dans leurs termes les plus concrets, pour voir ensuite seulement ce qu'il peut y avoir de commun et de général à l'approche de ce problème.

En fonction de ce que nous venons de dire de l'aliénation dans les sociétés modernes, le premier problème qui se pose lorsque l'on envisage la lutte pour sa transformation, est celui de définir les objectifs.

ES OBJECTIFS.

On peut classer les objectifs de la lutte pour le socia-sme tels qu'ils résultent de la critique que nous avons ite pour la société capitaliste industrielle sous quatre ubriques différentes.

Il existe en premier lieu **des objectifs techniques, traditionnels,** dont l'importance ne doit jamais être oubliée, ıême si, dans la présente étude, ils ont été négligés, sim-lement parce que trop connus. Ces objectifs sont le bien-re, la justice sociale, l'expansion, le développement du ers-monde. Pour les réaliser, il faut arriver à promouvoir ans nos sociétés un très fort rythme d'accroissement de production économique, rythme qui ne peut être atteint ıe grâce à un contrôle poussé de l'économie. En cette ma-ère, les nationalisations sont un élément fondamental de

---

(1) Voir octobre 1960 : *Espoir socialiste et prise du pouvoir,* février 1961 : *L'aliénation de l'homme en* 1961.

la politique économique à mettre en œuvre, mais elles ne sont qu'un élément parmi d'autres. Les principaux des autres sont le contrôle du crédit, la sélection des investissements, une fiscalité adaptée.

Enfin, s'il semble trop tard pour rompre avec le libre-échange européen — question qui d'ailleurs n'exige pas une réponse de principe, mais une réponse fondée sur la situation existante au moment où il sera possible d'apporter cette réponse — une action internationale résolue doit être menée pour amener les mouvements socialistes européens à agir dans le même sens. Dans ce domaine, si la lutte des classes a profondément changé de caractère, on est bien forcé d'admettre non seulement qu'elle persiste mais même que l'opposition d'intérêts n'a pas perdu grand chose de sa violence entre les salariés, les nantis et les détenteurs des moyens du pouvoir dans la société moderne.

II. Après ces objectifs traditionnels, un certain nombre **d'objectifs techniques nouveaux** doivent être définis. On ne peut ici qu'énumérer. Les techniques particulières à mettre en œuvre, étant d'une définition délicate, elles doivent faire l'objet de recherches approfondies. Il est évident, cependant, que le **contrôle de moyens d'information de masses** s'impose. Ce contrôle doit porter non seulement sur l'orientation de l'information elle-même, sur son contenu culturel, mais aussi sur la limitation des atteintes que la publicité porte à la psychologie des consommateurs.

● Un autre objectif technique nouveau, essentiel, est la **réforme de l'enseignement.** Dans toute cette lutte politique pour faire une société responsable, où chaque homme dispose d'une information qui lui permette de comprendre son monde, de s'y adapter et de s'y insérer, l'enseignement est le moyen essentiel, à la fois, de fournir les instruments de la critique, de réadapter les différents milieux sociaux aux conditions de la production et de réaliser une redistribution démocratique. Mais l'enseignement est également le secteur où les routines se prennent le plus vite et où les conformismes sociaux et les stratifications sociales se traduisent le plus rapidement. La réforme de l'enseignement est une conquête permanente sur laquelle il importe d'insister.

En troisième lieu, la lutte pour le socialisme doit com-
orter la **maîtrise du phénomène urbain.** C'est en liaison
roite avec les responsables de l'aménagement du terri-
ire, avec les urbanistes et avec les architectes que les
rces politiques socialistes doivent définir les moyens
une maîtrise du phénomène urbain.

L'entassement, l'anarchie, les taudis de nos grandes
lles entraînent une telle déperdition économique et hu-
aine qu'ils sont inadmissibles. Si le thème prométhéen
ı socialisme, c'est-à-dire l'affirmation que l'humanité doit
endre en main son destin, doit bien s'affirmer quelque
rt, c'est, au premier chef, dans la construction de nos
tés.

En quatrième lieu, enfin, les objectifs techniques nou-
aux doivent comporter la définition des modalités d'un
ıtrôle démocratique du pouvoir. Ici se présentent les
èmes traditionnels de la gestion ouvrière ou de la par-
ipation ouvrière à la gestion. Il importe cependant
ètre attentif, ce qui a été dit ci-dessus du pouvoir laisse
en deviner combien ces techniques peuvent comporter
ıypocrisies et en fait de moyens de frustrer la classe
vrière de la réalité du pouvoir tout en faisant semblant
lui en fournir l'apparence.

Le vrai problème est double : il consiste, d'une part,
ssurer l'ouverture de l'information sur laquelle se fonde
technocratie, comme nous l'évoquions plus haut, c'est-
ire créer les conditions d'un contrôle démocratique du
uvoir. La participation à la gestion est une des tech-
ques de ce contrôle, elle n'est pas la seule, rien ne
met même d'espérer qu'elle soit la plus importante,
ıt-être simplement la généralisation de la négociation
lective et la mise en forme des rapports de force par
biais de rapports contractuels suffisent à assurer cette
itation du pouvoir qui permet son contrôle démocra-
ue.

I. L'autre aspect des techniques de co-gestion, de parti-
cipation à la gestion **est d'offrir à chaque travailleur la**
sibilité de se réaliser en exerçant quelques responsabi-
s au niveau de son travail. Mais nous touchons ici au

troisième type que j'évoquais tout à l'heure, les objecti humains.

Organiser la participation de l'individu à la vie écon mique ou politique, c'est en effet lui offrir des moyens s'insérer dans la vie publique, de se réaliser. Mais pris à c niveau le problème ne saurait se confondre avec celui d contrôle du pouvoir économique, car pour traduire cet exigence humaine, la participation de l'individu doit situer à un niveau très concret, très proche de sa vie qu tidienne. On sait que les syndicats américains font, bea coup plus que nos syndicats européens, attention a questions de normes, de cadences, de chronométrages, salaires, d'embauche, de rapports internes dans les at liers, que sur tous ces points, ils n'hésitent pas à recrut des experts salariés qu'ils mettent en compétition avec l experts patronaux pour déterminer si oui ou non les no mes ont augmenté, si le chronométrage n'a pas été tr serré, etc. C'est une défense de la vie quotidienne l'homme au travail qui est ainsi entreprise et la vie sy dicale, organisée autour de cette défense de la vie quot dienne, est beaucoup plus concrète, beaucoup plus réel pour le travailleur. La participation à la vie syndicale ce niveau offre beaucoup plus de possibilités de maîtris l'organisation de sa propre vie, de se réaliser au nive même de son travail. Tout le reste, tout ce qui est au-d sus est largement abstrait.

La distinction entre la défense de la vie quotidienne la participation à l'organisation de la vie quotidienne ce niveau, d'une part, et le contrôle démocratique du po voir économique par l'institution de la co-gestion, d'aut part, doit être faite avec clarté si l'on ne veut mélang les questions et aboutir à de grandes confusions.

D'autre part, la défense de la vie quotidienne et l'org nisation d'une certaine participation collective doivent faire non pas seulement sur le plan du travail, mais ég lement à la maison. Ici encore la réponse des urbanist est nécessaire, le problème est de susciter des cellules vie sociale, des moyens de limiter les dépendances mat rielles des foyers en créant des crèches, des hôtels po vieux, etc., et de développer, par ailleurs, les rudimer d'une vie collective notamment par le biais d'une gesti collective des grands ensembles immobiliers, etc. L moyens sont nombreux, les techniques sont connues,

systématisation de cette prise en charge de la vie quotidienne par les institutions politiques ne l'est pas.

IV. Enfin, le quatrième type d'objectifs que doit se donner la lutte pour le socialisme se situe dans le domaine de **la pédagogie et de la culture.** Le comportement du contingent en Algérie fait peser à cet égard, une lourde contestation sur l'efficience de la pédagogie pratiquée par la Gauche française. D'aucuns se plaisent à dire que les instituteurs ont fait la République ; par ailleurs, on sait qu'environ 60 % des jeunes du contingent viennent de la classe ouvrière, autrement dit s'ils n'ont pas nécessairement été syndiqués, ils ont cependant reçu un certain nombre de formulations, une relative éducation par le milieu qui était en liaison avec les valeurs fondamentales de la classe ouvrière. Or, cette éducation, tous ces conditionnements se sont révélés vains et n'ont pas su développer des réflexes de fraternité réelle, qui auraient prémuni le contingent contre le racisme, contre les exactions.

Cet échec a une explication, semble-t-il assez simple, l'éducation donnée par la Gauche a toujours été doctrinale. On a voulu fournir à nos jeunes une analyse et des raisonnements d'où ils puissent tirer des conclusions pratiques d'action pour chacune des situations où ils se trouvaient. Or, il était vain d'espérer sur le plan matériel que la diffusion constante des explications nécessaires et des conclusions pratiques à tirer fussent suffisantes pour armer chacun devant les conditions particulières où il se trouvait placé. Il était surtout encore bien plus vain d'espérer que la vie d'une quelconque doctrine, puisse être suffisamment nourrie, suffisamment renouvelée pour comporter toujours une analyse et des conclusions motrices devant la complexité des situations que rencontrait chaque individu. Ce n'est donc pas au niveau de la doctrine qu'il faut faire de la pédagogie, c'est au niveau de l'exigence humaine. Il faut créer, chez les jeunes, comme chez les adultes, une exigence du socialisme en en créant les mobiles. Et créer les mobiles de cette exigence, c'est créer à la fois les moyens d'une critique de la société, mais c'est aussi donner à chaque homme le minimum de formation humaine indispensable, à partir duquel il retrouvera l'exigence de fraternité, l'exigence de liberté, l'exigence de dignité d'où

découlera la contestation et l'accès à la prise de conscience politique.

Dans tous ces domaines il est vraisemblable que l'apprentissage d'une doctrine ne suffit pas à la tâche, que la pédagogie à fournir doit viser l'homme tout entier dans ce que sa personnalité a de plus complexe et de plus chaleureux.

Les moyens d'information de masse nous proposent ici certaines techniques qui peuvent être un élément de réponse. Le cinéma moderne apporte sur la condition de l'homme dans notre société, des moyens d'information qui touchent le spectateur au niveau de sa sensibilité tout entière ; de même le roman, la musique, atteignent l'individu dans ses rapports avec la société au niveau le plus fondamental, au niveau où se joue l'adhésion ou le refus. Il y a là les éléments d'une pédagogie complète, d'une pédagogie synthétique, d'une véritable culture politique qu'il appartient à nos organisations socialistes de mettre en œuvre. La doctrine ne vient qu'après, dans la mesure où elle ne sert qu'à établir une cohérence dans la critique et à formuler les objectifs et les moyens de la lutte.

Devant l'ampleur de ces objectifs, un second problème se trouve immédiatement posé, celui de la méthode de la lutte.

LA METHODE.

J'évoque ici le **vieux problème du réformisme ou de la révolution.** La Gauche a perdu dans ce vieux débat un temps considérable et je crois profondément à tort. Il n'y a, en effet, aucun exemple historique que la Gauche ait pu choisir. Dans une société en expansion économique rapide, ouverte à la promotion individuelle, dont les stratifications sociales ne sont pas trop solides, dont tous les rouages comportent souplesse et diversification, l'action réformiste est pratiquement inévitable, car jamais une élite révolutionnaire ne recrutera assez de partisans, le risque est trop coûteux d'entrer dans la guerre ouverte, alors que les possibilités individuelles demeurent considérables... *A contrario*, il n'y a pas non plus d'exemples historiques d'une révolution qui n'ait été rendue rigoureusement nécessaire par le caractère économiquement statique, stratifié, militarisé, en tout cas rigide, de la

société contre laquelle s'est mise en lutte la classe montante.

Ce n'est donc pas la Gauche qui choisit si elle sera réformiste ou révolutionnaire, c'est la Droite, c'est le système en place, ce sont les structures, ce sont les rapports de force dans la société qui décident de la méthode réformiste ou révolutionnaire. Le véritable choix de la Gauche entre ce qui est réformisme et ce qui est révolution profonde doit être fait au niveau des objectifs.

Dans la définition des objectifs à laquelle je me suis livré tout à l'heure, j'ai pu donner l'impression d'être réformiste, c'est-à-dire d'accepter l'idée d'une certaine progressivité. Cependant il apparaît bien que ces objectifs visent au bouleversement fondamental de l'essentiel des structures qui nous régissent et, d'autre part, dans les conditions politiques actuelles, il est bien évident qu'une perspective révolutionnaire est fort loin d'être exclue. Dans le climat pré-fasciste où nous nous trouvons, il n'est pas sûr du tout que nous ne soyons pas acculés à une société autoritaire, dont nous ne pourrons pas nous débarrasser autrement qu'en optant pour des méthodes révolutionnaires. Ce qui reste vrai de la démonstration est que, dans un cas comme dans l'autre, ce n'est jamais la Gauche qui choisit et les hommes de gauche, plutôt que de se séparer, selon que leur tempérament les incite à être réformistes ou révolutionnaires, doivent bien au contraire se tenir, les uns comme les autres, prêts à toutes les éventualités.

Cette précaution de méthode, une fois réglée, reste le vrai problème du moyen d'atteindre les objectifs préalablement définis, ce moyen étant évidemment la conquête du pouvoir.

Cette double description de la compétition pour le pouvoir et de l'ampleur du réseau des combattants montre que la lutte est partout, que la transformation de la société ne peut faire l'objet d'aucun dogmatisme et qu'elle ne dépend que des solutions qui seront trouvées ici et là dans chacune des cellules sociales ouvertes, dès aujourd'hui, à la compétition.

Dans ces conditions, le dernier et important problème qui reste à évoquer est celui de l'outil fondamental de la lutte, à savoir le parti politique.

Jacques MALTERRE.

André PHILIP

Désintégration et Réintégration Sociales

L'aspect sociologique du thème que nous abordons au Congrès National a été simplifié pour limiter le sujet. Mais le problème traité ici, s'il reste entre parenthèses, doit être comme une toile de fond présente à nos débats. Roger Bastide avait présenté le problème dans son article : « L'importance du groupe dans les rapports d'hommes à hommes », n° 7-9-1960. Voici un utile rappel de la question avec ces extraits d'une série de cours donnés à la Faculté des Sciences Politiques et Economiques du Maroc. (Réd.)

Avant la révolution industrielle, soit dans le moyen âge de l'Europe, soit dans les anciennes institutions claniques d'autres peuples, l'homme se sentait protégé, dans les cadres hiérarchisés de la famille, du village, du clan, de la corporation, organismes au sein desquels chacun avait sa place marquée, pourvu qu'il restât dans le sacro-saint respect de la hiérarchie traditionnelle. Le phénomène fondamental mondial, c'est que la révolution industrielle a conduit à la désintégration de ces anciennes structures.

La révolution industrielle, quelle que soit la forme politique, économique, sociale qu'elle ait revêtu dans quelque pays que ce soit, a disloqué les anciens cadres d'intégration sociale : elle a entraîné un déplacement des foules de la campagne vers les villes, dans des conditions souvent horribles de logement, de désintégration des familles, de taudis ; elle a donné naissance à une vie ouvrière, à laquelle l'homme arrivant de la campagne trouve grand

eine à s'adapter, parce que ce n'est pas le même rythme e travail, ce ne sont pas les mêmes habitudes de vie. Il y rouve la même misère, une misère peut-être moins grave bjectivement que celle qu'il connaissait déjà à la campagne, et dans son clan, mais elle est désormais plus essentie, comme conséquence même de l'isolement indiiduel de l'homme arrivé dans la ville.

Cette désintégration, l'Europe l'a connue à la fin du VIIIe et dans les premières années du XIXe siècle, jusque ers 1830. 1840 où on a atteint le maximum de l'horreur. 'U. R. S. S. l'a connue essentiellement dans la période de 930 à 1950. La plupart des pays sous-développés la onnaissent maintenant, au moment où commence le preier pas vers la révolution industrielle.

En Europe, on pourrait penser maintenant qu'elle est peu près surmontée ; grâce aux organisations ouvrières, niveau de vie des travailleurs s'est nettement amélioré ; n pourrait même dire que, dans l'ensemble de l'Europe cidentale, les travailleurs salariés sont aujourd'hui à un iveau où ils sont devenus des petits bourgeois par rapport prolétariat du XIXe siècle ou aux travailleurs actuels des ys sous-développés. Cependant, malgré l'amélioration du iveau de vie, la désintégration sociale subsiste parmi la asse des ouvriers spécialisés ; ceux-ci n'ayant pas de nnaissances professionnelles suffisantes, n'ont pas d'aver ni de possibilité d'avancement dans le cadre de la e industrielle ; leur sécurité est moins grande que celle s professionnels ; surtout, accomplissant un geste monoie sans comprendre le sens de l'ensemble de leur tivité, ils ne parviennent pas à trouver dans leur œuvre urnalière une satisfaction réelle du travail accompli. Cet vrier spécialisé ne peut pas se réconcilier avec son vail ; il n'y voit que le gain qu'il peut en retirer pour ner sa vraie vie en dehors de l'usine : passant huit ures de sa journée à un travail sans initiative, dans une ucture hiérarchisée, où il n'a qu'à obéir à des ordres nus d'en haut, il perd dans sa vie entière le sens de itiative.

Une analyse faite en Grande-Bretagne il y a quelque nps sur l'état d'esprit des ouvriers non qualifiés arrivait l'affirmation que l'essentiel de leur préoccupation était

le cinéma, le pari, le jeu de cricket, dans lesquels il trouvaient une compensation aux complexes d'inférioritė développés par suite de l'insuffisance d'initiative dan leurs conditions de travail.

Dans les pays latins, où l'on a un peu plus d'imaginatio créatrice que chez les anglo-saxons, la compensation s fait dans le rêve politique. Je pourrais dire qu'en France le parti communiste joue le rôle du cricket en Grande Bretagne ; c'est aussi une compensation à un complex d'infériorité ; lorsqu'on discute avec un ouvrier commu niste, il est complètement inutile de lui montrer ce qui v mal en Russie, car cela n'a aucune importance ; ce n'e pas de cela qu'il s'agit ; son communisme n'a rien à fair avec la Russie ; c'est une protestation contre ce qui es c'est le transfert dans un rêve de quelque chose d'autr à quoi il aspire et qu'il voudrait voir réalisé. Si par ur bonne argumentation, on lui enlève le rêve compensatoir il risque simplement de sombrer dans le désespoir com plet, sans être capable de trouver quelque chose d'autr pour réaliser son évasion.

● Mais ceci n'est pas vrai seulement de l'ouvrier spéci lisé, qui est un cas extrême de cet état de détacheme et d'inquiétude ; dans nos pays industrialisés, la class ouvrière maintenant n'est plus la majorité et il est ce tain qu'elle le sera de moins en moins, au fur et à mesu que les perfectionnements techniques nouveaux condu ront à une revalorisation d'un travail professionnel contrôle et de coordination. Par contre, la classe salaria devient de plus en plus la majorité ; à côté de l'ouvrie on trouve l'employé, le petit fonctionnaire, qui eux aus ne sont pas satisfaits, dans la mesure où ils se trouve dans une organisation dont ils ne sont qu'un rouage, cha gés d'appliquer des règlements, d'obéir à des instructio

Enfin on retrouve le même sentiment dans toute la v politique, comme conséquence de la concentration iné table des décisions dans des Etats de plus en plus centr lisés, où le citoyen se sent de plus en plus perdu. Il curieux de constater que lorsque vous parlez avec c hommes, dans la rue, de leurs affaires municipales, disent : « nous » avons décidé de construire une éco ou « nous » avons décidé de creuser un chemin m que, lorsqu'il s'agit des affaires nationales, ils dise

« ils » ont décidé. Il y a le sentiment du nous pour les affaires locales d'une communauté, parce qu'on peut encore voir le lien entre la décision prise et le résultat obtenu ; par contre, dès que l'on est sur le plan national, les affaires sont devenues tellement techniques, les problèmes tellement lointains que le citoyen ne comprend plus ; il ne se sent plus libre ; il se sent dominé par des forces qu'il ignore, laminé par une sorte de mécanisme sur lequel il ne peut rien, soumis à une destinée mystérieuse à laquelle il est étranger ; le résultat est, suivant les cas, la colère, la révolte, l'ennui, ou cette philosophie du désespoir qui, au lendemain de la dernière guerre, a exercé une si grande influence sur une partie de notre jeunesse. Voilà donc un des faits auxquels nous devons faire face, comme une réalité générale de notre époque, cette désintégration de l'homme, dépouillé de ses anciens organismes protecteurs.

⁂

En face de cette désintégration, existe aussi une volonté de reconstitution des organismes protecteurs, une volonté de réintégration, qui, je l'avoue, me paraît encore plus dangereuse que la désintégration elle-même, car il s'agit de réintégrer des hommes au service d'un but collectif qui leur est imposé, d'un enthousiasme contraignant, dans lequel l'homme est manipulé pour devenir un instrument au service de quelque chose qui le dépasse.

● Ceci, nous le trouvons *en U. R. S. S. où la réintégration a été faite par la foi dans le plan*, par la mobilisation des intellectuels et des artistes au service d'un grand programme de transformation de la nature, d'accroissement de production, de création d'un monde nouveau avec l'utilisation de toutes les ressources de l'information et de la propagande pour orienter les esprits dans la bonne direction ; et aussi de la police pour châtier ceux qui ont la prétention d'être seuls et se refusent à se laisser intégrer dans la vague d'enthousiasme collectif.

Cette attitude de réintégration sociale de l'U. R. S. S. aboutit aujourd'hui à deux conséquences curieuses : une attirance très nette vers l'U. R. S. S. dans les autres pays,

qu'il s'agisse de l'Occident ou des pays neufs en plein changement social ; voilà un pays qui, jadis sous-développé, est devenu une des plus grandes puissances industrielles du monde ; qu'importe le prix, qu'importe l'écrasement de la personnalité, qu'importent les souffrances, qu'importe la mort des hommes : quelque chose de grand a été créé, et à qui vit dans l'absurde, la tyrannie d'un sens apparaît préférable au maintien du non-sens.

En U. R. S. S., au contraire, on assiste maintenant à la perte progressive de la foi. Les mêmes dogmes continuent à être affirmés, mais ils ont perdu l'essentiel de leur contenu spirituel. J'ai parlé tout à l'heure de cette jeunesse des « hooligans », qui réagit contre la foi ambiante en prenant des positions contradictoires : mais le plus curieux, c'est que le phénomène se généralise, même chez ceux qui sont encore dans le cadre du système, peut-être même à la tête du système.

Je vous donnerai deux exemples, puisés dans un voyage que j'ai fait en U. R. S. S. l'année dernière.

Le premier, c'est une rencontre sur la perspective Newsky à Léningrad d'un jeune homme qui nous a abordés dans la rue en disant : « Vous êtes Français, moi aussi ». Il était né dans le Midi, d'un père russe et d'une mère française. A la fin de la guerre, le père russe était rentré dans son pays, était devenu directeur d'une grande entreprise sidérurgique, et le fils était secrétaire des Konsomols locaux. Nous avons demandé : « Qu'est-ce que c'est que les Konsomols ? ». Réponse : « Ah ! c'est un peu comme les scouts chez nous ; on sort dans la montagne, on campe dans les champs, on fait des feux de bois, on danse avec les filles ; oh ! il y a un ou deux pour cent de mordus qui étudient le marxisme-léninisme parce qu'ils veulent faire carrière dans le Parti, mais nous autres on s'en fiche. »

Quelque temps après, lors de la dernière entrevue que nous avions avec le camarade Khrouchtchev, comme, après un dîner assez abondant, la vodka l'avait rendu particulièrement éloquent et émouvant, il nous avait présenté ses vœux affectueux en nous disant : « Quand je pense, Camarades socialistes, que nous vous avons traités de rats visqueux, de vipères lubriques, de laquais du capitalisme, sornettes tout cela, sornettes, c'est fini, on tourne la page. »

Nous lui avons répondu : « Non, nous on ne tourne pas page ; il y a des pages qu'il faut arracher et nous ne ouvons pas fraterniser avec vous, tant qu'il y aura dans Encyclopédie soviétique un certain nombre de pages sur socialisme, sur la démocratie, sur Léon Blum. » — Vous croyez, répondit Khrouchtchev, j'en parlerai à mes tellectuels ; parce que, vous savez, je ne lis pas l'Ency-opédie soviétique, moi ; moi, je fais du blé, du maïs, du arbon et de l'acier, tout le reste je m'en fiche. »

Autrement dit, jusque dans les plus hauts degrés de la érarchie, la théologie ancienne a disparu ; les derniers éologiens ont été écartés du comité central il y a quel-e temps ; ceux qui restent sont des hommes d'affaires rieux, des techniciens, de remarquables organisateurs, excellents administrateurs qui veulent produire du blé, maïs, du charbon et de l'acier, exactement comme les mmes d'affaires américains. Le jour où les contacts ront davantage établis, on s'apercevra peut-être que la ssie d'aujourd'hui est le plus américanisé des pays de nivers.

D'ailleurs, la politique de réintégration sociale se pro-it aussi *sous d'autres formes aux Etats-Unis*. Il fut un mps où, en Amérique, dans l'organisation scientifique travail tout le monde ne jurait que par Taylor ; puis industriels eux-mêmes se sont rendu compte que le ylorisme était dépassé, et que seule la science des rela-ns humaines permettait d'accroître la productivité ; on Mayo, travaillant pour l'Edison Company, a décou-t, après toute une série d'enquêtes, qu'une entreprise gmentait sa production en ayant des « Consultants », tes de confesseurs à qui les ouvriers pouvaient appor-toutes leurs préoccupations et se plaindre de tous leurs nuis. Le fait de pouvoir se décharger était par soi-même facteur d'augmentation de la productivité.

Après Elton Mayo, les sociologues américains ont mul-lié les études sur les petites villes ou les quartiers de ndes villes, et ont découvert que l'homme était mal-reux parce que, même sans le savoir, il cherchait une darité dans le groupe ; l'école sociologique américaine « behaviourism » et la théorie de la dynamique des upes se sont construites autour de cette idée que toute aration est un mal ; sans le savoir, les hommes aspirent

à la reconstitution d'un groupe ; mais si les hommes r
le savent pas, les sociologues, heureusement, le savent
peuvent aider à ajuster l'homme à la communauté, par
persuasion et par l'acquisition progressive de nouvell
habitudes.

Il me semble que ces deux procédés de réintégrati
que nous voyons en U. R. S. S. et aux Etats-Unis compo
tent trois erreurs communes, et je serais tenté de défir
la démocratie précisément par la réfutation de ces tro
erreurs :

— *La négation de tout conflit entre l'homme et*
société qui repose sur le vieil optimisme libéral et
croyance en la bonté de la nature... alors que le conf
est de nature et de façon permanente la loi de la sociét
obligeant au dialogue, à la confrontation, à la conciliati
et à l'équilibre...

— *La supériorité du groupe sur l'individu.*

— *La capacité de la science à éliminer les obstacles*
l'intégration sociale en adaptant l'homme à la société...

André PHILIP

VOYAGE EN ALLEMAGNE DE L'EST

Six pasteurs français, sur l'initiative du « Comité d'Echanges franco-allemands » ont été invités par le « Comité des relations culturelles » de la D. D. R. Ils ont accepté — en accord avec des collègues de là-bas — cette invitation pour mieux comprendre les difficultés et les possibilités que connaît l'Eglise en République démocratique allemande. Voici quelques-unes de leurs impressions. Une réunion où ils donneront un compte rendu de leur voyage aura lieu le lundi 24 avril, à 20 h. 45, salle des Ingénieurs civils, 19, Rue Blanche. Nos lecteurs pourront recevoir ce compte rendu (1).

AU FIL DES JOURS

BERLIN

L'ARRIVÉE. En pays étranger, de l'autre côté du rideau de fer, dans la nuit où tout s'entoure d'un halo de mystère : la piste obscure balisée, ces drapeaux aux couleurs imprécises, cette langue dont j'ignore la clef... Une curiosité mêlée d'un grain de méfiance que je veux à tout prix chasser sans le pouvoir complètement. Est-elle en moi ? Est-elle due à la nuit ?

L'heure de l'accueil : l'interprète (un professeur de lettres venue du fin fond du Mecklembourg) ; le guide de la délégation (candidat au grade de docteur en théologie, préparant une thèse sur Léonard Ragaz) ; le représentant du ministre des Affaires cultuelles ; le délégué du « Comité d'échanges culturels » (un juif qui doit la vie sauve au fait d'avoir été en Chine pendant la guerre alors que trois

(1) Comité d'Echanges franco-allemands, 19, rue de la Michodière, Paris (2e).

membres de sa famille sont restés à Auschwitz). Nous prenons place dans les voitures spacieuses qui nous convoyeront pendant tout notre séjour.

A peine partis, une nouvelle barrière qui s'ouvre au mot magique de l'interprète : « Délégation ». (On ne peut passer de Berlin dans l'est de l'Allemagne et vice-versa sans des autorisations en règle.) Les faubourgs et Berlin : la Stalineallée, l'Alexandreplatze, l'église Sainte-Marie (où prêche Dibelius)... autant de noms qui tombent dans la nuit. Enfin l'hôtel sur la Wilhelmstrasse (un des plus grands de la capitale avant la guerre), aux trois quarts détruit, à deux pas de la Chancellerie.

Pendant le repas (où je découvre l'internationale des « pommes frites et bifteck »), les salutations s'échangent et le programme se discute, en pleine lumière cette fois. Au nom du gouvernement et du « Comité des échanges culturels », la bienvenue nous est souhaitée. Le chef de notre délégation exprime combien est grand l'intérêt que nous avons à venir étudier sur place les problèmes concernant l'Eglise et l'Etat en R. D. A.

Nous gagnons nos appartements particuliers. (Nous apprendrons, le lendemain, que le tirage au sort des clefs nous a particulièrement favorisés.) Le téléphone, posé sur un bureau, nous donne l'illusion d'être en relation avec le monde extérieur. Mieux vaut ouvrir nos fenêtres. Berlin appartient à la nuit ; cependant, il n'est point difficile de croire à la lumière. Devant nous, partout elle scintille. Par-delà la porte monumentale de Brandebourg qui dresse majestueusement ses chevaux sous les feux des projecteurs, s'étend Berlin-Ouest. Le pays de la liberté ? Je ne sais pourquoi cette phrase de Sartre me revient à l'esprit : « C'est la nuit qui abolit tout, fatigues et passions. Les opprimés dorment, les révoltés aussi, le monde est enseveli, l'histoire reprend haleine. » La nuit et la pensée n'ont pas de rideau de fer. Paisiblement, plus paisiblement qu'au cœur de ma paroisse, j'attends le sommeil qui tardera à venir.

Mercredi 1er mars.

PROMENADE matinale à la recherche d'une poste pour timbrer une carte à ma femme (elle ne la recevra que le lundi). Aussitôt, à moins de fermer les yeux, le passé

se jette sur moi, avec son éternelle destruction que les hommes s'octroient dans leur impitoyable pouvoir de tout broyer : choses et gens. Des squelettes de maisons calcinées restent debout — ô ironie ! — entre des bâtisses neuves. Plus loin, un terrain rendu vague par les bombardements sans doute et où des pierres et des briques dispersées ont été rassemblées. Toutes portent le ravage du feu. Dieu, de quel feu ! La Chancellerie d'où le Führer défiait le monde entier n'est plus qu'un amas — un immondice ? — de décombres, où à travers les plâtras jouent les ombres et les clartés d'un pâle soleil d'hiver. En moi, je n'arrive pas à faire taire cette voix qui redit le psaume deuxième :

« Celui qui siège dans les cieux sourit, Yahvé les tourne en dérision... » Est-ce la voix de l'Esprit ?

Sur la place de l'Académie, jadis une des plus belles de la ville, visite, sous la direction de notre ami de Pablo, du Musée de Calvin et long entretien avec des pasteurs de l'Eglise huguenote. Ce pays, sur dix-sept millions d'habitants, en a quinze de protestants (bien entendu, la plupart luthériens). Berlin compte 6 000 réformés avec trois pasteurs dont le traitement — comme ceux de tous pasteurs d'Allemagne — est aligné sur celui des professeurs de lycée. Le nombre d'enfants, par suite de la guerre, est relativement peu élevé. Pas de mouvements de jeunesse, mais — comme chez nous pendant l'occupation — une jeunesse d'église qui — au dire de ce pasteur — semble plus préoccupée de jouir de la vie que de témoigner au service de Jésus-Christ... Et nous abordons le problème de l'Eglise et de l'Etat et celui qui lui est connexe : la consécration de la jeunesse.

⁂

L'après-midi, réception de la Délégation par le secrétaire d'Etat au Ministère des Cultes, M. Siegewasser. Seize à discuter, dans un esprit de mutuelle compréhension, les mêmes questions, autour d'une table bien garnie... alors que nous venons de déjeuner copieusement. (En ces jours, j'apprécierai plus d'une fois mon appartenance à la Croix-Bleue.)

Dans ce pays socialiste, nous explique le secrétaire d'Etat, des difficultés multiples ont surgi. *D'abord* l'exode vers l'Ouest de deux millions d'Allemands. Certains ont préféré passer la frontière pour professer en toute liberté leurs convictions racistes ou antisémites que condamne une loi en R. D. A. ; d'autres — des paysans — n'ont pu accepter le régime collectiviste ; d'autres encore — des intellectuels — ont été séduits par une situation qu'ils estimaient meilleure. Il semble maintenant que l'enchantement de l'Ouest soit rompu si l'on en juge par le mouvement inverse qui s'accentue depuis deux ans.

Ensuite la nécessité de créer, de toute pièce, une industrie lourde. Encore aujourd'hui, il y a pénurie de main-d'œuvre. En 1958, un plan de sept ans a été établi qui semble se dérouler selon les prévisions.

⁂

NOUS voici au cœur de Berlin-Est, déambulant la Staline-allée qui se désigne elle-même « la première voie socialiste d'Allemagne ». Durant plusieurs kilomètres s'élèvent d'immenses et confortables immeubles — apparemment fort bourgeois ! — « aux carreaux de céramiques blancs ou jaunes décorés dans le style néo-classique avec leurs porches flanqués de colonnes ». A même la rue, les magasins gérés par l'organisation d'Etat du commerce. Les prix des articles courants sont à peu près équivalents à ceux de chez nous. Les articles de luxe, par contre paraissent sensiblement plus chers. (Oublierions-nous que nous sommes en démocratie populaire ?)

Un Palais du Sport — comme il y en a plusieurs, nous dit-on, à travers la ville — nous accueille. Colossal édifice circulaire où les jeunes, leurs classes terminées, peuvent pratiquer leur jeu favori, en toute liberté. Le ping-pong et le sexe masculin l'emportaient à l'heure où nous sommes passés.

⁂

SOIRÉE à l'Opéra (détruit et reconstruit dans le même style du XVIIIe siècle). Un programme italien de choix la « Cavalleria rusticana » de Pietro Mascagni et « de Bajazzo » de Ruggero Léoncavallo. Placé dans la loge

ıpériale, j'occupais, paraît-il, le siège impérial. A l'inter-
ète qui m'en fait la remarque, je n'ai su que répondre.
evais-je en être flatté ou offensé ?... Après tout, une fois
est pas coutume.

Le public semble très mêlé. Les toilettes, à la parisienne,
nt plus ou moins bien portées. (Mais ce n'est pas qu'à
erlin !) Chacun peut assister au spectacle de prix
odeste, quelle que soit sa situation. Les syndicats
tiennent de sérieuses réductions et encouragent leurs
embres à profiter de la culture qui est pour tous.

EIMAR

Qui de nous oubliera la visite imprévue, faite ce soir,
ce pasteur, aumônier d'une Maison de Santé protestante,
cien officier de l'armée allemande, grand mutilé de
erre ? De la haute aristocratie prussienne, il a perdu
aucoup plus que ses terres ; ce sont tous les membres
sa famille qui ont péri. Seul rescapé parce que — si
radoxal qu'il paraisse — les Russes ne voulaient pas
histoires avec l'Eglise, par opposition au nazisme qui
avait eu trop. Cet homme, résistant au nazisme dès la
emière heure — il nous en contera les faits — estime
'en régime socialiste, le chrétien n'a pas à se cacher
à s'enfuir. Il doit être présent, présent au monde et au
gime, sans complexe de peur, loyalement. Son oui doit
ujours être oui ; son non, non. Catégorique et sans appel.
rsque le socialiste affirme ne pouvoir l'être que comme
ıée, c'est lui qui se trompe et non le chrétien. Le
mmunisme demeure une hérésie du christianisme. Aussi
it-il absolument être présent, en ne perdant jamais de
e que l'Eglise ne saurait se lier à quelque forme de
uvernement que ce soit. Elle reste souverainement libre,
la liberté de son Seigneur. En entendant cet homme,
mment pouvais-je ne pas penser au mot de Marie Durand
vé dans la pierre de la Tour de Constance ? Non,
sprit des camisards n'est pas mort.

me mettant au lit, voici que je me sens envahi par
le matérialisme. Je revois ce repas servi, ce soir, dans
plus grand hôtel de la ville (les hôtels sont classés
si : 1, 2, 3, 4 et luxe) avec des garçons en redingote,

sous de majestueux candélabres, au son de la musiqu Hitler, en 1932 (?), recherché par la police, s'y serait cach grâce à la complicité du propriétaire d'alors et aurait e ainsi la vie sauve. Tout à coup, je me suis senti étrang à moi-même, l'âme d'un Caïphe m'animait : « Il aura été de l'intérêt de tous qu'un seul meure pour le peupl et que la nation entière — et bien d'autres avec elle - ne périsse pas. »

DRESDE

Samedi 4 mars

En première page du quotidien « Neue Zeit », une phot du secrétaire d'Etat serrant la main de l'un de nou Au second plan, je me reconnais avec une mine épanoui Pourquoi ce large sourire ? Je ne sais. Il n'est cependan quoi qu'on puisse en penser à l'Ouest, nullement c commande.

Nous commençons par une visite de Dresde. D'embl nous nous rendons compte que les blessures de la guerr sont loin d'être cicatrisées. Des quartiers entiers reste encore en ruines et perpétuent le souvenir de cette sinist nuit de février 1945 où les Américains bombardèrent sy tématiquement la ville. Pourquoi ? Il est permis de se demander dans cette cité de l'Art... Mais, est-ce que ce *m*'est permis ? N'étais-je pas de ceux qui, au lendemai de ce bombardement, devaient écouter la radio avec que que satisfaction ?

Tous les ponts jetés sur l'Elbe, à l'exception d'un seu ont sauté, cette nuit-là ; la plupart des œuvres d'art éd fiées au cours de longs siècles ont été détruites en quelqu heures ; sans compter les hommes, les femmes, les enfan qui, par milliers, moururent en un éclair ou en une inte minable agonie. Qui donc a écrit : « La guerre, c'e l'art de tuer en grand et de faire avec gloire ce qui, fa en petit, conduit à la potence ? » Il était bon que, dès matin, nous fût rappelée notre solidarité avec cette hum nité qui finit toujours par détruire ce qu'elle a construit et ce qu'elle n'a même pas construit et qui n'est rie moins que la création de Dieu.

Maintenant, je comprends mieux ce peuple dans sa lut pour la paix. Ce n'est pas seulement affaire de propagan

ou d'antinazisme. Il a trop souffert de la guerre et en porte encore trop les stigmates pour avoir envie de recommencer demain.

Le Zwinger, palais des rois de Saxe, au style baroque (presque complètement détruit et remarquablement reconstruit) abrite une galerie de peintures comme il en est peu à travers le monde.

Ainsi se succèdent les contrastes, dans cette ville, remarquablement belle même à travers son deuil.

Après le déjeuner, nous errons à travers les décombres et les quartiers neufs. Nous pénétrons dans un grand magasin semblable aux nôtres, puis nous voilà à la cathédrale. A gauche et à droite des grandes portes d'entrée, les plaques commémoratives aux morts de la guerre 1914-1918 et au fronton, un évêque bénissant les troupes... Nous ne devons rien aux Allemands en ce domaine. Heureusement, depuis 1918, Dieu nous a conduits les uns et les autres sur d'autres chemins. A nous, Français, il nous a fait la grâce de prier, pendant toute la guerre, pour cette Eglise confessante, qui s'opposait au nazisme.

Dimanche 5 mars

Cavalié est allé prêcher dans une chapelle sur la liberté des enfants de Dieu. Culte à l'église réformée d'origine huguenote. Guy Wagner adresse quelques mots de notre part à l'auditoire, au début du culte. Aucune liturgie. Nous nous en étonnons. Y a-t-il là une réaction antiluthérienne comme, chez nous, pendant longtemps, le culte a été appauvri par le rejet de tout ce qui, de près ou de loin, rappelait la messe ? Le pasteur allemand, tout jeune, s'adresse en particulier aux enfants. Prédication remarquable. Pourtant, d'après les échos recueillis, le fait de s'adresser, chaque dimanche, à la jeunesse, n'a pas l'air de plaire à tous. Devenir comme de petits enfants, qui veut l'entendre lorsqu'on est grand ? Que l'on soit Allemand ou Français...

Suit un entretien avec le Conseil presbytéral. Le président, professeur de mathématiques supérieures, nous dit le rôle important qu'ont joué les Réformés dans l'Eglise confessante, lors de sa lutte contre Hitler.

Pour la première fois — du moins pour moi — est exprimé, par un laïque, ce que je m'étonnais de n'avoir pas entendu avant : « La chose la plus importante pour nous est bien la réunification de l'Allemagne. » Je repense à la France coupée en deux sous l'occupation. Le pasteur de répondre : « Si chacun la désire, gardons-nous d'en faire un article de foi, car alors elle éclipse tous les autres et devient le centre du *Credo*. Or, elle ne fait pas partie du *Credo*. Il faut donc se garder d'aller au-delà d'un souhait, si vif soit-il. »

... Ludmann revient d'une exploration à la cathédrale bondée pour entendre l'Evêque.

Cette après-midi, dans le même lieu, sera donnée « La Passion selon saint Jean », de Bach...

Wilfred Crespin.

Dans le prochain numéro... suite de ces notes de voyage : La nationalisation des terres, au pays de Luther, Weimar et Buchenwald, un grand combinat...

Guy WAGNER

Situation des Églises et D. D. R.

Si l'on fait exception des pays baltes, c'est dans ce pays e 15 millions de protestants (sur 17), coupé du reste de Allemagne dont il était économiquement dépendant que, our la première fois, une Eglise évangélique, majoritaire multitudiniste, affronte un régime communiste. Les éactions de ces protestants présentent donc un grand ıtérêt spirituel pour nous, mais doivent être replacées ans le contexte très particulier de ces églises.

Un séjour d'une semaine ne permet pas de présenter un ilan, tout au plus des indications destinées à mieux omprendre une situation que nous devons suivre avec ne affectueuse sympathie.

APPELONS quelques faits importants pour expliquer le comportement des dirigeants et des membres moins ıfluents des paroisses. Ces Eglises provinciales sont tradionnellement indépendantes les unes des autres et furent ées au Prince du pays. C'est de ces derniers qu'est venue décision de soutenir la Réforme luthérienne ou de onserver le catholicisme ; c'est l'Empereur qui prit la écision de fonder l'Eglise évangélique unie, où la tenınce réformée joue un rôle important. La noblesse et ıristocratie — généralement honnête et libérale — ont ngtemps dirigé l'appareil de l'Eglise.

Encore aujourd'hui, dans ce pays très socialisé, la paration de l'Eglise et de l'Etat qui existe en principe, t loin d'être réalisée. L'Eglise conserve des privilèges que aurait pas supportés le père Combes : subvention de

l'Etat, de 18 millions de marks, qui vient d'être ramené à 12, ses biens ecclésiastiques lui ont été laissés... ell exploite ses terres et ses forêts, prélève officiellemen l'impôt ecclésiastique, fait des collectes dans la rue... ave l'aide d'une administration importante composée d juristes, de secrétaires et, par exemple, de forestiers.

Les hommes en place dans les comités directeurs ne son pas élus d'une manière tout à fait démocratique. Ils s renouvellent fort peu et considèrent le plus souvent qu leur tâche consiste à défendre l'institution dans ses forme traditionnelles. Les laïcs sont très respectueux du minis tère pastoral, et, à l'exception de ceux qui sont entré dans l'appareil, ne considèrent pas qu'ils doivent avoi une part aux décisions importantes de l'Eglise. Les conseil lers presbytéraux sont, comme chez nous, pratiquemen choisis par le pasteur, et le pasteur proposé par l'évêqu ou le conseil qui entoure ce dernier.

Depuis très longtemps l'indifférence a gagné une grand partie des paroissiens de ces églises officielles. On nou a dit que 4 % des protestants fréquentaient plus ou moin régulièrement le culte contre 8 % chez les catholiques On nous a rapporté que dans des paroisses, sur quelqu 2 000 membres, il n'en vient qu'une quinzaine à l'églis L'un d'entre nous a trouvé, il est vrai, une immense cathé drale pleine à Dresde, mais l'auditoire était surtou composé de personnes âgées. Tout cela n'est pas nouveau Le caractère officiel et respecté de l'institution masquai depuis longtemps la misère de la foi et du zèle.

Ainsi, après l'épreuve du nazisme, l'Eglise affrontait s situation nouvelle dans de mauvaises conditions. Il n'es pas étonnant que les dirigeants aient mené le combat su le terrain des droits de l'Eglise comme institution mêm Une partie des pasteurs de l'Eglise confessante a céd à cette tentation. Victorieux après de durs combats, il ont voulu redonner à l'Eglise une force qui soit un témoi gnage à la puissance de Dieu.

Ils ont été poussés par trois motifs dominants :

D'abord la nécessaire indépendance de l'Eglise vis-à-vi de l'Etat. L'évêque Dibelius, traditionnellement respectueu de l'Etat, a de la peine à reconnaître l'Etat depuis 191

ans le combat de l'Eglise il en arrive à fronder avec le gime de l'Est qui ne lui paraît pas fondé par Dieu. Dans ie boutade, il va jusqu'à affirmer que même le code de route ne lui paraît pas contraignant en R. D. A., puisque Gouvernement qui le promulgue n'est pas légitime. Ce nt curieusement les progressistes qui se réclament aintenant de Romains 13 !

Par ailleurs ces dirigeants, qu'ils soient de l'ancienne glise confessante ou non, ont acquis une grande méfiance ce qui peut devenir totalitaire. Enfin l'Eglise évangé- que est la seule institution commune aux deux Alle- agnes (1). Le désir légitime de conserver des rapports roits entre elles, tend à lier les églises de l'Est à celles l'Ouest. Là, la « religion » continue à jouer un rôle portant dans la société et la vie politique, les chrétiens ursuivent leur existence dans un cadre de vie auquel sont habitués et qui ne bouscule par les traditions. est encore par l'Ouest que l'Eglise évangélique tout ière a ses contacts avec les autres Eglises occidentales le Conseil œcuménique.

Aussi le gouvernement de l'Est reproche-t-il à l'Eglise loucher vers l'Occident et d'être une cinquième colonne Gouvernement d'Adenauer en R. D. A. On nous a expli- que telle serait la raison principale des difficultés que glise rencontre à l'Est. La question des aumôniers itaires à l'Ouest a offert un terrain de choix à cette e : « Si l'Eglise allemande est une et que cette Eglise rnit des aumôniers qui dépendront de l'autorité du istre de la Défense de Bonn, c'est que son indépen- ce est aliénée à Bonn et à l'OTAN ; c'est que l'Eglise liée à un gouvernement dont les communistes sont vaincus qu'il cherche par tous les moyens à détruire at socialiste de R. D. A. » Ici on se convainc que le vernement Adenauer, composé de gens dont certains nt des nazis notoires, va vers un nouveau fascisme répare la guerre contre l'Est.

---

(1) Elle a été considérée favorablement par la R. D. A., me un lien neutre, tant que l'espoir de la réunification nait le gouvernement de l'Est.

Puisque l'Eglise refusait sa collaboration et même s
neutralité à l'Etat socialiste, « il fallait l'y contraindre »
nous avoue un membre de la C. D. U. (1). D'où la consécra
tion laïque de la jeunesse ; d'où aussi de nombreuses pres-
sions et menaces qui ont entravé assez gravement la vi
normale de l'Eglise. L'Etat estime que les pressions qu'il
exercées ont amené le résultat escompté. Le 21 juillet 195
quelques représentants de l'Eglise ont signé une déclar
tion commune avec les représentants du gouvernement d
R. D. A. Ce « Communiqué » rend compte des entretien
qui ont eu lieu et déclare que « l'Eglise de la R. D. A. n'e
aucunement liée au contrat de l'aumônerie de Bonn ; qu
l'Eglise soutient les efforts en faveur de la paix et que le
chrétiens s'acquitteront de leurs devoirs de citoyens s
la base de la loi. Les plaintes de l'Eglise ont été discuté
et l'Etat déclare que, selon la Constitution, chaque citoy
jouit d'une totale liberté de foi et de conscience et que
libre pratique religieuse sera garantie par l'Etat ».

Ce communiqué a donné lieu à des discussions et à d
interprétations restrictives de la part de plusieurs Evêque
mais on peut dire en gros que, depuis, la situation e
beaucoup moins tendue. L'évêque Mitzenheim, de Thuring
qui a été le plus éminent signataire, a toutefois été récen
ment écarté du conseil national de l'Eglise d'Allemag
(E. K. I. D.).

⁂

Mais avant d'apporter quelques précisions suppléme
taires sur les positions diverses du protestantism
parlons brièvement de la vie de la société telle qu'e
nous est apparue. Le premier souci des dirigeants
d'entraîner chacun dans le mouvement qui doit instaur
le nouvel ordre socialiste. Ils ne veulent écarter que ce
qui ont eu de lourdes responsabilités dans le régime na
Tous les autres doivent être amenés à comprendre q
les bases de l'Etat socialiste sont les meilleures. Chac
doit se préparer à apporter son soutien et sa contributi
à l'édification de la société nouvelle. Les responsables
se lassent pas d'expliquer, de discuter, de prouver, d'é
quer. Toute la population doit être enrôlée dans des par
ou groupements divers.

---

(1) Union des Chrétiens démocrates.

Il y a cinq partis, dont un chrétien (C. D. U.), puis les syndicats, les mouvements de femmes ou de jeunesse. Là sont étudiées toutes les questions intéressant la vie de la société. Chaque parti ou groupement est, autant que possible, représenté à tous les échelons du pouvoir. On cherche le progrès dans l'union en convainquant chacun que les décisions de la majorité sont les meilleures. Lorsque des élections ont lieu sur une liste unique, elle a été arrêtée après un long et patient travail qui s'est fait à tous les échelons. On peut dire que, une fois les bases admises (les communistes combattent pour la paix, la société socialiste est la plus juste, etc.), *bases qui ne sauraient être remises en question,* chacun est invité à donner son point de vue et chacun est écouté. On ne réclame pas de tous l'adhésion au marxisme-léninisme en tant qu'idéologie athée. Plusieurs fois, nous a-t-on répété, la consécration de la jeunesse (qui apparaît comme une confirmation socialiste) n'est pas obligatoire et le vœu ne fait pas mention de l'idéologie marxiste comme telle. Il s'agit du vœu de collaborer activement à l'édification socialiste et à la paix (du point de vue communiste) entre les peuples.

L'Etat, ainsi que beaucoup de pasteurs, estiment qu'il n'y a pas incompatibilité entre ce vœu et la confirmation chrétienne. En vue de cette participation de tous à l'édification socialiste, un parti chrétien (Union des Chrétiens Démocrates) existe. Fondé à la même époque que le Parti d'Adenauer, il a évolué vers le soutien du régime, et joue un rôle qui n'est pas négligeable (45 députés sur 300). Il cherche à modérer — sur le plan humain — certaines rigueurs des mesures de collectivisation. Mais il est entendu qu'avec une idéologie différente, ce parti travaille pour le but commun. C'est la raison pour laquelle d'anciens socialistes chrétiens qui avaient combattu l'idée même d'un parti chrétien militent maintenant dans ce parti. Mais il y a aussi des chrétiens et même des pasteurs dans le parti communiste-socialiste unifié. Il est évident que les communistes estiment que la foi chrétienne disparaîtra avec les conditions nouvelles de l'existence, mais c'est précisément cette certitude qui les rend libéraux à l'égard des chrétiens qui ont admis de mettre leur activité au service du but commun.

Nous avons eu l'occasion de parler longuement avec un industriel, membre militant des églises baptistes. Cet

homme possédait une usine de 150 ouvriers. Il n'a pas perdu sa place. L'Etat, en lui apportant une aide financière, a acquis la majorité des parts de l'usine transformée en société nationale. Ancien patron, il est resté directeur. Ses compétences techniques sont utilisées. S'il est amené à quitter l'usine, la part de capital qui lui revient lui sera remboursée. Et il s'agit d'une mesure générale, du moins pour ceux qui ont accepté de collaborer avec le régime. Il attribue ces mesures modérées à l'action du C. D. U.

Mais la population est loin d'être gagnée. L'attente de la réunification, la séduction de la réussite matérielle de l'Allemagne de l'Ouest ont laissé les gens dans l'expectative. L'entrée obligatoire des paysans dans les coopératives a créé les mécontentements que l'on imagine (peut-être moins grands pourtant que l'on a dit, mais nous n'avons pas pu nous rendre compte de la situation). Beaucoup de petits fonctionnaires se sont dépensés en zèle maladroit et seraient responsables de mesures discriminatoires vis-à-vis des jeunes qui refusent la consécration de la jeunesse. Les jeunes, lassés par la propagande, se réfugient dans l'indifférence politique et religieuse.

Mais la situation semble évoluer d'une manière favorable à la R. D. A. On critique le régime, mais l'on est fier des réalisations, car on mesure le chemin parcouru : la R. D. A. sans charbon, sans industrie de base, ses usines démontées par les Russes, voit son équipement industriel progresser. Le niveau de vie augmente régulièrement depuis quatre ans, et pour les besoins essentiels devient très acceptable. Un effort considérable se poursuit pour l'instruction de la jeunesse : dès à présent, deux fois plus d'étudiants (en proportion de la population) à l'Est qu'à l'Ouest de l'Allemagne.

⁂

Il semble que la résignation de certains profite au régime. Ils prennent peu à peu l'habitude d'une vie où l'organisation collective prend en main leur existence et leurs responsabilités politiques, et atténue leur inquiétude personnelle.

A un conseiller presbytéral de l'Eglise réformée de D., je posais la question de notre liberté individuelle. Comme cet ancien aristocrate devenu pasteur, directeur d'œuvre

C. D. U., il me répondit que c'était affaire de courage. homme qui défend un point de vue juste avec fermeté t écouté avec respect et obtient gain de cause. Ces ponses confirmaient celle de l'Evêque qui siège près de Wartburg : « Il n'arrivera rien à celui qui confesse airement et librement sa foi. »

Il nous semble que, dans cette situation, le rayonnement el de l'Eglise pourrait être beaucoup plus grand. Il n'est ère que les églises baptistes qui voient augmenter le mbre de leurs membres. Cette stagnation est imputable x églises elles-mêmes, plus qu'aux difficultés que les rétiens rencontrent. Le combat de l'Eglise sur le terrain prestige et de la puissance institutionnelle est vain. entretient dans le cœur des gens le ressentiment contre tat, mais finalement les conduit à la désillusion. Bien s pasteurs l'ont compris et cherchent à diriger le mbat de l'Eglise sur d'autres chemins.

On peut, en simplifiant, distinguer deux tendances très tives. La première est la plus connue en Occident r la parution de la brochure de *J. Hammel :* « *Le mbat de l'Eglise dans l'Allemagne de l'Est* ». Selon ce steur et ses amis, il faut se libérer du problème Eglise-at pour lui substituer celui du témoignage concret. Il it que les chrétiens deviennent des croyants majeurs pables de prendre des décisions personnelles. Il n'hésite s à mettre en question plusieurs traditions ecclésias-ues comme la confirmation qui lui paraît la plupart du nps une cérémonie vidée de toute signification chré-nne. Ce pasteur et ses amis veulent se garder de l'anti-nmunisme comme du progressisme, pour ne dépendre e du Christ. Ils se réclament généralement de Karl rth et de l'Eglise confessante. Ils sont sévères pour les steurs et les laïcs qui font un pas de plus vers le ime. Ajoutons que la plupart des étudiants en théologie nblent se réclamer de cette tendance.

C'est avec un jeune théologien progressiste que nous ons passé sept jours, en discussion amicale. Comme te position est très peu connue et généralement défor-e, je voudrais, pour finir, essayer de la décrire.

Membres de la C. D. U., ils se réclament d'un socialiste étien, Emil Fuchs, professeur honoraire de la Faculté

de théologie de Leipzig, âgé de 85 ans, mais encore trè jeune de pensée et de cœur (1). Avec Fuchs, à la suit d'expériences très diverses, ils ont été amenés à la convic tion que la démocratie populaire était le meilleur régim pour leur pays et pour le monde d'aujourd'hui. Ils se sont pour la plupart, ralliés au régime, sans arrière-pensée mais non sans vigilance.

Ils n'ont pas leur Homadka, mais se réclament aussi d Karl Barth. Ils protestent contre la manière dont certain monopolisent sa pensée. Ils contestent le bien-fondé d l'application faite de la pensée du maître à la situatio de leur pays. Dénoncés comme collaborateurs, crypto communistes, et donc secrètement athées, ils contre attaquent avec vigueur. Barth, en rappelant la transcen dance de Dieu, a montré que la foi chrétienne n'était lié à aucun système philosophique, à aucun régime écono mique. Or la plupart des chrétiens, en prétendant défendr l'honneur de Dieu, défendent en réalité, d'une manièr plus ou moins inconsciente, leur ancienne conception d monde, l'ancien régime. Ce reproche est adressé tant au croyants d'Allemagne qu'à ceux de l'Occident et au Conse œcuménique. Mais il n'est pas suffisant d'insister sur transcendance de Dieu. Barth lui-même affirme tout autan la condescendance de Dieu en Christ. Conserver jalous ment son quant-à-soi, ses mains blanches, rêver de quelq éthique chrétienne différente du capitalisme comme d socialisme, c'est — en tout cas dans la R. D. A. — sel eux, se réfugier dans une commode tour d'ivoire, vivre côté du réel et s'interdire tout témoignage authentiqu

Conserver ses distances, c'est se donner une bon conscience plus proche de l'attitude des pharisiens q de celle du Christ. Celui qui est si soucieux de préserv sa liberté intérieure, qui craint tant de contaminer foi au contact des athées, ne manifeste-t-il pas le dou secret, l'incrédulité cachée qui le ronge ? Cette libert d'ailleurs, n'est qu'une fausse liberté. Elle isole celui q s'y enferme et ne débouche sur rien. Elle stérilise témoignage. C'est au coude à coude avec les athées qu faut vivre sa foi puisque le Christ est venu pour l

(1) Père de l'atomiste Fuchs.

pécheurs autant que pour les justes. Ces frères pensent que le monde socialiste, s'il n'est pas une préparation humaine du Royaume de Dieu, est quand même plus conforme à l'Evangile de paix, de justice et de fraternité. L'industriel baptiste dont nous avons parlé plus haut, nous disait aussi en son langage assez naïf que, tout en ne se méprenant aucunement sur l'athéisme foncier des communistes, il voyait une sorte d'analogie (qu'en jargon théologique j'appellerais « de relation et non d'être ») entre la conversion demandée à chacun par l'Etat et celle qu'il avait découverte en Jésus-Christ.

Ces pasteurs « progressistes » se sont sentis longtemps isolés, et les membres du Parti Chrétien Démocrate plus ou moins désavoués par l'ensemble de l'Eglise. Mais la situation évolue. Depuis la déclaration de loyalisme mentionné plus haut, chacun s'habitue à l'idée de vivre dans cette société nouvelle. C'est un « provisoire définitif » écrit le Pr. Hammel. Y vivre c'est, peu ou prou, s'y engager.

Derrière sa façade encore imposante, l'Eglise apparaît bien démunie. Un Français dont l'Eglise est séparée de l'Etat depuis longtemps a le sentiment d'être plus en avance, dans la vision du témoignage de l'Eglise que la très grande majorité des chrétiens là-bas. Ce n'est pas demain que la jeunesse remplira les églises. Mais, au travers du dépouillement douloureux de la puissance temporelle et du prestige politique que connaît cette Eglise, dans la recherche théologique, même diverse et tâtonnante, dans le combat de la prédication, dans la fidélité liturgique, on discerne les signes non seulement de la survie, mais d'un renouveau. Il est en tout cas nécessaire que des liens plus étroits se tissent entre ces Eglises et les nôtres et que des échanges fructueux soient encouragés.

Guy WAGNER.

Roland de PURY

La « dédicace » de la jeunesse

ATHÉISME, CLÉRICALISME ET FOI

Je suis d'accord avec l'analyse de Wagner qui me paraît juste et objective. Je soulignerais volontiers l'affirmation que dans la situation présente le rayonnement de l'Eglise pourrait être beaucoup plus grand est que le drame de l'Eglise en R. D. A. et sans doute davantage son état spirituel que sa situation dans une société socialiste en marche vers le communisme.

Je voudrais faire une remarque : quand le théologien progressiste considère celui qui ne l'est pas comme un chrétien qui « craint de contaminer sa foi au contact des athées », il se rend la tâche un peu facile, et ne veut pas voir le vrai problème. En France nous collaborons sans cesse et partout avec des athées, dans les partis politiques, à l'école, dans des mouvements comme « Esprit » ou la « Ligue des Droits de l'Homme », etc. C'est la situation saine et normale de la laïcité et je ne pense pas qu'il y ait beaucoup de chrétiens pour s'en plaindre ou pour en avoir peur. Or beaucoup de ces mêmes chrétiens connaîtraient un malaise en démocratie populaire. Pourquoi ? Où est la différence entre l'athéisme répandu chez nous et l'athéisme répandu à l'Est ? Je pense qu'on peut essayer de répondre : l'athéisme marxisme au pouvoir ne peut s'empêcher de prendre une tournure plus ou moins cléricale. S'il n'est pas la religion, il en est du moins l'idéologie de l'Etat et je pense que ce qui fait problème pour des chrétiens comme Hamel, pour des chrétiens anticléricaux, ce n'est pas du tout l'athéisme du marxisme dont nous sommes tous solidaires et dont la Parole de Dieu

eule peut nous délivrer chaque jour, mais bien la tendance cléricale de cet athéisme.

Je sais que les garanties sont donnécs, que nul n'est obligé de prononcer les vœux, qu'on entend n'obtenir que le libres adhésions et que les réfractaires n'auront à souffrir en rien de leur non-conformisme. Et pourtant je ne puis m'empêcher de penser qu'un certain contexte clérical est créé justement par cette cérémonie de « Dédicace le la Jeunesse » (1), par une presse univoque et une culure dirigée. Que penseraient même les plus occidentalisés le nos chrétiens si l'Etat s'avisait un jour de nous réclaner le vœu de « mettre toute notre force à assurer et à léfendre la liberté avec les U. S. A. et tous les hommes qui iment la liberté dans le monde » ? Bien qu'il n'y ait rien le contraire à la fois chrétienne dans le texte des engagenents, il n'est pas possible de prétendre que le profond nalaise ressenti par beaucoup devant cette cérémonie provient seulement de leur conception bourgeoise de l'existence et de la peur d'une concurrence dangereuse pour 'Eglise. Je ne pense pas d'ailleurs que ceux qui refuseaient de faire ces vœux en travailleraient de moins grand cœur à l'édification socialiste de leur patrie, au contraire ! Mais ils ont au moins le droit d'estimer que leur service lu prochain et leur civisme sont une fois pour toutes conenus dans la confession de leur foi en Jésus-Christ.

Encore faudrait-il que la confirmation ait été le véritable engagement de la foi et non pas ce que nous connaisons trop : l'entrée quasi automatique, à un âge donné, 'une fournée de jeunes dans une vie chrétienne institu- onalisée et bourgeoise. Avec la « Dédicace de la Jeuesse », l'Etat renvoie à l'Eglise non pas l'image défigurée e sa confirmation, mais l'image fidèle de sa confirmation éfigurée.

Sur ce point le dialogue est ouvert et devra être repris. l n'en reste pas moins que dans l'état actuel des choses Eglise a en R. D. A. d'immenses possibilités de témoinage.

Pour les chrétiens dans le Parti communiste la situation st claire : ils ont, nous a-t-on dit, un an pour se désin-

(1) Voir en annexe le texte des vœux de la jeunesse.

toxiquer, sinon ils doivent s'en aller. Comment ne pas penser à ces écoles confessionnelles où au bout d'un an, c'est le baptême ou la sortie ?

R. de PURY.

P. S. — Comme signe de la liberté de l'Eglise, il serait bon de noter le message du synode prenant position contre les départs et demandant aux chrétiens de travailler dans la R. D. A. en se tournant en même temps vers l'Etat pour lui dire : « Agissez de votre côté pour que les gens n'aient plus envie de partir ! »

... L'entière liberté d'évangélisation dans les hôpitaux protestants, mais leur difficulté matérielle à tourner avec 10 marks, quand les hôpitaux d'Etat en reçoivent 28.

Autre chose : le tourisme individuel est sûrement très réduit, mais j'ai été heureusement surpris de voir devant la Galerie de Dresde quarante cars de Prague avec deux mille Tchèques venus visiter la ville. Quelques cars aussi de Varsovie. Il y a donc échange et circulation au moins entre pays socialistes.

M. VOGEL

Détresse partout de l'Église

Derrière la puissante et majestueuse façade des Eglises évangéliques d'Allemagne nous discernons la détresse de cette Eglise ébranlée par l'indifférence des années 30, par l'épreuve des croyants troublés par les longues années du nazisme, et maintenant par le « matérialisme pratique » (1) de l'Ouest et l'athéisme plus ou moins officiel de l'Est.

---

(1) La formule est de l'évêque Dibélius.

Derrière l'Eglise allemande multitudiniste et majoritaire, ère de sa force, nous apercevons une minorité consciente e sa faiblesse dans les Allemagnes déchristianisées : petit oupeau fidèle, communauté fraternelle et confessante, di- sée par la ligne de démarcation et ses tendances. Mino- té dont l'influence est encore dominante dans la société e l'Ouest, minorité dominée à l'Est. Et qui garde le sens e sa responsabilité d'Eglise du peuple et pour le peuple. es communautés humaines sont toujours sauvées par la âce de Dieu, au travers de quelques « justes ».

Mais dans le passé, elle s'est plus souvent appuyée sur Etat qu'elle n'a été — comme au temps d'Hitler — sa nscience prophétique. A cause de cette confusion et des mpromissions qui s'ensuivirent, trop de chrétiens gar- ent la nostalgie du temps où l'Eglise « régnait », d'autres sent « servait ». Et les politiques conservent l'habitude esprit de compter sur son soutien inconditionnel, et étonnent ou s'irritent des réserves et des résistances qu'ils ncontrent. Il faut que la séparation de l'Eglise et de Etat devienne une réalité (2).

Dans cette situation nouvelle où la puissance tempo- lle et cléricale de l'Eglise décroit, les Evêques conser- nt leur prestige et continuent à parler comme avant, op de laïques trouvent toujours commode de se déchar- r sur leurs pasteurs des difficiles rapports de l'Eglise et l'Etat. Le débat se passe dans de hautes sphères qui sont pas pour le commun, ou descend sur le plan des ntroverses politiques.

Mais en même temps le malaise gagne. A l'Est — et même l'Ouest — des pasteurs mettent en question la confirma- on religieuse faite en bloc et à treize ans (3). Les étu- ants en théologie de l'Est n'aiment pas les structures ac- elles de l'Eglise et cherchent autre chose.

La recherche se précise. Pour échapper aux disputes éoriques et politiques sur le rôle de l'Etat, avec ses oui » et ses « non » tranchés, des pasteurs invitent les ques à examiner comment, nous l'Eglise, nous avons à

---

2) Voir notre « Déclaration » en annexes.

3) Une résolution du dernier Synode demande la création ne « commission de la confirmation » en vue d'examiner pratique et son importance théologique.

vivre dans la société d'aujourd'hui. Des paroissses devien-
nent de véritables communautés fraternelles, à la décou-
verte des formes concrètes et nouvelles du témoignage de
l'Eglise et des chrétiens dans le monde. Ainsi se pré-
pare le témoignage prophétique de cette Eglise.

Au cours de nos conversations, des frères nous assu-
raient que tout va bien pour eux, qu'on peut vivre plei-
nement sa vie chrétienne en D. D. R. sans difficulté
majeure. Cela nous inquiétait que ce jeu du contente-
ment. Et nous nous étonnions, et de confier à nos inter-
locuteurs qu'à l'Ouest — sur d'autres plans sans doute —
la société est anti-christique et s'oppose plus ou moins
à la vie chrétienne, que la situation du chrétien dans le
monde est toujours plus ou moins impossible... Alors par-
fois le rythme de la phrase se défaisait, la voix se fêlait
tout à coup et nous confiait, comme honteuse, que « c'était
comme cela, que l'on ne pouvait faire autrement ». Puis
la conversation reprenait son ton normal. Mais la détresse
s'était montrée, elle nous avait fait signe et nous avait
unis.

Il est normal que l'Eglise dressée au milieu du peuple,
dans n'importe quel régime, éprouve cette détresse, à cause
de sa faiblesse en face du péché collectif, et surtout de-
vant les ambitions de Dieu pour son Eglise et pour son
peuple. Il est normal que le chrétien participe à cette
détresse et la confesse sans honte. Elle est signe de santé
spirituelle, vision réaliste de notre situation de chrétiens
minoritaires dans un monde adverse. Ce n'est pas fronder
l'Etat que de le servir en étant très conscient et très
averti qu'il peut être à la fois, ou selon les moments, « pour
notre bien », ou pour notre malheur et le sien « la Bête
de l'Apocalypse ». Ce n'est pas non plus manquer de foi
ou « avoir honte de l'Evangile », car s'il abaisse sans
écraser, il élève sans enfler jusqu'aux certitudes triompha-
les. Comment nous étonner après cela, que selon le pro-
pos d'un pasteur, la politique soit devenue un des terrains
privilégiés de la cure d'âme et du témoignage. Elle con-
duira ces croyants, au travers de l'humilité, à entendre
le message prophétique que Dieu leur confiera pour leur
peuple.

M. V.

ANNEXES

Vœux de la jeunesse en R. D. A.

Chers jeunes amis,

— Comme fils et filles fidèles de notre Etat ouvrier et paysan, êtes-vous prêts à travailler et à lutter pour une vie heureuse du peuple allemand tout entier ?

Répondez : Oui, nous en faisons le vœu.

— Etes-vous prêts à mettre avec nous toute votre force au service de la grande cause du socialisme ? Etes-vous prêts à prendre fait et cause pour l'amitié entre les peuples, à assurer et à défendre la paix avec l'Union Soviétique et tous les hommes qui aiment la paix dans le monde ? Répondez : ...

— Nous avons reçu votre vœu. Vous vous êtes fixés un but noble et élevé. Vous vous êtes joints à l'armée des millions d'hommes qui travaillent et luttent pour la paix et le socialisme. Solennellement nous vous recevons dans la communauté de tous les travailleurs de notre D. D. R. et nous vous promettons appui, protection et aide.

Le texte de 1955 dont la première partie a été modifiée, disait : « Etes-vous prêts à mettre toutes vos forces au service d'une vie heureuse pour les travailleurs, pour le progrès de l'économie, de la société et des arts ? »

⁂

DÉCLARATION

Faite à la radio allemande le 7 mars 1961 par le groupe de pasteurs français en visite en Allemagne de l'Est (M. Cavalié, W. Crespin, G. Ludmann, R. de Pury, M. Voge, G. Wagner) :

Nous voudrions exprimer notre grande joie pour l'invitation de la Société pour les Relations culturelles avec l'étranger qui nous a donné l'occasion de pouvoir passer quelques jours dans le pays de Luther.

Nous avons eu des conversations avec des pasteurs et des laïcs des Eglises luthériennes et réformées, sur les différents aspects de la vie chrétienne dans la situation nouvelle que crée la construction du Socialisme.

Nous connaissons en France depuis cinquante-cinq ans les avantages de la séparation de l'Eglise et de l'Etat qui sont reconnus aussi bien par l'Eglise catholique que par les Eglises évangéliques. Nous souhaitons que les communautés religieuses en Allemagne éprouvent ces mêmes avantages, et que l'Etat de la D. D. R. sache apprécier les bienfaits d'une Eglise qui vit de la seule Parole de Dieu et se tient en dehors de toute compromission politique.

Car l'Eglise rend alors à l'Etat le service le plus éminent quand elle vit de la seule Ecriture Sainte et constitue une communauté qui cherche son devoir dans le service du prochain et qui est là pour tous les hommes.

Nous souhaitons de pouvoir demeurer en communion de pensée et en contact avec les Eglises allemandes et sommes très reconnaissants pour l'amitié et la fraternité que nous avons rencontrées ici.

Lettre de l'évêque de Poméranie au gouvernement de la R. D. A.

(Berlin). — Le synode de l'Eglise évangélique de la Province de Saxe, lors de sa session à Halle-sur-la-Saale, a décidé de rendre publique maintenant une lettre envoyée le 24 novembre dernier à M. Walter Ulbricht, vice-premier ministre de la R. D. A. (République démocratique allemande), dans laquelle l'évêque Krummacher de Poméranie précise l'attitude du chrétien face aux tendances idéologiques en Allemagne orientale. Elle est la réponse à une « déclaration de principes » du gouvernement, dans laquelle M. Ulbricht traitait le 6 octobre de la famille et du mariage, ainsi que des relations de l'Etat avec l'Eglise.

Dans sa lettre, l'évêque Krummacher souligne que cette déclaration a soulevé de sérieuses questions et préoccupations en affirmant que, dans leur famille aussi, les enfants doivent être

levés « dans l'esprit de l'idéologie et de la morale socia-istes ». A ce sujet, l'évêque assure que, quel que soit leur evoir envers l'Etat, les chrétiens ne peuvent élever leurs en-ants autrement que dans les principes de la foi chrétienne, iés qu'ils sont par l'engagement du baptême. Quand le gou-ernement affirme qu'il n'existe pas d'opposition entre le chris-ianisme et les buts humanitaires du socialisme, malgré le sens ositif de cette assertion, c'est encore un sujet de préoccupa-ion pour nous, car dit l'évêque cette affirmation ne peut être raiment comprise qu'en relation avec notre assurance fon-amentale que « dans les questions de principe qui concernent a théorie et la pratique du socialisme, nous ne reculerons pas 'un pas ». Pour la vie du citoyen, cela signifie, précise-t-il, ue « l'idéologie du socialisme (qui n'admet précisément pas e coexistence idéologique avec la foi chrétienne) est imposée ar tous les moyens que l'Etat et la société ont à leur dispo-tion ; même si ce processus n'est que graduel, il est évident ue la puissance de l'Etat sert exclusivement à implanter idéologie marxiste et matérialiste ». Il y a un abîme entre tte attitude et ce que les chrétiens entendent par tolérance, umanisme, liberté de croyance et liberté de conscience, écrit évêque qui ajoute : « Comme citoyens, les chrétiens sont nstamment exposés à des conflits lorsque, dans leurs acti-tés professionnelles et politiques, ils doivent approuver un manisme et un socialisme indissolublement liés à l'athéisme appuyés par tout le pouvoir de l'Etat. »

Enfin, en réponse à l'affirmation gouvernementale que les embres de l'Eglise ont la liberté de « vaquer à leurs occupa-ons religieuses à l'église », l'évêque Krummacher explique airement que « la foi d'un chrétien ne peut être limitée à local ou à un service divin, car cette foi doit obligatoire-ent trouver son expression concrète en dehors du culte, dans service par la parole et l'action, par le témoignage auprès son entourage, sa famille et ses collègues entre autres ».

P. S. — Cette interprétation des intentions gouvernementales r le plan idéologique, la conception d'un socialisme qui ne urrait être qu'athée, voilà une autre attitude que celles que us rapportons. Nous croyons utile de la faire aussi connaître. éd.).

NOTRE VIE QUOTIDIENNE

Pierre Nourrisson † Notre ami nous a quittés : le pas-teur Crespin et notre secrétaire gé-néral, Maurice Voge, ont dit en présence des siens, dans ce tem-ple de Vincennes qui fut pour lui la maison de Dieu durant plusieurs décades, notre tristesse et aussi notre reconnaissance.

Je veux dire ici, pour ceux de nos lecteurs qui le connaissaient peu ou mal, ce qu'il représenta pour des compagnons de route qui, comme moi, ne l'ont jamais quitté pendant au moins vingt-cinq années.

Il appartenait au courant des socialistes chrétiens qui, avec ses branches wallonne, française et suisse, se rattache lui-même à la Fédération internationale des Socialistes chrétiens. Ce courant animé par Paul Passy, rédacteur jusqu'à sa mort de « L'Espoi du Monde », a joué un rôle décisif dans l'évolution des esprits dans les Eglises, hors des Eglises, et aussi au sein de notre Mou-vement du Christianisme Social, auquel il est fédéré. En un temps où le socialisme apparaissait comme une entreprise aventureuse scandaleuse et dangereuse, les socialistes chrétiens ont remp l'office qu'avaient tenu en Angleterre depuis le milieu d XIXe siècle des doctrinaires, des militants et des groupes d pensée et d'action aussi réputés que considérables.

Comme leurs homologues anglais, ils sont entrés dans la voi de la contestation globale de la société capitaliste ; ils l'ont fa à partir d'une lecture « prophétique » de la Bible ; en mêm temps ils tentaient d'intégrer à ce prophétisme le meilleur de l sociologie marxiste et de la doctrine des grands socialistes d XIXe siècle, dont ils voulaient garder la description et l'impulsio révolutionnaires et rejeter la vision matérialiste du monde et d l'histoire. La difficulté de l'entreprise ne leur échappait pas mais ils comptaient, à fonds perdus, sur l'amour du Christ po corriger pédagogiquement la revendication socialiste ; ce pari éta leur manière de vivre l'espérance chrétienne.

Pierre Nourrisson n'était pas un doctrinaire, mais un militant ompétent et assidu. Ce qu'il a apporté à notre tâche, c'est présément cette présence continue, cette égalité d'humeur, cette onfiance calme et souriante, que requiert le témoignage du chréen socialiste, s'il ne doit pas sombrer dans le ressentiment et la aine.

Ce que Pierre Nourrisson m'a appris, c'est que l'homme qui a plus besoin d'aimer, c'est celui qui a entrepris de dénoncer injustice et de lutter effectivement pour la justice.

Paul RICŒUR.

Sommes-nous responsables d'Adolph Eichmann ?

Il avait donc essayé de changer de vie et de regrouper humblement sa famille dispersée, loin du théâtre de ses crimes. L'homme traqué, eilli et devenu méconnaissable pour les justiciers qui le pourchasient, s'est découvert par un geste de tendresse : en apportant ur l'anniversaire de son mariage, un bouquet de fleurs à sa mme. Le monstre n'avait pas oublié l'éblouissement de cette urnée où l'amour s'engage et continuait d'aimer l'épouse fidèle la mère de ses enfants. Il faisait ainsi preuve de vertus bouroises, malgré l'épisode de son existence qui coûta la mort à millions de juifs ! Quelle incohérence mentale, quelle consence en miettes peut expliquer cette coexistence des souvenirs, s cloisonnements de son être ?

Nous sommes assez disposés à découvrir en lui quelque monsosité pathologique qui le sépare de l'humain que nous croyons e. C'est la même démarche, la même mystification que nous uvons dans le petit livre de Amsler sur Hitler. Que Eichmann, e son chef et ses comparses soient « anormaux » par rapport notre comportement est certain. Que cet homme qui avait fait la question juive une affaire personnelle, au point d'apprendre ébreu, soit pourtant responsable d'un point de vue psychique et idique nous paraît aussi certain.

Pourquoi ce malaise à l'annonce qu'Eichmann jugé, bientôt tice sera faite ? Impuissance de la justice distributive qui en nissant ajoute le mal au mal ? Sentiment de l'irréparable devant hécatombes qui ne peuvent être comparées qu'à la grandeur monde qu'elles emplissent ? Sentiment de l'impardonnable si u n'existait pas ? Pourquoi à l'approche du jugement de cet

homme de sang ne nous sentons-nous ni satisfait, ni soulagé ? Ne serait-ce pas que l'exécution probable d'Eichmann ne supprime pas notre responsabilité historique et spirituelle ? Bien plus, elle réveille notre culpabilité collective, devant un crime démesuré qui dépasse et déborde la personnalité d'Eichmann et la nôtre aussi, au point de ne pouvoir le comprendre d'un seul coup.

Tentons de nous y retrouver.

Les petits criminels de droit commun n'ont ni cette démesure dans le crime, ni cette auréole infernale qui exprime le destin collectif. Ils portent en eux depuis les traumatismes de l'enfance, une prédisposition dangereuse. Tout semble dormir et soudain, elle jaillit des entrailles de l'être, du pauvre être stupéfait de ce qu'il recelait en lui, à son insu. Ou bien le germe enfoui éclatera au grand jour comme un coup de tonnerre à l'occasion des contacts avec une bande ou d'une situation criminelles. Ce sont des révoltés, **des inadaptés** à une société qui s'oppose — en principe sinon en fait — à l'explosion de leur criminalité. Encore les conséquences de ces fréquentations et de ces circonstances ne sont-elles pas — Dieu merci — inéluctables !

Eichmann n'était pas un associal. Suivons cet homme marqué par le mystère de son enfance, cet antisémite conscient, ce criminel latent qui s'ignore. Il mène une existence d'autant plus « normale » qu'il n'est pas une personnalité exceptionnelle et se trouve à la merci de la société-gendarme à laquelle il s'adapte. Il ne doit pas manifester une cruauté plus virulente que la moyenne de ses concitoyens, il ne se distingue pas par des actes antisémites particulièrement scandaleux. Les circonstances aidant, il aurait pu rester normal, comme sont apparemment « normaux » parmi nous tant d'antisémites...

Mais que la vie sociale change, que tout à coup ce ne soit plus un clan antisémite, une maffia de hors-la-loi qui impose sa loi au petit groupe d'associaux qu'elle inspire ; que la société policée reniant ses principes les plus élémentaires, s'abandonne aux **nécessités** de l'action anti-juive, de la répression, de la guerre ; que cette société appelle à ce **service** inhumain ses concitoyens, qu'elle leur donne une nouvelle morale qui n'est pas morale, une idéologie qui justifie tout et une mystique dynamique qui exalte les tendances criminelles endormies, et voici la bête qui se dresse en l'homme. Le démon éveillé a bonne conscience, il se croit noble : il tuera, il torturera comme on accomplit un service, un sacerdoce : Pour le parti, pour la patrie... Nous ne sommes jamais aussi terriblement cruel que par idolâtrie.

Des hommes comme vous et moi, qui n'ont rien de pervers, ni le goût du sang, deviennent malgré eux fratricides parce que la guerre est là. Elle est les grandes vacances des consciences, des civilisations et des chrétiens. **Il suffit pour la majorité des hommes dits normaux, bien adaptés, trop adaptés même à leur société que celle-ci change pour que le démon du sacre de la guerre se réveille** (1). Chez les plus sains, non sans trouble ni sans réticences. Chez ceux qui portent en eux des perversions cachées, elles se déchaînent. Seuls quelques saints résistent et objectent.

Le génocide d'Eichmann ne relève pas du psychiatre, mais de la société qui l'a excité, utilisé à des postes importants, au service d'une société et d'une politique abominables qui ont rendu de telles choses possibles. Il n'était qu'un exécutant conscient, comme ceux qui torturaient en notre nom en Algérie. Et notre culpabilité collective prend ainsi son sens, pour ce peuple qui s'est laissé faire, pour nous tous qui avons laissé faire. Nous sommes coupables d'avoir laissé se créer une situation historique qui permet à des individus pervers de devenir les honnêtes bourreaux de millions d'hommes, sans que nous soyons morts en résistant ! De même en Russie, « le culte de la personnalité » par quoi on a voulu expliquer les crimes staliniens n'épuise pas la responsabilité de ceux qui ont laissé s'établir ce culte.

D'Allemagne, sous la plume du pasteur Heinrich Gruber m'arrive une confirmation : « Nous sommes tous coupables du sort barbare réservé aux juifs, ...car nous avons sans succès frappé à la porte de presque tous les Etats pour demander assistance... Et il n'y a eu que des cas d'assistance individuelle. » Et après avoir dénoncé le trop grand nombre des « collègues » d'Eichmann à des postes importants à Bonn, il conclut : « Nous espérons qu'à tous, allemands et non-allemands, chrétiens et non-chrétiens, ce procès fera comprendre notre culpabilité. »

Allons plus loin encore. Quelle révélation de la réalité du péché. Que les criminels ne nous cachent pas le crime. Nous n'admettons pas que l'on justifie l'injustifiable en parlant des péchés des hommes. Ni qu'on puisse innocenter l'enfer terrestre en jetant aux quatre vents de l'histoire des noms ou quelques dépouilles de sadiques. Le mal est bien davantage qu'une question de personne. Il est général, universel, existentiel, pénètre tout et corrompt les êtres jusqu'aux os. A la grandeur et à la profondeur du mal, il faut un salut à sa mesure. Celle du Dieu vivant.

M. V.

---

(1) In Revue 1/52 et R. Caillois : quatre essais de sociologie.

Un nouveau Président à la Fédération protestante.

Nos lecteurs ont appris par la grande presse le départ du pasteur Marc Boegner de la Présidence de la Fédération protestante. Nous lui exprimons notre vive reconnaissance. Le pasteur Boegner n'en continue pas moins à servir le protestantisme à la présidence de la Société des Missions évangéliques de Paris et de la C. I. M. A. D. E., qu'il assume d'ailleurs depuis de longues années, se consacrant désormais tout entier aux problèmes d'adaptation qui se posent aux missions protestantes dans le continent africain.

C'est le pasteur Charles Westphal qui a été désigné pour le remplacer à la présidence, avec le pasteur P. Bourguet, comme vice-président. Nos vœux et nos prières accompagnent Ch. Westphal dans l'accomplissement de la lourde charge qui lui est donnée, à l'heure de la transformation de la Fédération préparée par son prédécesseur.

Ainsi dans le monde les chefs de l'Eglise changent, avec les générations. A Moscou, le métropolite Nicolas a été remplacé par l'évêque Nicodème pour les affaires extérieures, ce qui manifeste un changement d'orientation, un rapprochement avec les églises orthodoxes non-russes et avec le Conseil œcuménique, une plus grande réserve vis-à-vis de Rome. Mgr Ramsey vient de remplacer à Cantorbery, comme Primat d'Angleterre, Mgr Fischer qui a démissionné après son voyage à Rome. En Allemagne, le président Dibélius démissionnaire, est remplacé par Kurt Scharf, de l'Eglise Unie. Une nouvelle période dans ces Eglises commence.

Le Synode de l'Eglise d'Allemagne à Berlin.

La réunion du Synode fin février, était attendue avec inquiétude et espoir. Le culte d'ouverture a été relaté d'une façon dramatique par la presse : les autorités de R. D. A. ont empêché un grand nombre de membres du Synode de participer au culte d'ouverture de la Marienkirche à Berlin-Est, soulignant ainsi la gravité de la situation. La police « populaire » effectuait un filtrage à la Porte du Brandebourg, ce qui augmentait les craintes de certains. Heinrich Vogel a fait remarquer au Synode qu'il semblait que « la séparation des brebis d'avec les boucs n'avait pas entièrement réussi et qu'il valait mieux ne pas anticiper ».

Le rapport du président montrait l'importance de ces problè-es insupportables, lorsqu'il exposait l'impossibilité radicale de ire face au développement ecclésiastique et théologique. (Ce gement de fait ne doit pas diminuer notre respect particulier ur la personnalité du Dr Dibélius.) Le dénouement tragique son activité s'explique par son enracinement dans une époque, storiquement dépassée et jugée. Les longues, très longues dé-érations de la Commission des nominations, derrière des portes rmées, ont pu être interprétées comme une crise grave. Malgré ut, ce synode s'avère capable de dissiper une partie des nuages le nous avions signalés l'an passé (1). Certes, beaucoup d'entre ous avions espéré qu'il serait possible de confier la Présidence Conseil à des hommes tels que les présidents Wilm ou Scharf, ais nous connaissions les obstacles venant de la politique clésiastique.

Pourtant, en fin de compte, ce fut quand même Kurt Scharf i fut nommé. Nous savons très bien que lui aussi est discuté, nous avons, nous aussi, des questions à lui poser. Mais dans tte élection, il y a eu une percée au travers des calculs poli-ques de la politique ecclésiastique. On entrait simplement dans e sphère où il s'agit de confiance humaine, de souci des nes, et de stimulation théologique.

Nous jugeons Kurt Scharf capable d'utiliser ses fonctions pour nstruire des ponts et non pour servir la séparation.

Une page importante de l'histoire de l'Eglise évangélique Allemagne est tournée. Le changement survenu dans la com-sition du Conseil, son nouveau président, apporteront une le plus grande aux paroisses. Si nous souhaitions que le Synode nfie à nouveau sa présidence au Dr Heinemann, cela ne doit s signifier une réserve désobligeante envers le nouveau Prési-nt du synode, le Conseiller ministériel Puttfarken dont la di-tion doit être accueillie avec une profonde confiance.

Nous sommes en possession de deux rapports sur le dérou-nent du synode, l'un de l'Ouest et l'autre de l'Est de notre se. Les deux se complètent et se contredisent d'une façon caractéristique de la situation de l'Eglise qui est toujours si compliquée qu'avant.

En attendant de publier ces rapports, nous ne retiendrons que qui suit du déroulement général du synode :

1) Revue 5-6-60, p. 396.

Il est regrettable que la question « Armement atomique de la Bundeswerhr et de l'objection de conscience » ait été une fois encore ajournée. L'ancien conseil a toujours fait traîner cette question, et nous espérons maintenant que le nouveau s'en occupera rapidement.

Il est par contre réjouissant que le synode ait trouvé un « oui » significatif dans l'assemblée sur la question des **pasteurs assistants des objecteurs de conscience,** devant les commissions d'examens. Certes, les Eglises régionales ont le droit d'élaborer des règlements particuliers à ce sujet. Le Conseiller ecclésiastique Wilkens (Oberkirchenrat) avait, peu de temps avant le synode publié un article contre cette assistance des pasteurs. L'article dénotait beaucoup de finesse juridique, mais le lecteur pouvait se demander si l'auteur avait compris d'une manière concrète la détresse psychologique dans laquelle certaines commissions d'examen plongent le jeune qui se trouve devant eux. Il ne s'agit pas ici de questions juridiques, mais de question d'éthique chrétienne et de responsabilité pastorale. Nous nous réjouissons donc de l'attitude du synode.

Comme d'autre part, nous nous réjouissons de la déclaration du synode sur **l'euthanasie,** affirmant l'intangibilité et le caractère sacré de toute vie humaine. C'est le président Wilm qui avait ouvert les débats sur ce sujet.

Que ces indications nous suffisent pour l'instant. Le synode a été plus compréhensif que les précédents et nous voulons espérer qu'il sera à l'avenir un terrain plus propice à l'éclosion de la semence de la Parole.

Junge Kirche, 3/61.

Trad. A.J. GOETZ.

Le colloque de Grenoble.

Organisé par l'Association pour la sauvegarde des institutions judiciaires et la défense des libertés individuelles, **association que préside le bâtonnier René-William Thorp, il s'est tenu à Grenoble les 3 et 4 mars 1961, faisant suite aux Colloques de Royaumont et d'Aix-en-Provence qui avaient eu lieu en 1960. Il a réuni des magistrats, des membres du Barreau, des universitaires, des représentants des syndicats (C. G. T., C. F. T. C., S. N. E. S., S. G. E. N., S. N. I. ...), d'orga**

ations professionnelles, de l'U. N. E. F., du Club Jean-Moulin, le la Ligue des droits de l'homme, ainsi que de nombreuses personnalités politiques de la gauche « sans exclusive » ; et l'on pouvait y rencontrer huit anciens ministres, MM. P. Bloch, P. Cot, Fonlupt Espéraber, P. Mendès-France, Fr. Mitterrand, J. Moch, A. Philip, Chr. Pineau. La presse était également largement représentée et d'une manière très variée (La Croix, Esprit, l'Express, France-Observateur, Le Jacobin, Le Monde, Témoignages et Documents, Tribune socialiste, **etc.), et les photographes ne cessèrent de « mitrailler » les rapporteurs, les interpellateurs ainsi que les assistants parmi les plus notables (ils étaient nombreux !). Ce Colloque — dont les principaux animateurs furent entre autres, aux côtés du Président de l'Association (venu malgré son bras fracturé la veille de la réunion), MM. Borker et Sarda, Charles Hernu, G. Maurice, M. et Mme Lavau, — suscita un intérêt qui put se mesurer même statistiquement : les participants arrivèrent en nombre trois fois plus grand que prévu, et il fallut ouvrir le congrès dans une autre salle que celle de la Chambre de Commerce (où se tinrent ensuite les séances) pour pouvoir accueillir quelque cinq cents congressistes. Fait frappant : parmi ceux-ci beaucoup de visages jeunes.**

Quatre rapports servirent de base aux discussions : les rapports du bâtonnier Thorp sur La doctrine des colloques juridiques quant aux problèmes de droit que pose le rétablissement de la paix en Algérie par la politique d'autodétermination ; **de M. Lavau, professeur à la Faculté de droit de Grenoble, sur les** Conditions garantissant l'exercice de l'autodétermination ; **de M. Quermonne, également professeur à la Faculté de droit de Grenoble, sur les** Garanties devant faire l'objet des négociations visant plus particulièrement le statut des Français en Algérie et des Musulmans en France ; **de M. Rolland, conseiller à la Cour de cassation, sur l'**Evolution du problème des libertés individuelles depuis le colloque de Royaumont. **L'impérieuse et urgente nécessité de négociations sans préalable étant admise d'une manière générale par l'assemblée, les rapports ne suscitèrent pas moins de nombreuses interventions et discussions ; y prirent part notamment Vignaud, Forestier, Shaffer, Fonlupt Espéraber, Raymond Guyot, André Philip, Rabinovitch, Armingaud, G. Suffert, Gilles Martinet, Mes Sarda, Stibbe, Matarasso, Courrégé, du Barreau de Paris ; Me Yves Mathieu, du Barreau de Grenoble, etc. En fait, les questions qui dominèrent les débats furent les suivantes :** le G. P. R. A., interlocuteur seul, principal ou un parmi les autres ? — la souveraineté de l'Algérie s'étend-elle au Sahara ? —

les garanties des minorités en Algérie peuvent-elle être une des conditions des négociations ?

Ce fut surtout à la Commission restreinte présidée par P. Mendès-France et chargée de soumettre des textes au vote de l'ensemble du Congrès, que les engagements furent les plus vifs, mais avec le souci pour chacun d'arriver à un accord. Nous ne sommes pas près d'oublier la défense véhémente par Forestier (S. N. I.) et par Lauré (F. E. N.) de leur thèse en faveur de la « table ronde » et leur ralliement à une position moins intransigeante. Les communistes estimaient que les garanties relevaient de décisions du gouvernement de l'Algérie nouvelle, qui d'ailleurs s'était déjà prononcé favorablement sur certains points à ce sujet. La préoccupation du Président et de beaucoup de membres de la Commission était d'éviter toute panique en Algérie, de ménager une période transitoire d'apaisement, de laisser un certain temps aux habitants de l'Algérie pour choisir leur nationalité. La mise au point des diverses propositions fut laborieuse et la Commission siégea de 9 heures du soir à 5 heures du matin et de 10 heures du matin à 14 heures. Finalement les textes soumis à la séance plénière furent votés à l'unanimité moins une voix.

Ceux qui se rapportaient aux trois premiers exposés présentés au Colloque, comprenaient trois parties principales : la Charte de l'autodétermination, un vœu en faveur des garanties et une demande adressée au Gouvernement français pour que soient prises des mesures législatives, financières et techniques en vue d'organiser l'accueil et le réemploi des Français qui quitteront l'Algérie devenue indépendante. De ces textes assez longs, détachons quelques passage qui répondent particulièrement aux questions qui étaient au cœur des débats : la négociation « impose le G. P. R. A. comme interlocuteur. Cependant rien n'empêche qu'il soit procédé par ailleurs à toutes les consultations qui s'avèrent nécessaires » — ; « L'autodétermination implique le maintien de l'unité algérienne, ce qui exclut tout partage ou amputation du territoire » — ; « Sans porter atteinte à la souveraineté du futur Etat algérien ni chercher à maintenir les privilèges issus de la colonisation » il est souhaitable que les deux parties recherchent des propositions communes afin de fixer fondamentalement les conditions dans lesquelles tous les habitants de l'Algérie pourront vivre côte à côte et coopérer. Le Colloque vota aussi une motion, comme suite au quatrième rapport s'élevant contre les innombrables actes arbitraires « qui avaient

déjà indigné les participants des précédents colloques » et demandant instamment qu'il soit mis fin aux exécutions capitales.

Ce Colloque aborda danc les problèmes d'une manière approfondie ; les organisateurs avaient eu le souci de placer les discussions sur un plan avant tout juridique, mais il ne fut pas possible de les dépolitiser, de les « dépassionner » complètement — ce qui aurait d'ailleurs abouti à isoler les événements — et les hommes — de leur contexte réel.

Les heures de travail de Grenoble ont été une étape importante de plus vers le but que beaucoup d'entre nous, nous cherchons à atteindre depuis plusieurs années déjà : négociations avec le F. L. N. et paix en Algérie. En nous associant aux conclusions du congrès nous ne pouvons que souhaiter plus ardemment que jamais que le Gouvernement français se hâte de conclure aussi —, que l'opinion exerce plus vigoureusement son action, son influence et sa pression en faveur de la paix, — et que l'effort en commun continue.

M. J. - B. D.

La négociation n'est pas la paix...

Cette négociation que nous avons appelée de nos prières, pour laquelle nous avons lutté de toutes nos forces et de toute notre foi, malgré les intimidations et les inculpations des gouvernements et les violentes critiques de nos propres amis, voici qu'elle est proche. Dieu la garde et nous conduise à la paix véritable. Dieu nous donne de trouver — malgré l'apathie de l'opinion publique — les moyens de la soutenir et de la faire aboutir.

Car elle approche dans un climat désabusé, parmi des hommes aliénés de leur conscience et de leur responsabilité. Il a fallu que les disputes internes du Parti communiste, les manœuvres des enseignants socialisants rompent l'unité d'action pour la négociation et brisent l'élan populaire qui s'affirmait en automne. La négociation se lève à l'horizon, incertaine et timide, parce qu'elle est faite de la force des choses internationales et des finasseries du prince qui nous gouverne, de l'écœurement que ses manœuvres machiavéliques ont produit chez tous : chez les colonels et les ultras, comme chez les pacifistes et les hommes d'argent.

La négociation s'engage dans un désert spirituel, dans un climat de démission de beaucoup qui trouvent très confortable de croire qu'ils n'ont plus qu'à laisser se faire la paix. Alors que la paix véritable est le plus dur combat. Et chacun d'aller en vacances, de revendiquer pour son salaire, de repeindre sa maison et d'aller au cinéma.

Nous payons de cette démoralisation collective le prix de sept ans de guerre honteuse : le poids des centaines de milliers de morts de part et d'autre, des tortures organisées et des atrocités, des âmes mortes de tant de jeunes et d'aînés, des camps d'internements et des deux millions de femmes et d'enfants musulmans déplacés et affamés. Nous avons perdu nos libertés civiles et politiques parce que nous opprimions, et nous nous sommes réfugiés dans l'irresponsabilité pour ne pas assumer cette guerre que nous tolérions.

Seuls sauvent véritablement l'honneur de Dieu et des hommes, une centaine de jeunes objecteurs : les Boisgontier déjà condamnés ; les Eric Pot, jugé le 11 avril à Toulouse ; A. Feret, jugé le 13 à Lille ; A. Orengo, de la Cimade, le 20 à Metz et que les autorités protestantes, fidèles aux vœux de Montbéliard, assureront de leur soutien. D'autres, comme notre jeune ami V. Savary, J. Muir... attendent leur condamnation.

De part et d'autre, on nous prévient que « la négociation n'est pas la paix », que la négociation sera longue. Les timides démarches de la Fédération protestante en faveur d'une trêve sont lettre morte. Le terrorisme reprend et la pacification continue. Chacun joue le jeu du monsieur qui n'est pas pressé.

Nous, nous le sommes. Et Dieu avec. Il demandera compte à nos gouvernants et à ceux du G. P. R. A., il nous demandera compte particulièrement de ces derniers morts pour rien (ils sont toujours inutiles). Il faut que la négociation aboutisse et vite.

Les difficultés. Il y a les luttes intestines à l'intérieur de chaque gouvernement : Pompidou et Debré contre Joxe qui menace, en cas d'échec, de publier un Livre blanc ; les durs et les mous, les militaires et les politiques au G. P. R. A. Et les dernières « manœuvres françaises » : on « consultera » le M. N. A., etc.

Il y a les difficultés internationales. Sur qui s'appuiera la République algérienne ? Sur l'Est ou sur l'Ouest ? Francis est à Moscou, Boumenjel au Caire... Russes et Américains s'affrontent

à propos du Sahara. Washington joue, par la Tunisie, un Maghreb occidental. Moscou avait joué, à travers le Maroc, un Maghreb démocratie populaire, au minimum nassérien et neutraliste. A cela s'ajoute que l'Espagne ne veut pas d'un Maghreb uni, qu'il soit américain ou russe, que les Etats noirs du sud refusent toute frontière commune avec les Arabes. Kennedy cherchant la neutralisation du Laos, fait penser qu'une solution est possible.

Il y a aussi le pétrole. C'est M. Pompidou, de la banque Rothschild et des pétroles français qui a mené la pré-négociation. On n'est jamais mieux servi que par soi-même. Et quand M. Boumenjel, au nom du G. P. R. A. affirme : « Nous combattrons pour le Sahara... » nous avons le droit de lui rappeler que ce n'est pas pour ce combat-là qu'est mort son frère avec beaucoup d'autres. Non pas que nous entendions nous battre pour le Sahara. D'ailleurs, l'exploitation du pétrole et du gaz saharien ne peut se faire (au profit de l'Algérie, la France a établi déjà là-bas le contrat Mattei, très favorable) qu'avec la France et l'Europe comme acheteurs. C'est un faux problème. Que le Sahara soit politiquement algérien, et le pétrole commun. Aux négociateurs d'inventer la formule.

Le marasme. — Car les « ennemis complémentaires » musulmans et français, Algérie et métropole, en cessant d'être ennemis, doivent rester complémentaires. Après le 10 décembre, à la veille des négociations, le marasme de l'économie algérienne est net : évasion des capitaux par dizaine de milliards, rétrécissement de la demande : projets d'investissement et commande de biens d'équipement sont annulés, 55 % de baisse sur les ventes d'auto, 55 % de baisse dans le commerce de détail. Les Européens attendent. Le Plan de Constantine est en retard et seul le bastion français de la zone côtière européenne s'est développé sur le plan rural, alors que le problème crucial reste le développement agricole du bled. Ce déséquilibre est la conséquence du projet — aujourd'hui abandonné — du partage de l'Algérie.

Mais cette récession pose plus clairement **pour tous** les problèmes de fond de changement de structures, de l'économie algérienne colonialiste, inadaptée aux besoins de l'ensemble de la population. Les plans de réforme agraire établis à Alger sont étudiés par les spécialistes du G. P. R. A., à Tunis. Chacun prend conscience du caractère complémentaire qui pourrait jouer entre l'Algérie indépendante et la France. Le marasme actuel n'a aucune influence néfaste sur le comportement des valeurs nord-

africaines. La Bourse joue l'avenir des relations complémentaires et semble déterminer sa conduite en fonction des possibilités de sauvegarde des capitaux installés outre-Méditerranée.

Ces indices sont de bonne augure pour le succès des négociations. Comme pour le problème des garanties de la minorité européenne dans une Algérie indépendante, nous avons déjà indiqué dans notre précédent numéro que la question n'était pas insoluble.

Ainsi la négociation va s'engager. Par son mécanisme, il y a de fortes chances que la paix et un minimum de justice gagnent. Le Gouvernement français pose le problème de telle manière, en demandant des garanties pour l'avenir, qu'il reconnaît ainsi implicitement le G. P. R. A. — sans le dire — comme le futur gouvernement. Ainsi l'un des obstacles essentiels sera tourné. Restent les pressions internationales qui peuvent céder devant le soulagement de voir un foyer de guerre froide s'éteindre.

Que les chrétiens qui me lisent restent en prière, vigilants et actifs. Les obstacles qui demeurent, la lenteur de la diplomatie, les finasseries du jeu gaulliste, le contre-terrorisme des ultras, la possible flambée d'un nationalisme aveugle des musulmans à l'heure de la libération, nous interdisent une confiance aveugle et passive. Sans une action énergique de notre part, les négociations peuvent traîner des mois et des mois. Des mois où des jeunes continueront à mourir pour rien, des milliers d'enfants et de femmes à mourir de faim, des millions de gens à souffrir horriblement. Chaque jour compte, chaque goutte de sang compte. On ne peut prolonger d'un seul jour cette détresse humaine pour des questions de pétrole, de prestige ou de combinaisons internationales.

28 mars. M. V.

« Les dieux meurent en Algérie ». Un album sur la campagne de Russie ? En un sens, oui : images d'une guerre longue, pénible, d'une guerre perdue. Sur la couverture, trois hommes, trois soldats, fusil sur l'épaule, avancent lourdement dans la neige. Au milieu de l'album, on retrouve la même photo, avec cette légende :

« Ils s'enfoncèrent dans les déserts glacés... abandonnés à leur propre solitude, perdus comme des traînards, faisant une fois de plus une guerre qui n'osait pas dire son nom. La tête vide, les

pieds gelés, ils combattaient sans lauriers et sans légendes. » Le ton est triste, et la réalité, pour Jean Lartéguy et Marc Flament, l'est tout autant : le reportage photographique qu'ils viennent de consacrer à la guerre d'Algérie se lit, en effet, comme l'histoire d'une défaite (1).

Les dieux meurent en Algérie : **le titre, déjà, est suggestif. Si grande soit l'admiration de Lartéguy pour ses compagnons d'armes, les dieux, ce ne sont quand même pas les paras ; ce sont, dit-il,** « nos bonnes vieilles idoles d'Occident avec leurs grands principes » : l' « honneur », « l'esprit chevaleresque », **le** « respect de l'adversaire », **toutes ces valeurs dont la France ne cesse de se réclamer, en Algérie, confirme Lartéguy, sont lettre morte. Car, explique-t-il,** « cette guerre n'est pas une guerre comme les autres. Elle fait table rase de beaucoup de nos illusions... ; elle chasse les nomades de leurs tentes et les envoie dans les camps de regroupement ; elle entoure de barbelés les mosquées, transforme les écoles en casernes... Elle laisse les soldats à leur solitude et leur désespoir, incertains, désemparés ». **Le reportage de Lartéguy se voudrait, sinon à la gloire, du moins à l'excuse de l'armée. En fait, il constitue, pour un observateur objectif, un impitoyable réquisitoire.**

Images de l'ancien monde : les premières photos évoquent les débuts de la guerre. En 1954, les Français n'y croyaient pas ; « affaire de simple police », **disaient-ils, qu'ils conduisirent — selon Lartéguy — sur** « un air de fantasia » : **les goums,** « cavaliers de folklore », **lançaient** « des charges de cavalerie qui se perdaient dans les pins ». **Mais dès les premières attaques de l'A. L. N. l'armée française découvrit qu'en face d'elle il y avait une armée puissante, bien équipée (on voit un moudjahid maniant un bazooka), et que la question devenait sérieuse :** « l'Algérie de Bugeaud et de l'Exposition Coloniale était bien morte. Jamais plus on ne pourrait rétablir l'ancien ordre et tous ses privilèges ». **Un ordre fondé sur des privilèges ? La Révolution algérienne, qui a pour but de renverser cet ordre et ces privilèges, serait donc juste dans son principe ? C'est un para qui le dit.**

Ensuite, elle est totale : Lartéguy nous montre les fantassins français patrouillant dans les plaines d'alfa, sur les djebels caillouteux, dans « les déserts glacés des Aurès et des Némentchas », **au Sahara enfin... du nord au sud, d'est en ouest, l'Algérie entière fait la guerre. Où est la « poignée de rebelles » ?**

---

(1) Editions de la Pensée Moderne, Paris.

Juste et populaire, c'est toujours, selon Lartéguy, une guerre meurtrière : sur une photo un soldat français, le flanc déchiré par les balles, agonise. Il n'est pas le seul, les pertes se font de plus en plus nombreuses : « Ils en vinrent à croire que chaque rivière cachait un piège, chaque coin de mur une embuscade ».

Mais on ne vit pas avec la peur, on s'en délivre : faute de pouvoir infliger une défaite à l'A. L. N., les Français s'acharnent sur les populations civiles : « Ils brûlèrent les douars. » Tout civil, bientôt, paru suspect, et la guerre devint cet « abcès purulent » qui infecta l'armée : « ils mirent au point des techniques de l'asservissement de l'homme. Alors, ils se crurent efficaces ». L'aveu est de taille chez un Lartéguy qui, à l'époque du procès de Djamila Bouhired, attestait sur l'honneur que l'armée était « propre ».

Ces saletés ? Ce sont la torture, donc — on voit un prisonnier algérien, le visage en sang et, devant lui qui a les mains liées, un Français qui lui « offre » à boire — les fouilles brutales, la mise à sac, le pillage des douars, la casbah, « ventre ouvert » livrée à la fureur des paras, qui sont « un peu des bêtes ». Les saletés, ce sont encore la déportation dans les camps, les bidonvilles, de milliers d'Algériens, et ces enfants « fanés » que la faim, la souffrance ont transformés en « vieillards précoces, pathétiques ».

Se battre, mourir pour eux ? Il est évident que la guerre n'a pas de sens, mais pour les Français et non, comme Lartéguy voudrait le faire croire, pour les Algériens.

Le Préfet de Police porte plainte...

« Paris-Presse » publie un reportage d'un de ses rédacteurs qui a de mauvaises fréquentations : « Comment j'ai kidnappé le petit Peugeot ». « Jusqu'où ira-t-on dans l'indiscrétion crapuleuse et l'exploitation publicitaire du scandale et du crime, demande « Monde » ? » Trois jours après sa parution, M. Papon se contente d'interdire la vente du numéro aux moins de dix-huit ans. Pas de saisie, pas de plainte contre cette infamie.

Mais il fait saisir « Témoignage Chrétien » du 17 mars qui publie un dossier accablant sur les méthodes des harkis à Paris,

méthodes contraires à la plus élémentaire humanité. Nous n'invoquons pas le « droit », puisqu'en ce domaine, ils ont le droit de tout faire.

M. Papon fait plus. Il porte plainte pour diffamation, plainte pour laquelle le tribunal refuse généralement qu'on apporte la preuve du fait. Il suffit que des choses désagréables soient dites pour être condamné. Nous avons le droit de savoir si, oui ou non, des tortures sont subies dans la cave de la Goutte d'Or. Poser la question, est-ce diffamer notre préfet ? Ou bien veut-il simplement continuer à s'opposer à l'exploitation publicitaire du scandale et du crime ?

Aristophane inopportun...

La reprise des « Oiseaux » adaptés par B. Zimmer, à la Comédie Française serait jugée inopportune par nos autorités. La pièce a été jouée il y a plus de trente ans, à l'Atelier de Charles Dullin. Elle est d'un certain Aristophane suspect sans doute de porter atteinte au moral de la nation. Nous sommes bien gardé des influences subversives ! N'y a-t-il pas la venue d'un général vêtu d'un képi, d'un baudrier et de manchettes étoilées qui vient vanter les vertus militaires au paradis des oiseaux et qui en est vertement expulsé, après sa déclaration de foi : « L'homme est fait pour faire la guerre — Et ceux qui ne sont pas contents — Ils n'ont que le droit de se taire — A droite, alignement. »

Economie concertée et syndicalisme.

La mode d'aujourd'hui est à l' « économie concertée ».

Après l'économie « dirigée » l'économie « orientée », la « planification indicative », etc., ce terme exprime bien sûr la permanence d'une recherche qui se poursuit depuis que le capitalisme est mis en question... et devient plus fiévreux à mesure que son « concurrent » renforce sa pression et sa puissance. Dans les faits d'ailleurs et quelles que soient les expressions qui passent — les travaux français du IV[e] plan de modernisation qui se poursuivent actuellement ont permis de faire **quelques pas** vers une orientation plus rationnelle et plus « démocratique » des activités économiques : les prévisions ont été établies à partir de l'analyse de **consommation** (et non plus de la structure de la population active) et le Conseil économique a été

saisi du premier projet, **avant** que le plan proprement dit soit élaboré.

Il reste bien sûr encore bien des pas à assurer.

Par contre, c'est un curieux exemple d'économie concentrée que nous propose le Premier Ministre dans son dialogue avec le patronat sur le système d'évolution des salaires : n'y aurait-il donc pas d'autres points de vue à accorder que celui du Gouvernement et des employeurs ?

La forme prise par ce « concert » auquel manquent des instruments est d'autant plus regrettable que, sur le fond, on peut douter de l'influence réelle qu'exercent les pouvoirs publics sur l'évolution des salaires, du moins directement : l'histoire récente semble montrer que ce sont les mouvements de prix qui sont finalement à l'origine des périodes d'augmentation ou de stabilité du pouvoir d'achat, ainsi que les variations de l'activité.

Si le problème est de savoir quelles hausses de salaires sont compatibles avec la stabilité des prix, il semble donc que la discussion pourrait utilement être plus ample que ne l'a été jusqu'à présent la correspondance entre les Pouvoirs publics et le C. N. P. F.

Le mécontentement des syndicalistes exclus du « concert » dans un domaine qui est légalement le leur est bien légitime. Il ne suffit pas que le Ministre du Travail affirme — après coup — que le Gouvernement n'a nullement l'intention d'entraver les applications de la loi sur les conventions collectives et la libre discussion des salaires. Il faudrait que la politique gouvernementale ne soit plus contradictoire, mais concertée.

En attendant, le patronat de la métallurgie parisienne affirme sa volonté de se conformer aux directives du Premier ministre.

Après ce procédé provocant et dédaigneux des réactions ouvrières, dans le secteur privé comme dans le secteur public, le climat social s'alourdit, le mécanisme d'une agitation sociale en chaîne s'est déclenché et se manifeste par des grèves limitées, multiples et diverses.

C. V.

Mohammed V. **La disparition soudaine de Mohammed V risque de précipiter la crise marocaine, latente depuis un an. La personnalité, le prestige, la situation historique du Roi présentaient un caractère excep-**

tionnel qui interdisent d'augurer de la continuité de la politique marocaine, et même du régime.

Né en 1909, Mohammed V a connu le protectorat dès l'âge de trois ans. Il a grandi, dans l'atmosphère féodale et traditionaliste que Lyautey s'efforçait de maintenir. Mais il a vu en même temps le pouvoir réel passer entre les mains de l'administration française et le capitalisme occidental bouleverser la vie économique du Maroc. Lorsque, à dix-huit ans, il fut désigné par le résident général Steeg pour succéder à son père, c'était parce qu'il semblait le plus docile des Alaouites. Tout au contraire, il lutta passionnément pour conserver les prérogatives du trône et sut résister aux pressions et aux menaces. Privé de pouvoir temporel effectif, il s'appuya sur son prestige religieux de chef des croyants, descendu de Mahomet.

C'est ce rôle religieux qui, joint à l'exil subi pendant deux ans à Madagascar, maintint l'unité du peuple marocain autour de son souverain, lorsqu'en 1955 la liberté lui fut rendue. Mais Mohammed V se trouvait brusquement confronté aux redoutables problèmes de l'indépendance. Ouvert aux idées occidentales (il scandalisa son entourage par l'éducation libérale qu'il fit donner à ses filles), il manquait cependant de la formation nécessaire pour conduire son pays au niveau économique du monde moderne. Remarquable diplomate, il demeurait foncièrement hostile à la démocratie. C'est pourquoi il ne cessa de refuser une assemblée constituante élue, et imposa le gouvernement de son fils après un bref ministère de gauche, privé d'ailleurs de toute efficacité.

Hassan II prend le pouvoir en des circonstances particulièrement difficiles. Aucun des problèmes économiques dont la solution immédiate s'imposait il y a cinq ans n'a été tranché. La misère populaire est pire qu'au temps du protectorat. La puissance des forces de gauche, représentées essentiellement par l'Union marocaine du travail (syndicats) et l'Union nationale des forces populaires (parti politique), n'a cessé de se renforcer. La grève générale du 25 mars 1960 a marqué une date dans la vie politique du Maroc.

Or, si le nouveau roi présente l'avantage d'avoir reçu une formation moderne, s'il est actif et intelligent, en revanche il ne possède ni la popularité, ni le prestige religieux de son père. Les scandales de sa vie privée, la médiocrité des hommes qui l'entourent, l'autoritarisme qu'il a manifesté comme Premier ministre, enfin sa collusion avec les éléments français les plus dis-

crédités de l'ancien protectorat, lui interdisent de prendre simplement la suite du souverain disparu.

Ou bien Hassan II désignera un ministère d'union nationale véritable, fera élire une assemblée constituante et acceptera un régime démocratique, dans lequel son rôle d'arbitre ne serait nullement négligeable. Ou bien il choisira l'épreuve de force et, s'appuyant sur la police et l'armée, tentera d'établir une dictature. Dans ce cas, le conflit avec les forces populaires éclatera et le Maroc connaîtra des jours sombres. Deux autres choix s'imposent au jeune souverain : entre le neutralisme pratiqué par son père et voulu par la gauche et les syndicats, et l'intégration dans l'O. T. A. N., vers laquelle il penche personnellement ; entre le maintien de la police et de l'armée françaises et leur départ qu'exige la gauche.

J. C.

J. F. K. vers la nouvelle frontière.

Los Angeles. — Décidément, J. F. K. (le Président John Fitzgerald Kennedy) doit beaucoup à F. D. R. (Franklin D. Roosevelt). Très consciemment, le Président actuel modèle son attitude sur celle de son illustre prédécesseur à la Maison Blanche. Ce dernier avait lancé le slogan du **New Deal**; maintenant on nous parle de **New Frontier.** Le slogan fut prononcé pour la première fois par le sénateur Kennedy, lorsqu'il reçut l'investiture de son parti avant les élections présidentielles. C'est maintenant le mot d'ordre qui inspire la nouvelle Administration et qui doit galvaniser le peuple américain. Il est habilement choisi car, tout en évoquant les temps héroïques où les pionniers faisaient sans cesse reculer vers l'Ouest la frontière des Etats-Unis, il oppose un idéal d'expansion et de marche en avant à la stagnation qui marqua les huit années de l'Administration Eisenhower.

Le slogan de la Nouvelle Frontière a évidemment une application immédiate dans le domaine économique. Psychologiquement, on peut dire qu'il a déjà eu d'heureux effets : les hommes d'affaires ne vont plus s'interrogeant sur l'aggravation de la situation ; ils ne discutent plus que de la date de la reprise : dans trois mois ? dans six mois ? En attendant, un programme d'urgence d'aide aux chômeurs a été institué. Des mesures sont prises pour abaisser au-dessous de 5 % la proportion des sans travail qui atteint pour le moment 6,6 %. Kennedy aurait voulu

faire passer de **un dollar** à **un dollar vingt-cinq** le salaire horaire minimum. Mais une coalition des Républicains et des Démocrates du Sud l'en a empêché à une voix de majorité. Il faudra donc se contenter de **un dollar quinze.**

Pour qui s'attendait à un Kennedy « socialisant », les mesures économiques et financières envisagées par l'équipe de la Nouvelle Frontière ne laissent pas d'être surprenantes. En bon politique, le Président se pose comme un **centriste** — le terme est de lui — et il n'a nullement l'intention de dérouter l'opinion par des mesures révolutionnaires. Il a choisi comme conseiller économique un professeur de l'Université de Minnesota : Walter W. Heller, qui se présente lui-même comme **pragmatiste.** C'est un homme qui croit que des mesures gouvernementales viendront facilement à bout de la récession actuelle sans bouleverser pour cela le principe sacro-saint de la libre-entreprise. Une des principales mesures qu'il préconise pour stimuler l'économie est une réduction de l'impôt sur le revenu qui du taux actuel de 20 %-91 % du revenu imposable passerait à celui de 14 %-60%. Or c'est exactement ce que depuis plusieurs années, préconisent les économistes les plus conservateurs.

Dans le domaine des salaires, l'Administration Kennedy ne semble pas du tout disposée à céder à la pression syndicale et à accorder des augmentations déraisonnables. Le Secrétaire d'Etat au Travail, l'ancien militant syndicaliste Arthur Goldberg, qui d'emblée s'est taillé un beau succès en réglant la grève des mécaniciens de l'aviation, s'attire maintenant les critiques du Président de l'A. F. L.-C. I. O. tandis que les milieux patronaux rendent hommage à sa loyauté. Quant au frère du Président, Robert Kennedy, il s'est donné pour tâche, à la Justice, de combattre aussi bien les entorses aux lois commises par le Big Business que les excès de toutes sortes des gangs syndicaux.

Au Secrétariat à la Santé et à l'Enseignement, l'ancien gouverneur du Connecticut Abraham Ribicoff occupe un avant-poste important de la Nouvelle Frontière. Le budget qu'il soumet au Congrès est en augmentation de deux milliards et demi de dollars : parmi les mesures envisagées figure l'hospitalisation gratuite des vieux travailleurs, un des points les plus discutés de la dernière campagne électorale.

Un million de dollars sont prévus au titre de l'aide fédérale pour la construction des écoles et l'augmentation du salaire des professeurs. Il en résulte une situation tout à fait paradoxale pour le premier Président catholique des Etats-Unis : les cardi-

naux et les évêques s'indignent en effet que rien ne soit fait en faveur de l'enseignement libre. Kennedy leur répond, qu'aux termes de la Constitution, il ne peut absolument rien pour les écoles privées, même sous la forme de bourses d'études. Dans ces conditions, lorsque ce chapitre du budget sera présenté au Congrès, le clergé catholique risque de trouver plusieurs alliés pour faire échec au projet du Président et de son Secrétaire : ceux qui par principe s'opposent à toute aide fédérale à l'enseignement (considéré comme l'affaire des Etats) et ceux qui craignent que ces subsides ne permettent au gouvernement fédéral d'intervenir activement en faveur de la déségrégation scolaire.

Tout dans le programme de la Nouvelle Frontière est raisonnable et modéré. Le jeune Président semble vouloir faire oublier sa jeunesse et s'imposer tout de suite par la maturité de son jugement. Il ne se montre guère juvénile que par le plaisir évident qu'il prend à exhiber ses enfants et à semer les gardes du corps chargés de sa protection. Il l'est peut-être aussi lorsqu'il crée le **Peace Corps** (Bataillon de la Paix), placé sous la direction de son beau-frère R. Sargent Shriver. Il s'agit d'un organisme entièrement nouveau qui va recruter des volontaires âgés de plus de dix-huit ans pour aller porter à l'étranger un vivant témoignage de la bonne volonté américaine. Les volontaires du **Peace Corps** donneraient gratuitement leurs services, dans le domaine technique, médical ou éducatif, à des pays sous-développés qui en feraient la demande (on pense surtout à l'Afrique et à l'Amérique latine). Des milliers de demandes ont aussitôt submergé les bureaux de R. Sargent Shriver, émanant surtout de jeunes étudiants. Les sceptiques ont fait remarquer les énormes difficultés que rencontreront les volontaires : entraînement préalable, apprentissage de la langue du pays, risques de santé et de sécurité. Cependant, bien conduite, l'idée d'exporter autre chose que des militaires, des commerçants, des diplomates et des touristes, pourrait avoir un rôle appréciable dans l'amélioration du prestige américain dans le monde.

J. P.

La stratégie de paix de M. Kennedy...

La diplomatie internationale est incertaine. Chacun d'attendre et de voir comment le jeune premier Kennedy s'engagera. Celui-ci et son administration hésite à définir nettement sa politique, affronté aux réalités depuis seulement

deux mois. James Reston, du « New York Times », écrit : « Mélange bizarre d'idéalistes et de cyniques, de libéraux et de conservateurs, de professeurs et de politiciens, cette administration n'a pas eu le temps de marier ses divers éléments, de dégager une hiérarchie des problèmes, de telle sorte que sa politique est un jour audacieuse, le lendemain prudente, un jour réaliste, le lendemain fruit du rêve et de considérations morales... Un des charmes de cette administration, est la naïve confiance qu'elle manifeste en elle-même. Ces derniers huit jours, elle s'est occupée de sauver le Laos, de libérer l'Angola, de bannir la pauvreté et la maladie d'Amérique Latine, de coordonner les politiques économiques et financières en Europe. C'est là un excellent travail, mais il faudra au Seigneur le soin de s'en occuper pour le mener à terme. Quelqu'un quelque part devra bien un jour dresser la liste par priorité des problèmes à résoudre. » Critique facile d'une administration qui hérite d'une telle masse de questions pourries comme le Laos neutraliste, qui fut jeté dans la crise par l'ancienne politique américaine. Kennedy vient de faire un faux pas sur cette question : Après avoir menacé comme M. Dulles, devant les réserves de l'Angleterre et de la France, il tente de revenir à la neutralité d'antant, sans trop perdre la face.

En attendant, plus instructif est la lecture du livre du Président : The Strategy of Peace, présenté par Allan Nevin, édité par Harper et Brothers, en 1960.

Le livre commence par ce sombre raccourci. « Nous allons de crise en crise pour deux raisons : parce que nous n'avons pas encore développé une stratégie qui convienne au monde nouveau ; parce que nous n'avons pas payé le prix qu'exige cette stratégie de paix : un prix qui ne se mesure pas seulement en argent et en préparation militaire, mais en faculté d'intervention sociale, en endurance morale et en courage physique... Il faut démontrer que l'organisation des hommes et des sociétés sur la base de la liberté humaine n'est pas une absurdité, mais une œuvre enrichissante, ennoblissante et possible. »

« Encore faut-il en convaincre tous les Américains, leur rendre la foi dans ces idéaux pour les mobiliser entièrement alors que des attitudes, des platitudes et des béatitudes ont pris la place de l'intelligence critique, vigilante, allant au devant des événements. »

La politique offensive de M. « K » l'exige.

Une incompatibilité de base se manifeste entre l'U. S. A. et l'U. R. S. S. : « Nos intérêts nationaux de base et leurs intérêts nationaux de base se heurtent en Europe, au Moyen-Orient et

tout autour du monde... Nos aspirations d'être le plus puissant bouclier du monde libre se heurte à leur aspiration d'être le plus puissant leader du monde communiste. »

Il faut donc trouver de nouveaux terrains de préoccupations communes : alléger le fardeau des armements, la crainte d'un conflit mondial, la volonté de garder à l'intérieur du club des trois l'arme atomique et d'en suspendre les essais, collaborer pour le progrès scientifique et économique de l'humanité.

Kennedy est très net sur le danger pour la sécurité des Américains de voir la bombe atomique en d'autres mains. Aussi net sur le besoin du désarmement nucléaire « alors que nous avons déjà de quoi anéantir sept fois l'humanité ! »

Mais les Etats-Unis auront une période d'infériorité de 1960 à 1964, le « missile Gap », vis-à-vis des Russes, en matière de fusées porteuses à tête atomique. Ce qui permettra aux Russes — non de faire la guerre — mais par leur prestige d'étendre leur zone d'influence.

Il faudra une stratégie pour temps difficile, celle du plus faible, « qui exploite à fond les avantages qui nous restent et les faiblesses de l'adversaire... Nous n'y sommes plus habitués. »

Kennedy pense pouvoir utiliser la supériorité de l'U. S. A. sur le plan industriel pour se faire des amis en Tunisie et aux Indes, par exemple ; sur le plan idéologique, « les idées révolutionnaires de la Déclaration d'Indépendance peuvent être exportées et conduire les mouvements nationalistes contre les impérialismes de toute nature ».

Les conséquences en seront l'aide accrue aux pays sous-développés, l'assouplissement et l'élargissement de cette aide aux satellites de l'Europe orientale, à la Pologne en particulier, toujours à l'Indochine et demain à l'Algérie.

Il accuse bien entendu la politique américaine de M. Dulles qui après avoir encouragé et attisé la rébellion ouverte d'un peuple sans défense, se garde bien d'intervenir à Budapest, et lâche les insurgés. Il faut donc trouver une autre politique que la provocation à la libération violente qui a fait couler tant de sang inutilement. Il faut changer de tactique, détacher les satellites par l'aide économique, les contacts, les relations culturelles...

Nous nous réjouissons que M. Kennedy discerne avec un bon sens averti, comme des points d'accord possibles avec la Russie de « nouveaux terrains de préoccupations communes ». Ce sont les bases d'une politique réaliste, de détente et de coexistence.

Plus inquiétant est son manichéisme sans réserve (est-il naïf ou électoral ?) qu'il exprime dans sa vision de l'incompatibilité entre le monde libre et celui dit communiste. Dans son fond, c'est la vision de M. Dulles, tempérée et plus intelligente.

Enfin nous sommes étonnés de la naïve illusion qu'il semble se faire sur l'attrait que le capitalisme et la démocratie « révolutionnaire » américaines peuvent exercer sur les Démocraties populaires et les sous-développés ! Pourtant l'expérience est là. Après avoir écrit : « Les Etats-Unis, la plus riche des nations sur la terre, n'ont pas donné de nouveaux espoirs aux nations les plus pauvres. » Il semble croire que les échecs de l'aide et de l'exportation de la démocratie ne seraient dus qu'aux maladresses de ses prédécesseurs, d'où l'initiative du « Peace Corps ». Mais ce capitalisme et cette démocratie semble très mal répondre aux problèmes à résoudre chez les peuples attardés. C'est une illusion qui pourrait coûter cher à la politique mondiale.

Sur le problème allemand, s'il est prêt à se battre pour Berlin, il pense que les Russes n'attaqueront pas. Mais « tenteront de nous étouffer peu à peu et ce sera un test de nerfs et de volonté. De toutes façons, ce sera un bien long procés. « Aujourd'hui, il me semble difficile de sortir les fusées de l'Allemagne et l'Allemagne de l'O. T. A. N... les nations d'Europe seraient découragées et basculeraient dans le neutralisme... Aujourd'hui le désengagement ne représente plus une politique de remplacement ».

Ajoutons que ce n'est plus comme base de lancement que l'Allemagne reste nécessaire aux Etats-Unis. « La sécurité des E. U. et la paix du monde dépendront de notre aptitude à lancer des fusées depuis les E. U.... ou par des sous-marins Polaris largement dispersés... » Cette observation incite à croire qu'il pense qu'à la fin de 1961, les E. U. auront retrouvé la sécurité et pourront négocier dans une position de non infériorité. Le président désirerait dans ce cas, gagner du temps.

Politique inquiétante par son ambiguïté qui peut nous conduire au pire ou d'où peuvent sortir la détente et le désarmement qui est notre réelle sécurité. Avec l'entrée sur la scène internationale du président Kennedy, le dialogue entre les deux grands va reprendre, la vie internationale va bouger. Si notre politique internationale et l'opinion française se réveillaient, elles pourraient jouer un rôle important dans l'orientation de cette évolution vers la paix.

M. V.

NAZARIN *

Buñuel est, parmi les réalisateurs contemporains, un des ceux, qui à travers des thèmes très divers, restent fidèles à une certaine écriture. Du « Chien andalou » et de « L'Age d'or » des années 25-30, jusqu'à « La Mort en ce jardin » et « Nazarin », en passant par « Cela s'appelle l'aurore » (d'après Roblès), « Los Olvidados » et les « Aventures d'Archibald de la Cour » (1), l'œuvre de Buñuel a présenté des visages successifs : surréaliste, révolutionnaire, caricatural, virulent, grinçant, psychologique si l'on veut (ne disons pas « social ». Nous verrons pourquoi). Et maintenant c'est une compassion, une tendresse évangélique et humaine, que nous découvrons dans l'histoire de ce père Nazario, vrai disciple du nazaréen Et pourtant une unité de style demeure : une unité *poétique*, lien vivant, entre des contradictions. Il faut posséder le sens de la violence, le sens de la « racine du cri » ; il faut avoir été capable (rester capable) de la charge d'indignation la plus explosive devant la bassesse ; il faut avoir été capable de ce regard de chirurgien, prêt à trancher, de ce regard de radiologue qui voit l'os de mort à travers les chairs flasques et les viscères, la dureté impitoyable sous l'ordre bourgeois et policé ; il faut avoir *vu* véritablement, la souffrance, pour donner son prix à la

---

(*) Réalisation : *Luis Buñuel.*
Auteur : Perez Galdos.
Prise de vues : Fiqueroa.
Interprétation : Francisco Rabat, Marga Lopez, Rita Macedo.

(1) Je n'ai pas, et je m'en excuse, de chronologie de l'œuvre de Buñuel. Je ne fais allusion qu'aux films que j'ai pu voir.

endresse humaine, à l'instant fugace et hors du temps, 'instant angélique de l'amitié, de l'accueil, des matins, du ruit offert. Le mal continue, parfois même du fait des ılus purs. On pourra ne plus même espérer les lendemains ıui chantent : l'éternité demeure, l'éternité présente de la ugace joie. A moins d'avoir un cœur d'enfant, il faut une xpérience irrécusable du mal pour donner à la joie sa lénitude. Dreyer, Bergman, Buñuel sont capables d'at-eindre à cette pure beauté.

Si l'œuvre de Buñuel présente des aspects successifs, liés dans leurs contradictions mêmes, elle révèle, d'un autre oint de vue, des continuités. Par exemple, à certains gards « Nazarin » continue l'histoire du héros de « La Iort en ce jardin ». Ceux qui ont vu ce film n'ont pas ublié le calvaire du Père Lizzardi : mêlé en pleine forêt ierge à un groupe de fuyards, l'odieux petit curé du dé-ut devient vraiment un homme dans la misère de l'ex-rême agonie où il découvre le lien de compassion qui 'attache à un prochain qu'il n'a pas choisi et dont il par-age la mort. L'histoire du Père Lizzardi est celle d'un œur qui s'ouvre *enfin* à la charité. Le père Nazario est 'emblée, dans l'ordre de la charité. Dès le principe il orte sa soutane, non comme un académicien revêt son abit, mais comme un ouvrier met son « bleu » pour aller ı travail. Ce qui frappe, c'est le bon sens, la manière irecte dont il vit. Il est dans chacun de ses gestes comme n artisan dans son atelier, avec ses compagnons, avec s outils. Il est *chez lui* et non en visite, pauvre Mexi-ain parmi des pauvres Mexicains, mangeant le même aïs, parlant la même langue, baignant dans la même mi-re, volé comme eux par d'autres pauvres. Quand il n'est ıs totalement démuni, il partage. Quand il n'a rien, il emande et reçoit comme il donne — simplement.

Il ne cherche pas à démolir l'ordre social, mais agissant lon la charité, il devient suspect à ceux qui détiennent pouvoir. Nécessairement, il met les apparences contre i : Comment, étant chrétien, comment, étant humain, fuser asile et soins à une prostituée qui vient de rece-oir un coup de couteau ? Même — et surtout — si elle commis un meurtre ? Comment ne pas offrir son lit à ıe blessée ? Et comment alors ne pas émouvoir la hiérar-ıie ?

Nazario, dans son humilité, ne se justifie pas. Evangélique il se tait : il se désole seulement d'avoir pu choquer, par sa conduite, la mère de son supérieur, jusqu'ici bienveillant. Volé, dépouillé, son logis brûlé par celle qu'il avait recueillie, le pauvre Nazario renonce à l'habit, mais pas à la vocation : après tout, les apôtres ne portaient pas de soutane. Et il part comme pèlerin.

Ici se place une scène curieuse : Nazario est parti comme pèlerin. Il aide quand il le peut ceux qui en ont besoin. En retour il reçoit quelque nourriture.

Un jour qu'il avait faim, il arrive devant un chantier de terrassiers. D'abord rabroué par le contremaître, il lui demande seulement une galette de maïs en échange de ses services. Il déchaîne alors la colère des ouvriers qui savent combien difficile est l'embauche, même en acceptant des conditions dérisoires. Nazario fait donc ici figure de travailleur bénévole prenant la place et le pain d'un autre. Devant la colère des ouvriers, le contremaître sort son revolver ; les hommes se battent ; le sang coule. Nazario reçoit quelques pierres. Il secoue la poussière de ses sandales, taille une branche de coudrier et s'en va en regardant le ciel.

Nazario est un innocent. Mais l'innocence est interdite dans le monde politisé qui est le nôtre. Et il faut qu'il soit politisé et que les ouvriers exigent un salaire. Nazario, qui eut donné sa vie pour n'importe lequel de ces ouvriers, traverse en aveugle le monde de la solidarité et de la stricte justice. Il vit selon une autre dimension. Quelle que soit la pureté de son attitude, nous comprenons l'irritation des ouvriers.

Buñuel n'a pas insisté sur cette séquence, car elle importe peu dans l'optique du héros lui-même, mais pour le spectateur elle pose des problèmes si graves qu'il est difficile de ne pas s'y arrêter.

Nazario continue donc sa route, alternativement brutalisé — ce qu'il accepte — et vénéré avec une ferveur qui le gêne. Il faut reconnaître qu'il demeure parfaitement simple et ne fait rien pour encourager une adoration, toujours féminine, qui monte jusqu'à l'hystérie : on attend de lui un miracle. Dans une atmosphère de véritable délire, on l'amène auprès d'un enfant mourant. L'enfant gu

rit. Nazario ne veut pas s'attribuer un miracle de Dieu. Il fuit la foule mais deux femmes, dont l'une est fort belle (Marga Lopez) s'accrochent à lui afin, disent-elles, de « vivre saintement ». Et de fait elle ne ménagent pas leur peine pour soigner les pestiférés et aider Nazario quand c'est nécessaire. Celui-ci est visiblement encombré. Il semble qu'il n'ait jamais été conscient de l'ambiguïté des sentiments qu'il suscitait. Je dis bien « ambiguïté », car c'est la part d'amour vraiment pur, le désir éperdu de sainteté qui un moment a brillé dans l'âme des deux femmes qui a retenu Nazario de les chasser de son chemin.

La jalousie masculine éveillant délation et cruauté, le pauvre Nazario sera livré à la police, battu et blessé, couronné comme d'épines, d'un pansement ; il sera jeté en prison.

Et jusqu'à la fin se poursuit l'alternative du mépris et de l'adoration : contre la férocité de ses compagnons de geôle, Nazario trouve le dévouement du bon larron. La dernière séquence, enfin, nous montre Nazario marchant seul, tandis que le roulement des tambours du supplice va s'amplifiant. C'est alors qu'une femme dans un geste angélique de charité, tend au condamné un ananas frais cueilli, ultime et tendre offrande, fruit du paradis tropical.

Buñuel a, sinon suivi à la lettre le roman de Galdos, du moins respecté l'inspiration christique de l'auteur.

Mais Buñuel (avec Figuerra) a conféré aux images sa propre intensité, son sens poignant de la beauté et aussi de l'intolérable cruauté, qui, pareille à la sottise, confond apparence et réalité, faiblesse et pureté.

Devant la douceur extrême de Nazario, la brutalité, l'hypocrisie, la bassesse, se révèlent totalement. C'est alors l'humilié qui, aux yeux du public, condamne l'oppression, la rendant dérisoire précisément quand elle semble triompher.

La pureté de la grâce fait *éclater* les apparences. Doublement elle les révèle comme telles et les fait voler en éclats.

Buñuel n'est ni un pamphlétaire, ni un théoricien. Il est peintre et poète : il nous montre des êtres, des objets. A

l'espagnole, d'une manière tangible, concrète, révélant à la fois la réalité sensible et la réalité spirituelle, ou si l'on préfère la *sur*réalité et le *sur*naturel. Quand je vois un film de Buñuel, le mot « castizo » me vient à l'esprit. Castizo, spécifiquement espagnol. Buñuel est bien de ce peuple chez qui les mots terre, pierre, sang, chair, sont plus pierre, plus sang, plus terre, plus chair que partout ailleurs (le mot *oppression* aussi, hélas). Et quand les choses n'ont pas la densité et la chaleur de la vie, quand elles n'ont pas la dureté minérale de la mort, quand elles sont flasques et inconsistantes, qu'elles éclatent ! (ô surréalistes, ô dinamiteros, les bouffissures dictatoriales n'ont pas toutes éclaté, « L'Age d'or » n'est pas revenu !). Alors si l'impérissable *est*, qu'il se révèle au-delà des éclatements, au-delà du rien, dans l'expérience même du rien. Ces trois aspects caractéristiques de l'Espagne : réalisme violent, surréalisme et mystique, nous les trouvons chez Buñuel.

Les premiers films surréalistes brisaient les convenances sociales, les conventions du langage, la continuité logique de la pensée. Ils cherchaient dans la spontanéité onirique, l'écriture automatique, des découvertes foudroyantes. L'image célèbre (dans « Un chien andalou ») de la terre partagée en deux par un nuage amène celle de l'œil coupé, et de l'œil *ouvert* d'un coup de rasoir. Mais tandis qu'à la même époque, le René Clair surréaliste dans « Entracte » donnait une joyeuse parade, Buñuel plongeait brutalement « dans un désespoir affolé et affolant, une révolte anarchique, des appels simultanés à Lénine et au Dalaï Lama, la condamnation pêle-mêle de l'argent et du travail, de la religion et de la raison, de l'Occident et de la civilisation (1). Malgré les outrances de jeunesse, il y a là un cri tragique de colère, de rage impuissante. Buñuel surréaliste est frère de Picasso beaucoup plus que de Salvador Dali : le Picasso tragique de l'univers explosé de Guernica. Mais « Terre sans pain » ce documentaire terrible de la terre des Hurdes, « la plus misérable de la misérable Espagne » révèle une vérité brutale et intolérable. Et tout autant « Los Olvidados ». Alors nous trouvons Buñuel proche de Goya dont il a la tendresse du trait pour peindre

(1) Sadoul : Histoire du cinéma mondial.

eunes femmes, enfants, adolescents et la dureté impitoya-
ble devant la bassesse humaine. Pauvres ou riches, évêques repus ou mendiants (je pense à l'horrible aveugle des « Olvidados ») aucun n'est épargné. Réaliste comme Vélasquez (c'est l'homme et non un groupe social qui se révèle ainsi) il ne dissimule rien des misères physiologiques et des difformités : les mains de Vélasquez, les pieds-bots de Ribera, nous les retrouvons dans l'œuvre de Buñuel. Mais que l'austère élan du cœur arrache les âmes, alors nous trouvons extatiques, des visages de Ribera, de Gréco, des visages de flamme.

Réalisme, surréalisme, exigence contre toute logique, contre toute sagesse d'un surnaturel manifeste, ce sont là aspects sinon complémentaires, du moins profondément liés.

Regarder en face les violences, les hypocrisies, les conformismes. Détecter ce qui sonne faux, désarticuler l'ordre du conventionnel, traverser ce que Simone Weil appelle « l'athéisme purificateur », ce sont autant d'ascèses. Nazario exprime alors l'attente du pur jaillissement, l'attente tragique malgré les instants de grâce : l'enfant sauvé, l'amitié du compagnon de geôle, l'offrande du fruit. Mais que cela est fugace ! Reste encore la mort. La mort à traverser. L'angoisse qui occupe l'âme tout entière : les roulements des tambours du supplice sont moins un bruit extérieur que le grondement de l'âme envahie par la terreur. Le père Nazario ne finit pas sa route dans l'extase de la joie. Nous le quittons cheminant vers sa mort.

L'œuvre de Buñuel n'est pas comme celle de Bernanos l'expression d'une foi totale. Il ne dit pas comme le curé de campagne : « Je suis réconcilié. Tout est grâce. »

Buñuel nous arrête devant la créature à l'instant du cri : « Eli lama sabbactani ». L'instant de l'extrême souffrance de l' « Ecce Homo ».

Thérèse MILHAUD.

C. PIERRE

L'indépendance du Congo vue de Belgique *

1951

Conversation à La Haye avec un fonctionnaire hollandais. Je lui demande ce que représente l'Union néerlando-indonésienne qu'a créée le traité consacrant l'indépendance des Indes orientales. Rien, me répond-il, il faut s'attendre à la rupture des derniers liens juridiques entre les deux Etats (1). Mon interlocuteur poursuit : Votre tour viendra, pas tout de suite, mais plus tôt que vous ne pensez. Que voulez-vous ? la Révolution française a lancé l'idée de nationalisme ; rien ne l'arrêtera.

Lorsqu'on a vu brûler sa maison (ou les dépendances) on incline inévitablement à généraliser les dangers d'incendie. Mais le Congo n'est pas l'Insulinde. Il n'a pas subi la guerre et l'occupation, les Blancs n'y ont pas perdu la face, les populations d'Afrique centrale sont loin d'atteindre le niveau raffiné des Indonésiens. Vers la fin du siècle peut-être...

---

* Ces notes, écrites par un Belge de la métropole (un *Belgicain* comme disaient parfois les Blancs du Congo), visent moins à retracer l'historique de l'émancipation du Congo qu'à refléter l'évolution des esprits en présence d'événements imprévus et en partie imprévisibles.

(1) Cette union n'allait d'ailleurs pas tarder à se dissoudre sans bruit.

On ignore complètement, en Belgique, que la préhistoire de l'indépendance congolaise a commencé en 1950, avec la fondation de l'Abako (Association des originaires du Bas-Congo) par Joseph Kasavubu. Ce groupement ne s'était d'ailleurs assigné que des objectifs culturels à ses débuts.

1952

Rencontre œcuménique en Allemagne, entre Européens et Américains, au sujet de ce que l'on appelait à l'époque les territoires non-autonomes. Les conseils simplistes des Américains ne sont pas faits pour nous ouvrir les yeux : Proclamez la république au Congo et partez.

Cela voulait dire en tout cas que le jour où les Noirs seraient sensibles aux propagandes étrangères ou s'agiteraient spontanément, les Etats-Unis s'abstiendraient de soutenir les puissances coloniales, même de bonne volonté.

1953

Une résidence princière va être construite pour le gouverneur général, à Léopoldville, sur un promontoire admirablement situé. Sa construction s'étendra sur plusieurs années. Personne n'imagine que, modifié à la hâte en 1960, le bâtiment abritera le premier parlement congolais — du moins pendant les quelques semaines de son existence effective.

L'idée s'accrédite en Belgique qu'instruits de l'expérience des autres, nous saurons éviter des déboires semblables. Nous croyons avoir choisi le juste milieu entre les méthodes impérieuses des Hollandais et l'indolence des Portugais. Il nous paraît dangereux de conférer des droits aux Blancs d'Afrique, comme le font la France et l'Angleterre. Au Congo, Blancs comme Noirs sont soumis à un régime d'autorité. Pas d'ultras, pas de nationalistes. Nous comprenons mal également une certaine familiarité latine entre Européens et Africains, avec comme forme extrême les mariages mixtes. Le Belge n'est cependant pas raciste ;

il lui semble simplement que certaines distances ne peuvent se combler que peu à peu. Par malheur, moins l'écart est grand, plus il est ressenti par les Blancs.

Les spécialistes enseignent que le petit noir, très précoce, dépasse difficilement onze ou douze ans comme âge intellectuel. Ils déconseillent la venue de Congolais en Belgique : déracinement, vie trop facile, mauvaises rencontres politiques... De fait, on ne voit guère à Bruxelles que quelques anciens boys ramenés par leurs patrons.

1954

Le gouvernement catholique homogène est remplacé par une coalition socialiste-libérale. Pour la deuxième ou troisième fois seulement depuis 1908, le portefeuille des colonies est entre des mains de gauche. La déclaration ministérielle ne s'étend guère sur le Congo. L'opinion n'en demande pas davantage. Les anticléricaux se montrent satisfaits de l'introduction de l'enseignement laïc en Afrique (vivement souhaitée d'ailleurs par les indigènes protestants, surtout pour l'enseignement moyen). La solidarité de l'administration, des sociétés et des missions catholiques est entamée. Le Vatican n'a pas manqué de saisir l'occasion qu'offrait la conjoncture politique.

L'université catholique de Louvain fonde Lovanium à Léopoldville. C'est le premier établissement d'enseignement supérieur au Congo. Ses magnifiques installations constituent un acte de foi dans l'avenir. Les premiers étudiants seront rares ; si l'enseignement primaire atteint 1 200 000 élèves, le plus fort pourcentage de toute l'Afrique (Côte d'Or exceptée), les écoles secondaires sont encore très peu nombreuses. L'Eglise catholique s'est surtout attachée à créer des séminaires, et les missions protestantes manquent de personnel qualifié.

Les premiers athénées (équivalents belges des lycées) apparaissent. Les Flamands du Congo exigent des sections flamandes pour leurs enfants, ce qui se conçoit. Il est moins défendable qu'ils prétendent imposer la connaissance du néerlandais aux Congolais. Motif : tout Belge qui se rend au Congo doit être compris des habitants. Une

telle revendication ne se situe pas à contre-courant des idées généralement admises au sujet de nos territoires d'outre-mer. On n'hésite pas à y transporter les conceptions, voire les antagonismes de la métropole. Il est vrai qu'une certaine façon de considérer le Congo comme une sorte de chasse gardée — une capucinière disent d'aucuns — empêcherait tout progrès. Comment sortir de ce dilemme ?

1955

Un gallup sur les pays où l'on chercherait refuge en cas de guerre civile révèle un fort pourcentage en faveur du Congo « parce que c'est tout de même la Belgique », précisent certaines réponses.

La même confiance se manifeste pour les capitaux. L'Union minière cote près de 80 000 francs belges (contre 18 000 en 1961).

Le roi Baudouin parcourt dans l'enthousiasme les diverses régions d'un pays immense (1). Il y apprend à sourire. Le souverain a tenu à ce que des Noirs, et leurs épouses, soient invités aux réceptions. A son retour le Roi insiste sur le développement des relations humaines. Suffit-il en effet que nous « les » alimentions, soignions, logions convenablement, ou tout au moins mieux que leurs ancêtres ou leurs voisins ?

Une revue catholique, comparable à *Esprit* mais moins à gauche, fait observer que les Congolais attendent désormais des réformes.

Quoi qu'il en soit, les liens entre métropole et colonie paraissent renforcés. Un discours royal a pu parler de « souveraineté sans partage ». On ne craint que les visées américaines qui seraient favorisées par les missions étrangères. A l'O. N. U. la délégation belge fait valoir inlassablement que notre pays s'est implanté sans guerre en

(1) Quatre-vingts fois la Belgique, mais peuplé de seulement 4 millions d'habitants. Le Ruanda-Urundi, moins de deux fois le territoire de l'état mandataire, en compte près de 4 millions.

Afrique, par une série de traités conclus entre Léopold II et les chefs indigènes ; elle souligne que parmi nos détracteurs se trouvent des Etats traitant fort mal leurs minorités autochtones, tandis que d'autres se livrent encore à l'esclavage.

A la fin de l'année, un professeur de l'Institut supérieur des Territoires d'Outremer, à Anvers, propose un plan de trente ans qui amènerait à proclamer l'indépendance du Congo en 1885, un siècle exactement après la création de l'Etat dont Léopold II avait été le souverain absolu (1). On hausse les épaules et M. Van Bilsen est menacé de révocation. Ce n'est pas le principe de l'indépendance qui effraie. L'Afrique suivra inévitablement l'Asie, mais l'Afrique centrale, moins évoluée, ne s'émancipera qu'en dernier lieu. Il semble d'ailleurs qu'une fois acceptée l'idée que la période belge aura une fin, on puisse se dispenser de tout autre effort d'imagination pour longtemps. Et pourquoi fixer un terme ?

1956

Vu plusieurs familles coloniales en congé. Le Congo reste généralement un pays de rêve, impression qui n'est pas seulement due aux traitements élevés et au confort étonnant des grands centres. Pays attachant, beauté du ciel d'Afrique, gentillesse des populations (1). Du mépris toutefois chez certains Blancs, et presque tous se plaignent que les Noirs des villes se montrent de plus en plus exigeants, arrogants parfois.

Un groupe de catholiques sous la direction de J. Iléo publie le manifeste de Conscience africaine : « Nous voulons être des Congolais civilisés, non des Européens à peau noire... »

---

(1) Le Congo n'est devenu colonie belge qu'en 1908, par donation royale. L'union avec l'Etat indépendant, créé en 1885, était purement personnelle.

(1) Tout le monde, sans distinction, vante l'éducation dispensée par les missions protestantes : honnêteté, sobriété, formation professionnelle.

Fondation de l'Université d'Etat à Elisabethville, pendant, il faut bien le dire, indispensable (et bilingue) de Lovanium. Ainsi les composantes de la société belge se trouvent fidèlement reproduites en Afrique. On parle d'une troisième université au Ruanda-Urundi.

La langue générale demeure le français (à côté des quatre grands idiomes indigènes). Les Flamands demandent de façon de plus en plus pressante l'égalité linguistique. Les Congolais préfèrent être initiés en second ordre à l'anglais, qui leur ouvre la moitié de l'Afrique.

1957

Aux meilleurs temps de l'entre-deux-guerres, il n'y avait au Congo que 30 000 Blancs, hommes seuls en général dont un tiers d'étrangers. On en compte à présent près de 120 000 (dont 100 000 Belges). Peu de colons, sauf dans les régions montagneuses de l'est. Le pays est calme. Des amis me confirment que la révolte Mau-Mau n'y a eu aucune répercussion.

Le regret est souvent exprimé que les autorités se refusent à envisager une politique de peuplement.

Le gouvernement met à son programme la réalisation d'une « communauté belgo-congolaise », sans en définir cependant les formes ni le contenu. On aurait pu se demander, soit dit rétrospectivement, si pareil projet ne requérait pas que de nombreux Congolais viennent en métropole et prennent contact avec d'autres Belges que ceux du Congo, tendus par le souci de faire fonctionner et de moderniser un pays aussi vaste et encore neuf (1).

Le 16 juin, les supporters d'une équipe de football congolaise lapident les voitures européennes au sortir du stade de Léopoldville. Avertissement pour les uns ; incident pour les autres. Les valeurs coloniales baissent lentement depuis plusieurs mois ; on explique le fait par le rapatriement de capitaux, le risque d'une guerre en Europe

---

(1) L'exploration du Congo ne remonte qu'à 1876. A la veille de l'indépendance il devait s'y trouver 40 000 Belges actifs.

s'étant réduit. Un discours royal annonce la décision de construire le barrage d'Inga, énorme entreprise qui permettra l'industrialisation de tout le Bas-Congo.

Le statut des villes, à l'étude depuis de nombreuses années, est enfin adopté. Les premières élections ne sont pas favorables aux Belges, note un journal parisien à notre déplaisir. L'Abako remporte un net succès à Léopoldville: minimisé par le gouvernement.

Signes de changement. Il est encore mal vu de recevoir des Noirs chez soi, me disent des coloniaux, mais certains s'y risquent depuis quelque temps, prenant la précaution de donner congé à leur boy, qui n'apprécierait guère de devoir servir un autre Africain. Les Européens se plaignent de la partialité de la justice, à leurs yeux trop attentive aux doléances des indigènes, qui bernent parfois les autorités. Il peut se faire qu'un banal accident de circulation suscite l'hostilité de la foule envers l'automobiliste européen, eût-il un chauffeur congolais. En somme, amélioration à certains égards des rapports entre Blancs et Noirs, mais aussi plus de nervosité de part et d'autre.

1958

Un ministère catholique succède, en juin, au gouvernement socialiste libéral. On trouve difficilement un titulaire pour le département des Colonies, devenu celui du Congo et du Ruanda-Urundi. Le gouverneur général Pétillon accepte finalement le portefeuille. On sent confusément qu'une orientation nouvelle est indispensable. Le ministre décide la création d'un groupe de travail. Peu rompu aux détours du sérail politique, il cède la place dès l'automne à M. Vran Hemelryck qui vient de réussir, par le « pacte scolaire », à résoudre une question pendante depuis un siècle. Le nouveau ministre annonce une déclaration solennelle au sujet du Congo pour le 13 janvier 195[illegible] En octobre le gouvernement belge s'était plaint que le général de Gaulle ne l'avait pas averti avant de prononcer son discours de Brazzaville.

Venue massive de Congolais pour l'Exposition (1). Pour la première fois, hormis le brassage de la force publique, ils ont l'occasion de rencontrer des compatriotes d'autres régions avec lesquels ils communiquent en français. Je reçois un Mukongo (singulier de Bakongo) qui me fait un vif éloge de l'œuvre accomplie par les Belges ; il regrette seulement que ceux d'Afrique n'aient pas l'aménité de ceux d'Europe. Il est évidemment facile d'être aimable avec un hôte de passage, mais je suis frappé par le sentiment d'humiliation qu'évoque mon visiteur (2). La sympathie qu'il exprime envers la Belgique ne m'en paraît que plus probante. Un ami malgache me confirme à la même époque que le Congo belge laisse une impression extraordinaire de dynamisme économique et social.

Vu à la vitrine d'un libraire « Vers l'indépendance du Congo et du Ruanda-Urundi » par A. A. J. Van Bilsen.

1959

Le dimanche 4 janvier, la cité européenne de Léopoldville est sauvée du saccage par la force publique, qui demeurera disciplinés pendant plus d'un an encore. Cent cinquante morts. L'opinion belge est consternée. Un débat au Parlement se déroule dans une atmosphère de stupeur. Il semble que la manifestation qui a dégénéré en émeute a surpris les dirigeants de l'Abako eux-mêmes, responsables cependant d'une agitation latente.

La déclaration gouvernementale, revue en hâte, n'en est pas moins faite à la date prévue. Texte long et compliqué, annonçant l'instauration d'un régime démocratique au Congo. Elle est précédée d'un message royal, plus simple et plus net, contenant la promesse de l'indépendance « sans atermoiements funestes mais sans précipitation inconsidérée ». Pour la première fois il est question de

(1) L'année 1958 avait été choisie notamment parce qu'elle coïncidait avec le cinquantième anniversaire de l'annexion du Congo. La commémoration se fit en sourdine devant les objections de certains Etats participants d'Afrique et du Proche-Orient.

(2) A vrai dire les Européens qui toisaient les Noirs ne paraissaient si nombreux que parce qu'ils se trouvaient souvent à des postes voyants : comptoirs, guichets...

« deux pays ». Je me procure l'ouvrage qui paraissait encore utopique quinze jours plus tôt.

Kasavubu et quelques autres sont arrêtés. Le ministre les fera transférer en Belgique et tentera vainement d'engager un dialogue. Les poursuites sont abandonnées faute de preuve.

L'Abako trouve bientôt des émules. Les journaux belges, qui naguère ne donnaient au sujet du Congo que des nouvelles économiques ou folkloriques, révèlent peu à peu l'existence de leaders tels que Tschombé, Kalondji, Lumumba. On apprend que ce dernier a participé à une conférence à Accra, à la fin de l'année 1958. Le ministre est résolu à acheminer le Congo vers l'indépendance. Il se heurte à la non-coopération des uns et à l'agitation des autres, et finira, au cours d'un voyage, par déclarer que l'heure de la fermeté était venue. Des colons, de leur côté lui ont lancé des tomates.

En Belgique plusieurs tendances s'annulent. Il est frappant que la gauche en soit réduite à émettre des slogans ou à rappeler que tel congrès proclamait déjà, il y a vingt ans, la nécessité de conduire le Congo à l'indépendance. Le désarroi, dû à un manque de préparation, est à peu près le même partout. Un temps précieux est perdu. M. Van Hemelryck démissionne en septembre. On dit qu'un plan de quatre ans a été jugé trop rapide par ses collègues. L'opinion s'habitue mal à renoncer à « notre Congo ». A la veille de le perdre elle mesure combien elle y était inconsciemment attachée.

Le nouveau ministre, M. De Schryver, annonce en octobre la mise en place des institutions prévues par la déclaration du 13 janvier. Il cède à la fin de l'année à la suggestion socialiste de convoquer préalablement une conférence de la Table ronde.

Comme son prédécesseur il se défie des fonctionnaires de l'époque coloniale et en est réduit à écouter des néophytes aux vues plus larges mais sans expérience.

Le Roi se rend soudain au Congo pour s'informer de la situation exacte et tenter de ranimer le loyalisme des Noirs. Il débute par la région la plus hostile, celle de Stanleyville où Lumumba a récemment provoqué de

troubles. Son courage physique en impose mais l'élan affectif de 1955 ne se renouvelle pas.

L'Abako, qui exigeait l'indépendance pour le 1er janvier 1960, s'en tient à recommander la désobéissance civile, comportant le refus de payer les impôts.

1960

LA Table ronde s'ouvre en janvier. Le Gouvernement paraît décidé à ne pas faire front. Au milieu de la conférence, le ministre offre soudain l'indépendance pour le 30 juin. L'opinion s'incline, résignée. Elle ne s'inquiète que de l'attitude mystérieuse de Kasavubu et d'étranges prétentions françaises et anglaises. Lumumba, sorti de sa prison, est déjà maître dans l'art de souffler le chaud et le froid : il rend hommage à la Belgique.

Reçu trois délégués ruraux. Ils considèrent l'indépendance à bref délai comme une folie mais n'ont pas osé voter contre. Nons sans sagesse, l'un d'eux, disons A., m'expose que son fils fait ses humanités anciennes et que dans dix ans il se trouvera en mesure de prendre le relais des Belges. C'est sans doute pourquoi les autodidactes d'aujourd'hui se montrent si pressés d'occuper les postes de commande.

La Table ronde s'achève dans l'euphorie. J'y crois comme presque tout le monde. Au stade où elle fut élaborée, elle ne pouvait être qu'une façade de discours, une méthode du XIXe siècle appliquée à notre époque violente. Les délégués congolais s'empressèrent d'ailleurs de déclarer qu'ils ne se considéraient nullement comme liés, ni par cette conférence, ni par la Table ronde économique qui suivit. A. m'écrit qu'il a fort à faire pour expliquer à ses électeurs que l'indépendance ne signifie pas la prospérité sans effort. Il est pessimiste et se sent isolé. Un missionnaire américain d'origine française estime également que l'aspiration irréfléchie à la liberté a gagné les masses.

Des amis du Congo doutent que les protestants jouent un rôle déterminant sur le plan politique. Ils n'y ont guère été préparés par les missionnaires à qui leur nationalité

étrangère imposait une grande réserve, accentuée chez certains par leurs positions fondamentalistes. Peu de temps avant l'indépendance, le Conseil protestant du Congo ne comportait encore que des Blancs.

Pourquoi les Belges ont-ils abandonné la partie ? Plusieurs raisons se sont conjuguées :

1) le sentiment d'être subitement dépassé par les événements (1) ;

2) la crainte de devoir soutenir une guerre coloniale, s'ajoutant à une campagne anti-militariste sans nuance (2) ;

3) la certitude — qui sera confirmée — de ne trouver que de rares appuis à l'extérieur (la France et l'Italie, mais ni l'Angleterre ni les Etats-Unis) ;

4) l'espoir, en gagnant de vitesse nos interlocuteurs, de les persuader de notre bonne volonté (3) et de notre nécessité (4).

Il n'y avait peut-être plus moyen d'agir très différemment après les occasions manquées de 1959. L'indépendance prématurée répondait à l'idéologie socialiste dans ce qu'elle a de sentimental et aux raisons que s'était faites le grand capital. On avait calculé que la perte intégrale du Congo n'entraînerait qu'une diminution de 3 à 5 % du revenu national belge.

⁂

A la colonie, m'apprend J. L. qui en revient, les Blancs aspiraient à la fixation d'une date proche, ne pouvant plus supporter un climat d'incertitude. La métropole est beaucoup moins préparée à l'échéance. Un tel pas a été fait qu'on ne trouve plus les ressources morales nécessaires pour en tirer les conséquences logiques. Il semble que le pays s'accroche à la souveraineté qui lui reste pour quelques mois. Refus d'envisager la constitution d'un

(1) En 1958 encore d'excellents reporters étrangers louaient les Belges de leur sage réalisme.

(2) « Pas un homme pour le Congo », lisait-on sur les murs.

(3) Quand on passe les clés, il faut les remettre toutes, dit l'un des représentants belges à la Table ronde.

(4) Le Congo ne comptait que 16 universitaires.

gouvernement provisoire qui eût permis aux Noirs de distinguer la réalité du rêve. D'après les lettres d'André Ryckmans (1), l'administration territoriale était abandonnée au découragement, sans même qu'il lui fût donné les moyens de former sur place ses successeurs africains. Le gouvernement se préoccupe avant tout d'assurer la relève de l'administration générale. Lumumba ne craint pas d'affirmer qu'on peut former un directeur de ministère en quelques semaines.

La nomination d'un deuxième ministre du Congo pour les questions économiques souligne l'impéritie du gouverneur général.

On voit affluer des stagiaires à Bruxelles, les uns sérieux, les autres songeant surtout à la place qu'ils se feront au soleil de l'indépendance, mais presque tous d'excellente tenue. Une dame fait remarquer combien ils sont habillés sobrement.

Le délai semble fondre. Rencontré J. P. qui me dit qu'on improvise en hâte. Mon optimisme fait place à de l'inquiétude. La suite des événements prouvera que seuls les catholiques (qui ont sacré deux évêques noirs), l'Union minière et les communistes sont prêts, à des degrés divers, à affronter les événements, ainsi que certaines missions protestantes. Un grand journal bruxellois ne cesse de sonner l'alarme depuis un an, non sans raison ; mais que ne l'a-t-il fait il y a dix ans ? Les dernières discriminations raciales sont enfin abolies.

En mai un troisième ministre du Congo est désigné ; il est chargé de constituer au nom du Roi le premier gouvernement congolais. L'Abako, satisfaite et devenue plus raisonnable, n'a obtenu que 12 sièges sur 137, Lumumba trois fois plus. C'est ce dernier qui devient premier ministre. Ses conceptions unitaires rencontrent celles des Belges qui tiennent essentiellement à ce que le Congo, leur œuvre, ne soit pas morcelé (2). Faute d'avoir formé des

(1) Fils de l'éminent gouverneur général de la période de guerre, qui aida les gaullistes d'A. E. F., André Ryckmans fut assassiné par des mutins en juillet dernier, au cours d'une mission de sauvetage qu'il avait voulu accomplir sans armes.

(2) Fin juin Tschombé sera menacé d'arrestation parce qu'il projetait de proclamer l'indépendance du Katanga.

élites en temps utile, il a fallu accepter un personnage aussi fluctuant et aussi exalté, d'une intelligence et d'un courage remarquables au demeurant.

Le gouvernement belge croit avoir trouvé la bonne voie. Le 30 juin la Belgique ne sera plus qu'un Etat étranger au Congo. En théorie il suffira à la nouvelle république de dénoncer le traité d'amitié qui doit être signé pour se trouver en droit d'effacer toute présence belge. En théorie... car les perspectives paraissent excellentes. Des crédits spéciaux sont affectés aux fêtes de l'indépendance qui dureront quatre jours.

Fort peu de Belges ont quitté le pays. Une loi sur l'intégration des fonctionnaires d'Afrique en métropole a été votée dans la conviction qu'elle ne trouvera guère à s'appliquer.

⁂

Ainsi a pris fin une période de quatre-vingts ans qui avait permis au Congo, terre inexplorée, d'accéder à la vie moderne dans les conditions acceptables. « Ce qui nous donne à la bouche un goût amer, écrivait le 15 juin 1960 une revue catholique, c'est le sentiment profond d'être partis, par notre faute, avant d'avoir achevé notre tâche. » Sans doute celle-ci devenait trop lourde pour un petit pays, sans doute devions-nous passer la main à un rythme accéléré, la responsabilité des transitions nécessaires ne nous en incombait pas moins. Un ami hollandais, spécialiste des questions internationales, m'a assuré qu'un plan d'émancipation, présenté aux Nations Unies quand il était temps encore, aurait trouvé des appuis suffisants pour que les interventions démagogiques demeurent sans effet. L'opinion publique belge n'aurait probablement pas admis l'internationalisation, même limitée, du problème congolais.

Aux yeux d'un autre étranger, qui connaît l'Afrique, nous aurions commis l'erreur initiale de nous y installer. Tel n'est pas l'avis de Congolais que, empêchés hélas de se rendre en Belgique à l'époque coloniale, se trouvent actuellement en stage ou aux études dans nos administrations et nos universités.

C. P.

Serge Radine

De Truman à Kennedy ou la fin d'une époque

J. F. STONE présente l'indéniable originalité d'être un journaliste et écrivain américain de talent, qui professe ouvertement ses opinions socialistes. Nous avons rendu compte, il y a quelques années, d'un livre intitulé : *L'histoire de la guerre de Corée,* où ce hardi conformiste n'hésitait pas à soutenir la thèse audacieuse, que les responsabilités du conflit coréen étaient partagées, comme celles de la plupart des guerres et n'incombaient pas uniquement à la Russie de Staline. C'est le même esprit libre, dégagé de tout préjugé et parti pris, que l'on retrouve dans un autre ouvrage plus conséquent : « The Truman Era » : *L'Ere Truman* paru en décembre 1952, et publié en Angleterre à « Great Thurnstile-Londres W.-G. I. », éditions du « New Statesman ». Comme toutefois l'auteur y développe le point de vue que « l'Ere Truman », en réaction avec l'Ere rooseveltienne, a marqué le début de la guerre froide. Il peut être intéressant de se pencher sur ce livre, en ce moment où l'Amérique paraît se trouver au tournant de son histoire, et où l'on est en droit d'espérer qu'avec l'avènement à la Présidence de John Fitzgerald Kennedy, une nouvelle « ère » est susceptible d'acheminer le monde, fût-ce avec prudente et circonspection, vers une certaine détente entre les deux super-grands, dont les effets rejailliraient inéluctablement sur nous tous. Comme ce livre est de plus écrit avec fougue et conviction, et solidement documenté, sa lecture ne peut qu'être très profitable à tous les lecteurs qui connaissent la langue anglaise, indépendamment même de ce que sera la conjecture internationale au moment où sera publié le présent article.

Dans sa préface, M. Stone n'hésite pas à affirmer hautement que la place naturelle du journaliste doit être du côté des faibles et des persécutés, et que le pouvoir, par sa nature même, a tendance à engendrer l'injustice, de sorte qu'il est plus digne et plus noble, pour tout homme qui a l'honneur de tenir une plume, de défendre les victimes, plutôt que d'entonner l'éloge des puissants du jour et de s'aligner selon les désirs des foules faciles à duper et à égarer.

Cette profession de foi est suivie d'un contraste saisissant entre Roosevelt et Truman. Pour mieux l'établir, il a recours à une anecdote personnelle. Au printemps 1946, M. Stone fut le premier journaliste qui put pénétrer dans les milieux clandestins israélites de l'Europe orientale, qui cherchaient à se frayer une route vers la Palestine, en dépit du blocus britannique. Cette équipée lui a, du reste, inspiré un livre paru également en 1946 : *Voyage clandestin en Palestine.* Dès son retour à Washington, il sentit que, durant son absence, un changement total de climat s'était produit. Voulant en avoir le cœur net, il rendit visite à M. Harry D. White, qui était alors sous-secrétaire d'Etat aux Finances, et, en même temps, un des hommes politiques les plus brillants et les plus capables de la capitale. Il lui demanda, tout de go, ce qui s'était passé, et la réponse de M. White pourrait suffire à établir, dans ses grandes lignes, le bilan ultérieur du régime Truman. Pour mieux éclairer sa pensée, M. White s'exprima ainsi : « Lorsque Roosevelt était vivant, nous allions à la Maison Blanche pour une conférence sur une politique quelconque. Le sujet précis de notre entretien, parfois nous le perdions de vue, ce qui n'empêche que nous quittions toujours le Président remplis d'enthousiasme et d'ardeur au travail. Maintenant, ajouta-t-il, nous allons voir M. Truman. Il est très gentil à notre égard et nous laisse faire tout ce que nous désirons, et néanmoins on le quitte déprimé et désemparé. »

L'âge des petits hommes était venu, et le pire était qu'ils avaient affaire à de graves problèmes, et ne connaissaient que trop bien leur incapacité à y faire face. Jusqu'à l'élection de 1948 qui transforma son humilité désarmante en orgueil dérisoire, Harry Truman était un homme n'ayant aucune foi en lui-même, entouré d'hommes qui

n'avaient pas plus confiance dans l'évolution politique et sociale des U. S. A. Dès le début Harry Truman tourna le dos au Rooseveltisme. Un journaliste américain, Turner Cartledge, rapporte, qu'en juin 1941, le futur Président des U. S. A. tenait des propos significatifs sur son état d'esprit. Il aurait déclaré alors que, si l'Allemagne paraissait l'emporter, il convenait de soutenir la Russie, mais que, dans le cas inverse, c'est, au contraire, l'Allemagne qu'il faudrait aider. Ce que Truman souhaitait surtout, c'était de voir l'Allemagne nazie et l'U. R. S. S. s'entretuer mutuellement ! En Europe occidentale, il faut bien avouer qu'il n'était pas le seul homme à penser ainsi !

Le contraste entre F. D. R. et Truman était vraiment accablant pour celui-ci. Le premier avait courageusement affirmé que la seule chose que nous avions à redouter était la peur elle-même. Et pourtant, l'homme qui parlait ainsi avait lui-même traversé des jours terribles d'angoisse et de maladie, au cours desquels il aurait pu penser qu'il avait à craindre des maux infiniment plus concrets, que simplement la peur. Et cependant, tout un gouvernement, tout un pays, toute une époque furent galvanisés par ce foyer ardent d'énergie et de courage, qui émanaient d'un seul homme : Franklin Deleano Roosevelt. Son successeur, hissé par accident aux leviers de commande, ce qu'il n'avait jamais rêvé, ni envisagé devoir être le cas, était empli, à juste titre, de doutes et de craintes sur sa capacité de se montrer à la hauteur du destin que l'Histoire lui avait réservé. La bombe atomique lancée sur Hiroshima et Nagasaki, que Truman revendique encore aujourd'hui comme un mérite personnel, et qui a été si sévèrement et si justement flétrie par la conscience universelle, d'autant plus que son utilité indispensable sur le plan politique et militaire est loin d'avoir été clairement établie, bien plus que le dernier acte tragique de la seconde guerre mondiale, nous apparaît plutôt, dans cette perspective, comme le sinistre lever de rideau sur la guerre froide !

ECRIVANT le 3 août 1945 au sujet de la conférence de Postdam, M. Stone constate que l'observateur superficiel pouvait être tenté de voir dans l'attitude adoptée à l'égard de Franco et l'accueil sympathique promis aux

forces démocratiques en Italie, les effets de la récente défaite électorale subie par Winston Churchill. Ce dernier avait été longtemps le partisan et l'ami du Caudillo et l'adversaire acharné de la démocratie italienne. Il serait toutefois désirable pour pouvoir accepter comme justifié ce point de vue, de posséder un complet compte rendu des négociations qui se sont déroulées à Potsdam après que Attlee et Bevin eurent remplacé Churchill et Eden. On est en droit de se demander quelle fut exactement la position adoptée sur le problème espagnol par les représentants du Département d'Etat figurant dans la délégation américaine, vu que un d'entre eux, notamment James Clément Dunn — et il était loin d'être un cas isolé — avait été, de longue date, un soutien actif et un protecteur de l'Espagne fasciste. Il est permis de supposer que les travaillistes, au sortir de leur écrasante victoire électorale, avaient, à ce moment, trouvé la force de résister victorieusement aux pressions exercées sur eux par l'oncle Sam.

Cette opinion est, du reste, confirmée par les décisions prises, au cours de cette conférence, à l'égard de l'Allemagne. Elles consacraient la défaite de ces milieux industriels et financiers si influents aux U. S. A. et en Grande-Bretagne qui avaient avant la guerre nourri de vives sympathies à l'égard du fascisme et qui, à la fin des hostilités, ne souhaitaient rien tant que de faire ressurgir ces trusts et cartels allemands qui avaient été les indispensables bailleurs de fonds d'Hitler et du nazisme. Hélas ! la joie de M. Stone ne devait être, nous le savons, que de courte durée.

Malheureusement, ce sont les vues américaines par rapport à l'Allemagne qui devaient prévaloir entraînant la renaissance outre-Rhin des magnats du fer et de l'acier, et l'abandon des mesures de nationalisation envisagées à l'origine par les travaillistes, et qui seules étaient en mesure de garantir le triomphe durable en Allemagne des forces de démocratie et de paix. Pire encore, les maladresses et les brutalités de la diplomatie stalinienne aidant, on en vint même au réarmement de l'Allemagne fédérale qui aurait paru inconcevable dix ans plus tôt, et dont aucun peuple ne voulait, le peuple allemand, le tout premier !

Le livre de M. Stone a le grand mérite de nous expliquer les raisons profondes du changement radical sur-

venu dans la politique outre-Atlantique. L'Amérique de Roosevelt avait, au premier plan de ses préoccupations, le « New Deal », les réformes sociales. Elle pouvait donc s'accommoder d'une entente éventuelle avec la Russie soviétique. Tel n'était pas du tout le cas de celle de Truman. Ce dernier ne désirait nullement persévérer dans la voie tracée par son prédécesseur dans le domaine social. Il ne voulait, à aucun prix, dresser contre lui les forces économiques et financières dont l'influence aux U. S. A. est si prédominante. Dès lors, dans la structure d'une société, régie par le capitalisme, si l'on veut éviter la crise et le chômage, il n'existait pas d'autre moyen que la course aux armements, et celle-ci, à son tour, présupposait la création méthodique d'une psychose anti-communiste, que les erreurs du régime stalinien ne facilitaient que trop.

Une série de portraits suggestifs nous présente ensuite la disgrâce successive d'hommes remarquables qui avaient été les fidèles collaborateurs de F. D. R. et que M. Stone a intimement connus. Ce sont là également des « Profils de Courageux », pour reprendre le titre même du livre du nouveau Président des Etats-Unis, John Fitzgerald Kennedy ! Nous voyons défiler, sous nos yeux, le combat valeureux et stérile de Fiorello La Guardia qui avait été, pendant plusieurs années, un des plus grands maires de New York ; Harry D. White, qui avait été à Bretton Woods avec le célèbre économiste anglais Maynard Keynes un des principaux artisans de la création de la Banque nationale et du Fonds monétaire international, pour devenir finalement, avec beaucoup d'autres, la victime des « Sorcières de Washington » ; Frank Murphy, juge à la Cour suprême et homme épris, par-dessus tout, de justice même lorsqu'il eût été prudent de reléguer à des jours meilleurs pareilles aspirations. Jo Davidson enfin, le sculpteur rooseveltien, un non-conformiste né, mort en France, plus ou moins en exil. Même chez nous, beaucoup l'évitaient ; les uns, à droite, parce qu'on le soupçonnait d'avoir travaillé avec « les Rouges », et d'autres, à l'extrême-gauche, parce qu'ils ne désiraient pas fréquenter un homme qui avait rendu à Tito une visite amicale. Cependant il aimait la France, qu'il considérait comme sa seconde patrie et désirait y être enterré. Heureusement

qu'il n'a pas vécu assez longtemps pour voir ce tragique chassé-croisé qui nous a permis d'assister outre-Atlantique à la renaissance d'un certain libéralisme, tandis qu'en France, à la faveur du cancer algérien, nous avons vu, pour notre malheur, les étoiles commencer à pâlir !

C'est avec une plume caustique que M. Stone dénonce l'hypocrisie trumanienne, soutenant dans maints discours le droit des peuples à se gouverner librement, quoique sous-entendant parfois que ce droit devrait coïncider avec la philosophie politique, et surtout avec les intérêts des U. S. A. Devançant l'évolution ultérieure des événements, notre auteur montre la parfaite inefficacité des institutions occidentales et du capitalisme monopoliste à résoudre les problèmes sociaux urgents des pays sous-développés, ceux que l'on devait plus tard définir sous le nom de Tiers-monde, et pour terminer son brillant article, écrit le 21 janvier 1949, il paraphrase un discours historique d'Abraham Lincoln, et conclut que « M. Truman ne parla avec malveillance que de la moitié de l'humanité — la Russie et la Chine — et avec charité à l'égard de tous les autres, pourvu qu'ils soient disposés à concéder aux Etats-Unis des bases militaires » !

La lucidité de M. Stone est admirable. Il souligne, sans cesse, ce point capital : que les Etats-Unis peuvent certes progresser sans psychose de guerre ni, à plus forte raison, de guerre elle-même, mais seulement au prix d'efforts et de sacrifices réels dans l'ordre économique et social, et que c'est justement jusqu'ici cet état de choses qui a rendu si précaires les perspectives de paix.

Ses jugements sur certains hommes politiques américains sont parfois cinglants par leur sévérité, sans que la critique de bonne foi puisse néanmoins les taxer d'être injustes. Ainsi sur John Foster Dulles, qui en était arrivé presque à penser que le Christ était, à certains égards, comme un symbole qui pouvait être entraîné, mobilisé dans la « guerre froide », il écrit que « l'homme qui conserve Mammon comme client ne devrait pas avoir l'impudeur de parler du nom de Dieu ». Evoquant les conditions raciales existant dans le Sud, il estime que le Sud s'est dégradé lui-même, en dégradant le Noir et, qu'après sa victoire sur les esclavagistes sudistes, au moment de la

guerre de Sécession, le Nord aurait dû exiger la complète transformation des conditions existant là-bas.

Au sujet de M. Acheson, qui fut le secrétaire du Département d'Etat de Truman, notre auteur voit la carrière d'un homme « qui partit de Roosevelt pour aboutir à Metternich ». Répondant au juge Douglas — pourtant un homme intègre — qui dénonçait la standardisation en U. R. S. S., il lui demanda de regarder sans œillères ce qui se passe tout près de lui aux U. S. A., et affirme que ce dont l'Amérique a aujourd'hui le plus urgent besoin, c'est d'être protégée contre un conformisme étouffant, et non certes contre l'indépendance de pensée.

Fort intéressant également est le jugement de Stone sur Henry Wallace dont en son temps on parla aussi beaucoup en Europe. Cet homme généreux, mais dépourvu de caractère, avait eu l'ambition de créer aux U. S. A. un troisième parti politique qui serait progressiste. Mais la seule peur d'être pris pour un socialiste — ne parlons pas de communisme — lui inspirait une véritable frayeur. Comment s'étonner, dans ces conditions, de l'avortement de tous les espoirs qu'on avait placés en lui et de son reniement final ? Ajoutons que, depuis lors, des cas analogues ne se sont que trop multipliés sur les deux rives de l'Atlantique ! Ils sont même devenus, en quelque sorte, « classiques ».

POURTANT le texte le plus caractéristique de Stone nous paraît être celui qui contient son jugement sur Aneurin Bevan, et qui date de Paris, 29 avril 1951. Il déclarait alors déjà que, « si Bevan doit réaliser les promesses implicites dans sa révolte sociale, il doit aller encore plus loin. Car, c'est seulement dans une atmosphère de paix et de démobilisation que le socialisme démocratique a des chances de succès en Grande-Bretagne, comme partout ailleurs ». N'est-ce pas le point de vue même où nous nous sommes placés dans notre précédent article de juillet 1960 sur « le rôle de la guerre froide dans la crise du socialisme » ? Cette sélection d'articles parus dans divers journaux américains d'opinion socialiste ou progressiste, tels que « The Star » et « The Daily Compass » dont, par le présent livre, le lecteur anglais a pu prendre connaissance, il est fort regrettable qu'il ne soit pas traduit chez nous.

Il demeure singulièrement actuel, car la guerre froide dont Harry Truman aura été un des initiateurs a continué et prospéré pendant les derniers huit ans de régime républicain, mis à part le bref intermède historique qui fut caractérisé par ce que l'on a appelé « l'esprit du Camp David ». Nous y retrouvons à l'œuvre le même néfaste Foster Dulles. Avant de quitter la Maison Blanche, Truman, à l'image de Ponce Pilate, avait refusé de statuer sur le recours des époux Rosenberg condamnés à mort en temps de paix pour un délit d'espionnage qui restait à prouver. Le président Eisenhover, dont on s'est plu à relever les fortes convictions religieuses, n'hésita pas, lui, à envoyer les Rosenberg à la chaise électrique et, par une plus que regrettable coïncidence, la même tragédie macabre devait se répéter vers la fin de sa seconde présidence, avec le meurtre légal de Caryl Chessman.

Sur le plan politique, il ne semble pas nécessaire de revenir ici aujourd'hui sur le lamentable échec politique par lequel, à l'heure présente, s'achève et se solde la double présidence d'Ike. Avec l'accession au pouvoir de John Fitzgerald Kennedy, l'Amérique se trouve de nouveau placée devant un tournant historique. Le président « Irlandais », comme certains l'ont appelé, sera-t-il un nouveau Franklin Delano Roosevelt, et sa magistrature verra-t-elle le crépuscule de la guerre froide ? On ne peut que le souhaiter avec ardeur et prendre date. De toute manière, les deux K., chacun à sa manière, sont des personnalités exceptionnelles et fascinantes quoi qu'en disent les innombrables médiocres qui peuplent le monde, parmi lesquels figure aussi Nicolas Chatelain, qui écrivit un livre sur Kennedy, paru dans la « Tribune Libre » mais qui, parallèlement, en avait préparé un autre sur Nixon pour le cas où c'est celui-ci qui aurait été élu !

Certains ont eu vite fait de qualifier Kennedy d' « arriviste ». Nous répondrons volontiers, qu'à la différence de tant d'autres, c'était un « arriviste » qui méritait d'arriver ! Pour le reste, il serait téméraire de faire des prévisions sur ce que sera le nouveau chapitre de la politique américaine qui s'ouvre le 20 janvier 1961.

Mais on peut toutefois affirmer hardiment, sans crainte, cette fois, de se tromper qu'il n'y a pas, à l'époque actuelle, de retour en arrière possible. Ou bien, comme on peut

raisonnablement l'espérer, la présidence Kennedy sera un succès ou bien, pour des raisons imprévisibles, cet espoir serait déçu, mais, même dans ce cas, nous pensons que l'Amérique évoluerait toujours plus à gauche, et se rapprocherait singulièrement de ce travaillisme, voire de ce socialisme qui paraît, aujourd'hui encore, une utopique vue de l'esprit. Le rythme de l'Histoire s'accélère toujours davantage, et il n'y a qu'une seule chose à laquelle on ne saurait s'attendre, c'est de la voir revenir sur ses pas. C'est souvent ce que trop d'hommes oublient.

Décembre 1960. Serge RADINE.

NOTES DE LECTURE

Le prophète Jérémie, par A. ÆSCHIMANN. Delachaux et Niestlé 1959.

Si les commentaires récents auront bientôt couvert l'ensemble du Nouveau Testament, il n'en vas pas de même pour l'Ancien Testament, sur lequel nous demeurons très pauvres. Aussi devrons-nous saluer avec joie la parution de cet ouvrage consacré au prophète Jérémie.

Ce n'est pas l'œuvre d'un théologien, mais d'un homme d'une grande foi, bien connu des membres du **Christianisme Social,** et très cher au cœur des paroissiens de la rue Madame. Rappelons seulement que notre Revue publia, en 1936, quatre articles du pasteur Æschimann sur Jérémie.

Nous avons ici l'œuvre de toute une vie passée dans la familiarité d'un des plus grands prophètes du Dieu vivant. Cette intimité de l'auteur avec celui qu'il étudie nous touche profondément, bien plus que la science dont le commentateur, dans sa modestie, fait hommage à ces devanciers.

La portée d'un tel ouvrage dépasse largement celle d'un simple commentaire. C'est véritablement une œuvre spirituelle, qui affermira et enrichira dans leur foi tous ceux qui le liront.

Jan CZARNECKI.

« La base du monde qui vient », par Henri BABEL. Ed. Jeheber.

Un petit volume très dense. Le pasteur Babel apporte à tous ceux qu'inquiète sourdement le problème religieux et qui sont à la recherche de la vérité sur leur vie, vérité qu'ils ne savent plus trouver dans les sermons et la paroisse, non des réponses toutes faites, mais un ensemble de recherches, de réflexions, d'expériences personnelles. En un langage très moderne, tenant compte

des événements et des découvertes les plus récentes, l'auteur recherche méthodiquement, en toute loyauté et simplicité, comment pour ceux qui cherchent de toute leur âme les révélations de la science et les valeurs spirituelles et chrétiennes loin de s'exclure, s'éclairent et se renforcent mutuellement.

Ce livre, au plan très clair et détaillé, exprime d'ailleurs la substance de tout une suite de prédications qui ont atteint un vaste auditoire assoiffé d'un christianisme présenté de façon accessible à des hommes de notre temps.

Pour trouver sa voie entre la masse des indifférents et les zélateurs d'une vérité immuable et intangible, Henri Babel insiste sur la nécessité d'une discipline de travail, qui peut d'ailleurs se résumer simplement : admettre que la vérité peut se présenter sous des formes diverses, se méfier des mots et des idées lesquels ne sont pas la vérité elle-même, faire usage de toutes nos facilités, tenir compte de l'inconscient, accepter l'examen de soi-même sachant que la vérité est déjà dans la recherche de la vérité.

Comme point de départ : non pas de grandes affirmations qui ne pourront se dégager que par la suite, mais tout une suite de réflexions sur le fait même de la vie, sur l'énergie sous toutes ses formes, surtout spirituelle, Dieu seul peut soutenir toutes ces activités qui aboutissent toujours à des esprits. Qu'est-ce alors que la révélation chrétienne ? C'est la manifestation de la vie supérieure par elle-même, l'irruption de la puissance de Dieu au niveau du monde ; révélation étant synonyme de manifestation. Suit tout une apologétique très libre, notamment chapitre VII et conclusion, qui se veut engagée et présente à tout le monde moderne, et apporte en ce moment, nous en sommes certains, à bien des esprits désemparés, qui ont lâché dangereusement les traditions anciennes, de quoi se reconstruire une foi solide et actuelle.

Georges BOIS.

ITINERAIRE SPIRITUEL, Histoire d'une conscience, par Théodore RUYSSEN. In-8°, 198 p. Les Ecrivains associés, 1960.

J'ai abordé ce livre avec une très grande et sympathique curiosité. Il m'a d'abord un peu déçu, mais m'a apporté ensuite plus que je ne cherchais. Expliquons-nous.

Ruyssen n'est pas pour moi un nom quelconque. C'est celui d'un grand ancien de ce Lycée Henri-IV qu'il m'a été donné d'étudier

à peu près à fond. C'est celui du président de cette « Paix par le Droit » que j'ai appris à vénérer dès mon enfance. Surtout c'est le nom du héros éponyme de l' « incident Ruyssen » qui a agité le protestantisme du quartier Latin en 1913 et moi-même, militaire de vingt-quatre ans peu conformiste. Fallait-il faire la guerre pour l'Alsace ?

Or j'ai appris en lisant ce livre que c'est presque le pur hasard d'un voyage en Allemagne et le contact du professeur Ludwig Quidde qui a fait revêtir à Ruyssen l'uniforme pacifiste. Cette vie riche et utile qu'on pourrait citer en modèle à bien des chrétiens sociaux n'a presque pas vécu ce qu'on pourrait appeler « le drame chrétien social » de ma génération protestante. Sur son plan plus élevé de philosophe il a vécu le drame de la recherche d'une vérité religieuse qui m'a été épargné à moi, Cévenol de race, petit-fils spirituel de Babut, fils spirituel de Frommel.

Théodore Ruyssen, le modèle des protestants libéraux, n'est pas d'origine protestante, n'a certes pas le tempérament protestant. Comment définir ce grand honnête homme ? Un janséniste renanien ? L'impropriété évidente de ces deux termes accouplés montre au moins qu'il n'est pas facile à définir. Sa lucidité, sa bonne foi éclatent à toutes les pages et c'est ce qui donne du prix à l'itinéraire de ce pèlerin explorateur des plus hauts sommets de la recherche humaine. Le protestantisme qu'il n'a jamais épargné quand il méritait de recevoir les verges (j'en sais quelque chose pour certaines lignes inconsidérées, écrites vers 1945) peut être heureux et fier qu'une pareille conscience aussi intransigeante que sans préjugés, ait bien voulu être son hôte. Le livre est à lire pour les incroyants, comme pour les croyants aux convictions trop fortement assises. Ce plus que nonagénaire (né en 1868) mourra debout.

Pierre POUJOL.

N.-B. — Il convient de rappeler ici les principales œuvres de cette carrière brillante que dédaigne de retracer le professeur honoraire de l'Université de Bordeaux. Historien de la philosophie, il fait mieux connaître aux français Kant (1900), Schopenhauer (1911). Puis après 1946, il collabore à la grande édition des œuvres de Proudhon. Pacifiste, il écrit notamment : **De la guerre au Droit** (1911), **La Société internationale** (1950) et surtout : **Les sources doctrinales de l'Internationalisme** (plusieurs volumes à partir de 1954).

N'oublions pas non plus que cette « extériorité » de Th. Ruyssen à notre mouvement est toute relative comme son extériorité au

protestantisme. Les vieux membres se souviennent de sa présence aux Congrès de Boyve et de sa signature dans la Revue notamment en 1920 et 1925.

Le Catholicisme social devant la crise de civilisation, par Charles FLORY. Chronique sociale de France 1960, 260 p. in-8°.

Ce volume aura pour le chrétien social protestant le plus grand intérêt, car presque à chaque page il lui suggèrera une comparaison instructive avec ses propres expériences. Certes les différences sautent aux yeux et d'abord l'ampleur, la belle régularité d'un mouvement qui n'est pas gêné comme le nôtre par un recrutement trop faible dans un groupe minoritaire, aux moyens matériels étriqués. De plus la grande doctrine catholique qui regarde de haut, de puissance à puissance les civilisations qui passent, qui se considère comme un refuge inébranlable offert de l'extérieur à la pauvre petite personne humaine — confère au catholicisme social une grande sérénité, si elle le prive de ce frisson pascalien qui nous émeut dans Tommy Fallot, dans Wilfred Monod, dans Elie Gounelle.

Quant au caractère laïque de l'œuvre, il paraît d'abord plus affirmé du côté des Semaines. M. Alain Barrère qui préface le volume de son prédécesseur à la présidence est comme M. Flory, membre de la haute aristocratie catholique sociale et M. Joseph Folliet, le plus laïque d'allures de tous les religieux, affecte avec humour la plus grande modestie dans sa « Postface ». Les trois noms que nous citons plus haut montrent au contraire l'élément prédominant des pasteurs parmi nous. Même nos laïques les plus illustres tels que Charles Gide sont par rapport au mouvement, moins centraux, plus périphériques. Mais il ne faut pas oublier le caractère essentiellement laïque du corps pastoral français mêlé intégralement à la vie et en fait plus près du prolétaire, par sa pauvreté, qu'aucun de nos laïques du même niveau intellectuel. Cette prédominance n'est due chez nous à aucun cléricalisme, surtout à aucun principe d'autorité. Toutefois c'est avec un particulier plaisir fraternel que nous soulignons cette importance laïque chez nos compagnons d'œuvre du catholicisme français.

Le contenu de l'ouvrage est composé d'une quinzaine de ces leçons magistrales par lesquelles le président en exercice ouvre chacune des sessions annuelles. Elles sont groupées suivant un ordre logique un peu artificiel. Mentionnons ici celles qui nous

ont paru le plus remarquables : « La libération de la personne » (Semaine sociale de Toulouse 1945), « Techniques de diffusion et révolution culturelle » (Nancy 1955), « Inégalités de développement et montée des peuples » (Angers 1959).

On ne sera pas étonné que celle où nous trouvons le plus à redire soit la dernière du volume : « L'Enseignement, problème social » (Versailles 1958). Et encore il s'agirait de compléter plutôt que de contredire ce texte d'inspiration si sage et si modérée.

P. P.

COOPERATION, DEMOCRATIE, SOCIALISME.

Vers une analyse économique du secteur coopératif, Claude VIENNEY. Bureau d'Et. coopératives et communautaires. 204 p.

Sous le titre « Charles Gide, Coopération et Christianisme Social », la Revue a publié, en décembre 1960, quelques bonnes feuilles de cet ouvrage. Ce livre me paraît capital parce qu'il traite un sujet tabou : la crise des idéologies coopératives.

La crise existe : les membres participent bien peu à la vie et à la gestion des sociétés, la coopération reste inconnue ou méconnue de très larges secteurs de l'opinion, les objectifs même du mouvement coopératif sont confus et contradictoires.

On impute généralement la crise à la spécialisation des secteurs (production, consommation, crédit), au décalage entre les objectifs globaux et les réalités quotidiennes, enfin, à la réussite économique même de l'institution. Mais faut-il se contenter de ces explications ?

Cl. Vienney va plus profond et remonte aux origines. Tout s'y trouve en filigrane. L'essor du mouvement coopératif est dû à une situation historique qui ne se retrouvera plus : une classe ouvrière misérable, aux besoins très homogènes, unanimement confiante dans les vertus de l'association, et croyant qu'il suffit d'accéder à la propriété collective de l'entreprise pour que tous les problèmes non seulement de l'entreprise mais encore de la société soient facilement résolus.

Les hypothèses de travail — peu contestables à l'époque — doivent être aujourd'hui profondément revisées : le succès même du mouvement ouvrier fait que les intérêts des consommateurs manquent aujourd'hui d'homogénéité, c'est à l'Etat qu'il

revient, pour une large part, de définir la notion d'intérêt général, et l'expérience (des coopératives, des communautés de travail, des nationalisations) a montré la difficulté de passer, dans l'entreprise, de la propriété collective à la gestion collective.

Les coopératives ont donc à la fois réussi au plan économique et échoué dans leur prétention de faire pénétrer l'idéal coopératif dans la société globale. Mais, en même temps, cette société découvre que les problèmes qu'elle doit résoudre pour affirmer la démocratie sont exactement ceux que les pionniers, voici plus d'un siècle, mettaient en relief : apprendre aux hommes à participer consciemment à la vie des groupes dont ils font partie, ce qui peut s'exprimer encore apprendre aux hommes à trancher leurs conflits d'une manière à la fois progressive et respectueuse au maximum de la liberté et de la responsabilité de chacun.

C'est pourquoi la pédagogie coopérative, si on veut bien l'adapter à notre temps, pourra être encore si riche d'enseignements. C'est pourquoi le secteur coopératif — même et peut-être surtout au siècle de la planification — doit avoir une place de choix dans les structures économiques.

C'est à ce double effort de rajeunissement — de la pensée et de l'action — que Cl. Vienney invite les coopérateurs : c'était le meilleur service qu'il pouvait leur rendre. Qu'il en soit ici, dans cette Revue héritière de Charles Gide, très vivement et très affectueusement remercié. Et qu'il me pardonne de n'avoir pas su mettre en relief toutes les richesses d'un ouvrage qui ne compte... que de « bonnes feuilles ».

R. CRESPIN.

Une idée nouvelle : la Démocratie, par Joseph ROVAN. Le Seuil. 202 p.

C'est un livre important pour notre avenir et pour guider notre action que vient d'écrire Rovan. A l'inverse de ceux qui pensent qu'en 1961 la démocratie a fait son temps, il croit que : « La démocratie n'est pas derrière nous, mais devant nous. Ce n'est pas de trop de démocratie que notre système politique est malade, mais d'un besoin insatisfait de démocratie... les Français se sont dégoûtés... de ses contre-façons et de ses insuffisantes incarnations surrannées. »

Rovan est lucide dans son inventaire et dans la manière dont il pose le problème :

1. — La nation exige qu'on lui **démontre** l'utilité d'une nouvelle expérience de la démocratie.

2. — La Vᵉ est à la fois une espèce de moratoire des forces antidémocratiques et une contre-éducation démocratique. Ne lui demandons pas davantage que d'être un frein à l'aventure. Le gaullisme conservatoire fait vivre l'Etat, mais ignore complètement l'éducation des citoyens par la participation démocratique aux institutions.

3. — La déception et la rancœur des démocrates en font des rétovertis tournés contre de Gaulle et vers le passé, rêvant d'une revanche électorale ou de la révolution, du Front populaire ou de l'effondrement du régime.

4. — Pourtant une certaine vie politique continue à se manifester dans des secteurs nouveaux, dans la volonté de démocratiser la vie économique, culturelle, sociale... **Nous devons, en attendant mieux, contourner ce secteur réservé à de Gaulle et qui porte abusivement le nom de politique, et faire un travail de formation et d'entraînement à la démocratie dans les secteurs dits non-politiques et restés libres.**

Cette position rejoint celle que nous avons prise ici, en particulier avec Philip et Malterre. Pourtant nous insisterions davantage dans l'analyse, par delà les événements algériens du 13 mai, **sur la base économique de la crise de la démocratie** : l'existence d'un pouvoir fort devenait nécessaire pour imposer des solutions dirigistes aux couches sociales et aux groupes économiques attardés qui avaient la majorité électorale pour eux ; les néo-capitalistes avaient un second motif qui n'est pas le nôtre : dominer le secteur nationalisé.

La deuxième partie du livre, « Construction », aussi brillante, s'inspire de l'expérience qu'a Rovan de l'Education populaire. Que l'Etat assume son rôle éducatif, qu'il organise le pouvoir d'information sur une base pluraliste et de concurrence, car « une révolution d'une portée incalculable remplace de nos jours, en nous, un perspective immobiliste par une perspective prévisionniste, la loi du plan ». Que les nouveaux notables, les leaders de l'opinion qui animent une vie parallèle à celle de la politique traditionnelle soient préparés à leur rôle. Tout cela pourrait être intégré dans une série de conseils à tous les étages, et divers, jusqu'au « Grand Conseil des activités nationales ». Tout cela mérite d'être médité et discuté. Nous ne sommes pas d'accord sur tout. Mais devant l'absence d'imagination de trop de démocrates, nous sommes reconnaissants à celui qui en déborde avec tant d'optimisme.

M. VOGE.

L'établissement de la Vᵉ République : le référendum de septembre et les élections de novembre 58. Assoc. Fr. des Sci. Po, Préface de Jean TOUCHARD. A Colin. 399 p. + 1 pochette de cartes.

Ces études charpentées et serrées sont d'une importance exceptionnelle pour tous ceux qui s'intéressent à la vie politique. Onze grandes cartes donnent les résultats comparés par circonscription, des élections de 56 et 58. Cet ouvrage qui honore la Science politique française, par sa technique et sa grande liberté d'esprit, est passionnant comme un roman !

Trois parties. **La campagne électorale,** avec un vivant chapitre de Fauvet, d'autres sur le rôle de la presse et des catholiques. Signalons une contribution anglaise importante sur les formes douteuses et nouvelles de la campagne gouvernementale, par les moyens de propagande de masse (elle nous aurait coûté entre 3,5 et 10 milliards) et l'inadaptation des partis aux méthodes de la propagande moderne.

L'opinion : résultats d'enquêtes par sondage sur les réactions de l'électeur, sa décision et la psychologie des candidats à Lyon.

Il faut lire ces pages importantes où il apparaît que les jeux étaient faits avant la campagne électorale et que la victoire politique tient essentiellement à avoir su choisir le moment où la consultation serait favorable.

Les résultats : Ils sont analysés de main de maître par toute une équipe qu'inspire Duverger et Goguel. Saviez-vous que les résultats officiels du ministère de l'Intérieur ne concordent pas avec ceux que trouvent la Fondation des Sc. Po. ? Les écarts, faibles, sont toutefois significatifs ! Le plus souvent des conclusions neuves et solides, qui remplacent nos indications vagues sur l'évolution politique par des chiffres précis. (Indice d'originalité, indice d'évolution...)

M. V.

Socialisme Vivant — Dix lettres à un jeune — par Jules MOCH. Ed. Robert Laffont.

Dans la collection **« Problèmes sociaux de l'âge atomique »,** dont il constitue le premier ouvrage, a paru cette présentation du socialisme, dont les mérites sont certains. L'auteur a choisi une forme qui rend effectivement moins austère l'exposé de problèmes complexes et peut de ce fait, surtout pour les jeunes, faciliter

l'initiation. En outre, l'auteur inscrit son étude dans l'ensemble des efforts actuellement orientés vers un dépassement des vieilles formules, vers l'édification d'un socialisme rénové, repensé, réajusté. A notre sens c'est ce qui constitue l'apport le plus intéressant.

J. Moch, partant de l'injustice de l'éducation, passe en revue toutes les iniquités de la société moderne, toutes les formes d'oppression, dont l'objet du socialisme est précisément de délivrer l'homme. Il fait le point en ce qui concerne le passage du gaspillage social à la planification socialiste, traite des rapports du socialisme et du communisme, du rapport entre socialisme et religion, de la question des classes sociales, etc.

Les analyses sont précises, et l'argumentation solide dans l'ensemble. Des réserves seraient à faire sur quelques points : bien entendu, l'auteur, resté à la S. F. I. O., réduit à presque rien le nouveau parti socialiste. Il ne veut voir que des « divergences occasionnelles de tactique » ou « des rivalités personnelles » là où se sont présentées, pour des hommes intègres, de véritables impossibilités — l'impossibilité **morale** surtout de cautionner une politique qui, de compromis en compromis, était devenue pratiquement l'antithèse du socialisme. On s'étonnera par ailleurs de l'indulgence de J. Moch pour le M. R. P. et, plus encore, de certaines formules scandaleusement nationalistes, notamment de celle-ci « les socialistes de France sont français avant d'être internationaux (p. 105).

J. BOIS.

AFRIQUE

« Tempête sur le Congo », Marcel NIEDERGANG. Plon. 235 p.

Une tentative intelligente et intéressante d'expliquer le chaos congolais ; un style alerte, rapide, un bon reportage.

Notre ami Marcel Niédergang a quelques lignes prophétiques sur Lumumba, alors vivant :

« ...homme seul et influençable que personne ne dirige vraiment. C'est d'abord un nationaliste africain qui croit exploiter la compétition est-ouest en Afrique pour assurer son pouvoir et triompher de toutes les difficultés. Mais la partie est trop grosse pour lui... la force de Lumumba deviendra sa faiblesse. » (p. 111.)

J.-P. R.

« Le Sahara des Africains », ATTILIO GAUDIO. Coll. « Histoire et Voyage ». JULLIARD. 291 pages.

L'idée centrale de l'ouvrage est que le Sahara constitue un

tout dans le domaine ethnique et géographique « de l'Atlantique à la Mer Rouge ».

Cet ensemble est étudié sous tous ses aspects : archéologique, historique, linguistique, sociologique, économique ou politique. L'analyse est solide et vivante. Le livre très lisible.

Evoquant surtout « les Saharas » extérieurs à la souveraineté française, Attilio Gaudio nous ouvre des horizons nouveaux.

J.-P. R.

L'Algérie mal enchaînée, par Pierre BOUDOT. Gallimard. 292 p. 9,5 NF.

Un étudiant, officier en Algérie, défend ses valeurs d'homme malgré l'engrenage de la guerre. Il note cette vie quotidienne avec lucidité et honnêteté. Cela pose les problèmes de notre existence : « ... Nous avons préféré risquer la compromission plutôt que de renoncer, et ne pas utiliser notre humanité à faire avancer la paix... (Ou...) commence l'équivoque ?... (à la) naissance ?... au suicide ? Entre les deux, même ici, il faut vivre c'est-à-dire refuser l'inertie... Sommes-nous avilis ? Avons-nous perdu tout esprit critique ? Je l'ignore... De la fosse aux lions, il faut être divin pour que les fauves ne vous fassent aucun mal... Parcourant chaque jour cette population entière en révolte, nous n'avons peut-être pas ramené la paix, nous avons sûrement ranimé l'espoir. »

Le droit à l'insoumission, le dossier des 121. Ed. Maspero, 40, rue St-Séverin, Paris, 240 p. 7,80 NF.

Les signataires s'expliquent. Réactions de la gauche... et des autres. Réactions algériennes, celles des insoumis, celles des étrangers. Fort intéressant et significatif.

« Des officiers parlent », par Cl. DUFRESNOY. Ed. Julliard.

Ils ont compris et souhaitent par lassitude ou par lucidité la fin des combats. « Ce qui nous reste ? Des anciens combattants bien braves qui nous sont fidèles. Mais ce n'est pas avec ceux-là que l'on forme les cadres d'un pays. »

Les ennemis complémentaires, de Germaine TILLON. Ed. de Minuit. 218 p. 9 NF.

Ses entrevues avec les responsables du Front et pendant quelques mois l'arrêt des exécutions et du terrorisme. Les « Fran-

çais » d'Algérie, le dynamisme arabe ; leurs antagonismes qu'elle voit surtout économico-social (et le colonialisme ?) et leur aspect complémentaire. A lire attentivement.

L'Afrique bascule vers l'avenir, de G. TILLON. Ed. de Minuit, 178 p. 7,50 NF.

L'Algérie en 1957, suivie d'autres textes. A lire.

L'examen des consciences, de L. MARTIN-CHAUFFIER. Ed. Julliard.

L'ancien déporté, enquêteur en Algérie, le catholique véridique, l'écrivain au cœur pur crie contre la torture et s'étonne que le Général, « pourvu d'une souveraineté sans exemple... se dérobe à une action qu'il sait indispensable à sa politique comme à sa morale ».

« En confiant par son inaction l'Algérie à « l'Armée », il perd l'Algérie... Il faut bien le dire, les proclamations, la propagande, le salut rituel de l'Armée qui sacrifie ses hommes entretiennent une énorme équivoque.

Cette équivoque consiste à camoufler le corps des janissaires dans la fidélité des officiers loyaux et des jeunes soldats qui se font tuer sans savoir pourquoi.

Il est effrayant de penser que tant de jeunes vies sont effacées pous que l'Algérie rompe tout lien avec la France... »

M. V.

LETTRES

« La Saison des pluies », par Graham GREENE. Ed. Laffont.

En anglais, le dernier roman de Graham Greene s'intitule : « A burnt-out case. » On appelle ainsi le lépreux qui avant de guérir perd tout ce qui est susceptible de se « consumer ».

L'histoire se déroule en effet dans une léproserie du Congo belge. Un personnage mystérieux et fermé y débarque. Il se nomme Querry — en anglais « to query » signifie demander, chercher, s'enquérir. Nous ne tardons pas à apprendre que c'est un architecte de renommée mondiale. Qu'est-il venu faire dans ce coin perdu ? Il est au bout de son rouleau, las de tout et il essaie de retrouver un sens à son existence, qui lui paraît totalement vide de sens. « Je voulais me trouver dans un endroit vide où il n'y aurait ni monument neuf, ni femme nouvelle pour me rappeler que jadis, j'avais été vivant, doué d'une vocation et du pouvoir

d'aimer... si c'était cela l'amour ! » « Une vocation est un acte d'amour : ce n'est pas une carrière professionnelle... Quand le désir est mort, on ne peut pas continuer de faire l'amour. Je suis arrivé à la fin du désir et à la fin d'une vocation... Ce que j'ai construit, je l'ai toujours construit pour moi-même, non pour la gloire de Dieu ou le plaisir d'un acheteur. » ... « L'ennui est pire dans le bien-être. J'ai pensé qu'il pourrait y avoir ici assez de souffrance et assez de peur pour distraire l'esprit... »

Discrets et bienveillants, les bons Pères de la mission l'accueillent tout naturellement et Querry s'intègre peu à peu à la vie de la communauté. Il n'aime pas Dieu comme eux, il n'aime pas les lépreux comme le docteur Colin, il n'a ni la foi, ni la charité, mais il se rend utile, conduit le camion, fait de menus travaux dans l'hôpital, trace des plans et surveille les travaux.

Il lui faut lutter pour conserver son anonymat, car il est difficile de rester inconnu, même au fond de la brousse. Rycker, le directeur d'une exploitation voisine d'huile de palme, homme benêt et dévoré de curiosité, tisse un réseau de publicité autour de lui. Il n'a rien compris à la personnalité de Rycker, aux raisons profondes de son effacement et voudrait en faire un saint malgré lui. Une série de hasards malencontreux, et Rycker, perdant la tête, tuera Querry d'une balle de revolver...

Une fois de plus, le roman de Greene, se passe dans un climat de chaleur humide, de végétation envahissante, d'animaux malfaisants et hostiles, dans les maladies et la souffrance. Les questions essentielles y sont posées : la foi et son incarnation, la vocation, l'amour, la souffrance et la mort, avec ce mélange de profondeur, d'ironie et d'amertume qui caractérise Graham Greene. Rien de conventionnel dans cette histoire étrange, où les personnages sont campés avec une vie extraordinaire. « Ce thème austère, l'art de G. Greene le rend passionnant d'un bout à l'autre du livre. » (R. KANTERS.)

M. SIEGFRIED.

Quelques aspects du roman policier psychologique, par Serge RADINE (Société Française du Livre).

Je n'ai pas été étonné lorsque Serge Radine m'a appris qu'il étudiait la littérature policière. Cela correspond à son esprit curieux de l'homme, tel qu'il s'exprime dans la littérature et tel qu'il se cherche dans la lecture.

Le roman policier n'est-il pas aujourd'hui le refuge du mystère où l'homme sans profondeur va à la recherche de son secret ?

N'est-il pas sans théologie ni moralisme, le genre de livre qui dénonce avec crudité le pouvoir corrupteur de l'argent dans notre société désaxée ? « A quelles pensées coupables, voire à quels actes délictueux, des gens ne seraient-ils pas prêts à se livrer pour récupérer leurs prébendes ? ». Et quel mystère que l'homme pécheur (c'est nous qui écrivons ainsi) : « Il n'existe que de braves gens... A un moment donné, tout d'un coup, ces gens ordinaires se muent en mauvaises gens. L'occasion se présentant, il n'y a pas d'homme qui ne puisse devenir mauvais... Quelle occasion ?... l'argent. Devant l'argent, il n'est pas de gentilhomme qui ne se fasse vilain. »

Serge Radine nous offre un choix des meilleurs policiers, analysés et commentés. En particulier ses chapitres sur Simenon, Agatha Christie, Narcejac, vont loin sur ces auteurs. Car il veut réhabiliter le roman policier qui, chez certains, relève du vrai roman psychologique, avec les clartés qu'ils nous donnent sur l'homme, objet dernier de son enquête.

Lecteurs de policiers ou dédaigneux de cette littérature, suivez le guide. Il nous instruit toujours.

M. V.

Les Titans, par Allen DURY. Ed. Julliard.

Un titre prétentieux appliqué à des politiciens américains, couverture de roman policier, 850 grandes pages ! On se défie ! Puis on feuillette : c'est l'enquête d'une commission sénatoriale pour la nomination d'un secrétaire d'Etat, avec sa cruauté et ses bassesses, avec sa dignité et son idéalisme. Puis on lit tout et d'un seul coup, ces hommes luttent pour leur vie, pour leur honneur, pour sauver la démocratie dans leur pays, pour le prestige et le pouvoir. Ce n'est pas un policier, ni un roman, c'est au travers des gestes politiques de cette courte semaine, l'U. S. A., l'âme de ce peuple, avec ses misères et ses grandeurs que nous comprenons.

M. V.

La parole est à Monsieur Vincent, par M. AUCLAIR. Ed. Bonne Presse.

Présentée et illustrée un peu à la manière de la collection du Seuil des auteurs par eux-mêmes, cette biographie est fort instructive, non seulement quant à la vie et au style de Mon-

sieur Vincent lui-même, mais comme tableau réaliste des misères de ce temps, qui nous semblent aujourd'hui passer l'imagination.

Sylviane RICHARDOT.

Devenir ce qu'on est, par André CHAMSON. Collec. Les auteurs juges de leurs œuvres. Wesmael-Charlier, 30, rue Grammont, Paris. 194 p.

Remercions, avec l'auteur, les initiateurs d'une telle collection qui forcent les auteurs à rentrer en eux-mêmes, voire à « se confesser » devant leurs lecteurs les plus fidèles. Celui qui tient la plume en est un pour André Chamson, et il avoue qu'il a été moins intéressé par l'original écrivain, tâchant de s'expliquer à lui-même, que par « un Cévenol parmi d'autres », seulement plus lucide à l'examen de conscience. Ce pays en mouvement, ce pays qui descend vers la plaine, jusqu'à ce que la source humaine meure à son tour, est passionnant à étudier pour qui y a quelque racine. J'étudiais naguère l'étonnante diversité de caractère des chefs camisards : le rude montagnard (Séguier Castanet), le brillant improvisateur de la plaine (Cavalier), mais la trempe la plus solide est celle du métis, si je puis dire, tel que Mazel ou Roland-Laporte. Chamson est de cette race mixte : il analyse le cas de ses grands-parents, unis de l'Aigoual à la plaine camarguaise par la flamme méthodiste. Ici, prenant prétexte de l'oncle Paul, je suis tenté par une digression sur les Gounelle, mais je me tais.

Ne tirons pas à nous, dans un but partisan, un homme d'une indépendance farouche. Il est venu des Cévennes ferventes, mais il en est parti vers d'autres ferveurs.

Il deviendra ce qu'il est et l'ultime fond nous échappe. J'emploie le futur, car il est vivant et toujours en marche — quoique « immortel ».

P. POUJOL.

ADRESSES SÉLECTIONNÉES

Le Gérant : M. VOGE. - N° d'inscript. 4646. - *Imp. Corbière et Jugain.*

CHRISTIANISME SOCIAL

Revue mensuelle de culture sociale et internationale

NOUVELLE SERIE

Ancien Directeur : Elie GOUNELLE †.

Comité de Rédaction : R. ANTONIOLI, P. ARBOUSSE-BASTIDE, J. BOIS, R. CRESPIN, J. CZARNECKI, P. DUCROS, H. HATZFELD, G. LASSERRE, E. LAURIOL, G. MALECOT, R. MEHL, A. MONNIER, P. POUJOL, P. RICŒUR, H. ROSER, A. TROCMÉ, C. VIENNEY, M. VOGE.
Pour la Suisse : E. PORRET, La Chaux-de-Fonds.

Rédacteur en chef : Etienne TROCMÉ (en congé).

Rédaction-Administration : 20, rue de la Michodière, Paris (2e). Tél. : Ric. 38-76. — Chèques postaux : Paris 6337-54.

Les livres pour compte rendu sont reçus par l'Administration.

Abonnements : Abonnement	de soutien	**25 à 50**	**NF**
—	au juste prix .... :	**16**	—
—	réduit .... :	**8,50**	—
	Le numéro .... :	**3**	—
	Etranger : Le n° **3,5 NF.** Abon. :	**18**	**NF**

Les abonnements partent du mois de janvier et doivent être payés au début de l'année. Abonnement exceptionnel pour le deuxième semestre au prix de 9 NF (Et. **10**).

(Pour tout changement d'adresse : 0,5 NF

Correspondants étrangers :

Belgique : A. HOUDART, 11, rue Joseph-Hubert, Mons. C.P. : 3385-21. (Abonnement : **180** fr. belges).

Suisse : Jean-Daniel REYMOND, 10, rue Liotard, Genève. C.C.P. 1.14274 Genève. (Abonnement : 16 fr. s.).

Italie : LIBRERIA EDITRICE CLAUDIANA, Torre-Pellice (Torino). C.C.P. 2.17557. (Abonnement : 2.000 lires).

Allemagne : W.-E. SAARBACH, Gertrudstrasse, 30, Köln-1 (Postscheckonto : Köln 258-23). — Abon. : **16** marks.

Pour la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas, la Suisse, des abonnements-poste peuvent être payés directement pour la France aux bureaux de poste de la localité, en monnaie du pays.

LA REVUE EST EN VENTE A :

PARIS	: Librairie Protestante, 140, Bd Saint-Germain (6e)
LYON	: Librairie pour Tous, 32, cours Roosevelt.
MARSEILLE	: Librairie Clairière, rue Grignan.
TORRE-PELLICE	: Libreria Claudiana.
ROME	: Libreria di Cultura Religiosa, Piazza Cavour, 32. Libreria Evangelica, via IV Novembre 107
SUISSE	: *Naville et Cie,* 7, rue Levrier, Genève, et **chez ses dépositaires.**

NOTRE COLLECTION

Les ensembles (✤) et les articles de la revue du Christianisme Social sont toujours d'actualité. Demandez-les à votre libraire ou à nos bureaux : 20, rue de la Michodière, Paris-2ᵉ - C. C. P. 6337-54 Paris.

Janvier	1956	La révolution atomique (G. Malécot).
Mars	1956	L'Union française ✤ (O. Rosenfeld). Le Poujadisme ✤ (A. Grosser, G. Lasserre).
Mai	1956	Planisme et liberté ✤ (Cl. Gruson, P. Ricœur).
Octobre	1956	Colonisation (A. Césaire). Allemagne (Vermeil).
Janvier	1957	Après la fin des colonies ✤ (G. Crespy).
Mars	1957	La communauté des Nations ✤ (A. Mathiot).
Mai	1957	Responsabilités internationales ✤ (A. Philip).
Juillet	1957	Le Protestantisme rural ✤ — Crise internationale et œcuménisme, par Philippe Maury
Octobre	1957	L'Unité Syndicale (G. Lasserre) ✤ L'Automation (A. Béthouart).
Novembre	1957	Une morale sociale pour les chrétiens ✤ (G. Crespy — n° décembre). Vers la connaissance de Marx (S. R. Schram). Art réaliste et art social (R. Jullian).
Janvier	1958	Le Protestantisme Européen (E. Trocmé). Genèse de l'antisémitisme (J. Isaac).
Mars	1958	L'industrie et l'université dialoguent (P. Arb.-Bastide). Le contrôle des naissances et notre foi ✤ (A. Dumas, Dr Weill-Hallé et de Rougemont, P. Dreyfus-Schmidt, M. Voge...).
Mai	1958	Economie humaine et vie religieuse ✤ (Y. Chaigneau, H. Bartoli, F.-G. Dreyfus, Bolle) Sous le Bâillon ✤ (Sartre, Ricœur, Philip).
Juillet	1958	L'Etat et nos libertés menacées ✤ (Charlier, Mehl, Ricœur, de Pury, J. Malterre). Solution pour l'Algérie (A. Philip).
Octobre	1958	Beaucoup plus qu'un référendum ✤ (Ricœur, Hauriou, Philip). Pour une gauche protestante (E. Trocmé). Les chrétiens et la guerre atomique.
Décembre	1958	Notre avenir politique ✤ (A. Philip, G. Crespy, C. Vienney).
Janvier	1959	Capitalisme et Socialisme modernes (A. Philip). Les élections et le franc (Lavau-Crespin).
Février	1959	Les chrétiens et le monde communiste (K. Barth, P. Ricœur).
Mars	1959	Où va la classe ouvrière ? ✤ (A. Touraine, S. Mallet).
Juillet	1959	La crise sociale et les formes nouvelles de la justice (A. Sauvy, P. Ricœur, G. Severac).
Octobre	1959	La Social-démocratie dans l'impasse (S. R. Schram).
Décembre	1959	Crise du Socialisme (Ricœur).
Janvier	1960	Science, croyants et incroyants.
Février	1960	L'homme et son logement ✤ (G. Thurnauser).
Mai	1960	Les Sociétés en pleine évolution (C. Œ.).

Prix de ce Numéro : 3,50 NF